



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Septembre 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 9 décembre 2022

Date de livraison : 13 octobre 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Septembre 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le sixième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 6 septembre et le 28 septembre 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

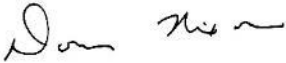
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 13 octobre 2023

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	9
Mesures visant à rendre la vie plus abordable (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membre la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et de la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.).....	11
Logement (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, centres de taille moyenne du Québec)	14
Offre de logements (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto).....	15
Emploi (membres de la population active de la Saskatchewan, personnes œuvrant dans les corps de métiers ou la construction résidant au Québec).....	16
Valorisation de l'image de marque du service 9-8-8 (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, régions rurales du nord-est de l'Ontario, centres de moyenne taille du Québec).....	17
Médias d'information (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)	18
Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)	19
Tarification du carbone (régions rurales du nord-est de l'Ontario)	19
Évaluation de messages au sujet du changement climatique (Nouvelle-Écosse, Calgary, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de centres de moyenne taille du Québec).....	20
Prestation d'invalidité (personnes handicapées vivant en Ontario).....	21
Valorisation de l'image de marque Pacifican (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)	22
Enjeux communautaires (personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, régions rurales du nord-est de l'Ontario)	23
Résultats détaillés.....	24
Chronologie des annonces en septembre 2023.....	26
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	30
Sources d'actualités (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver).....	31
Réponse aux catastrophes naturelles (Nouvelle-Écosse)	31
Engagement dans la région indopacifique (diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)	32



Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	33
Enjeux de la classe moyenne (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto).....	36
Sécurité publique et réforme du système de cautionnement (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver).....	37
Changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	38
Mesures visant à rendre la vie plus abordable (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membres la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.).....	39
Mesures en matière de logement (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membre la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.).....	40
Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)	42
Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)	43
Logement (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, Edmonton, centres de taille moyenne du Québec)	44
Situation du logement (Edmonton, centres de taille moyenne du Québec).....	46
Offre de logements (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto).....	47
Emploi (membres de la population active de la Saskatchewan, personnes œuvrant dans les corps de métiers ou la construction résidant dans de grands centres du Québec)	48
Valorisation de l'image de marque du service 9-8-8 (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, régions rurales du nord-est de l'Ontario, centres de moyenne taille du Québec).....	51
Médias d'information (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)	57
Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux de Montréal)	59
Tarifcation du carbone (régions rurales du nord-est de l'Ontario).....	60
Évaluation de messages au sujet du changement climatique (Nouvelle-Écosse, Calgary, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de centres de moyenne taille du Québec)	63
Prestations d'invalidité (personnes handicapées vivant en Ontario)	64
Valorisation de l'image de marque de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	67



Enjeux communautaires (personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, régions rurales du nord-est de l'Ontario).....	68
Annexes	70
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	71
Questionnaire de recrutement français	72
Questionnaire de recrutement anglais.....	83
Annexe B – Guides de discussion.....	95
Guide du modérateur français.....	96
Guide du modérateur anglais.....	128
Annexe C – Concepts publicitaires	154
9-8-8: Ligne d'aide en cas de crise de suicide.....	155
Valorisation de l'image de marque de Développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan).....	166

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent concises et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste notamment à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 6 septembre et le 28 septembre 2023, à différents endroits au pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur les activités fédérales liées au changement climatique, à la sécurité publique ainsi qu'au soutien apporté aux Canadiens à revenu moyen. Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, et quelques groupes ont pris part à des discussions plus approfondies au sujet de leurs habitudes de consommation en matière d'actualités, ainsi que sur la réponse du gouvernement du Canada aux récents feux de forêt incontrôlés et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

Dans le cadre du présent cycle de recherche, les enjeux liés au logement ont également été étudiés, et ont fait l'objet de discussions parmi les participants et résidents du nord-ouest de la région du Grand Toronto (RGT), à Edmonton et dans des centres de taille moyenne du Québec. Plusieurs groupes ont pris part à des discussions portant sur les mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada visant à rendre la vie plus abordable, à construire un plus grand nombre de logements, à



stabiliser le prix des denrées alimentaires et à soutenir les petites entreprises. De nombreux groupes ont été invités à évaluer de potentiels concepts de valorisation de l'image de marque liés à l'instauration du numéro de téléphone à trois chiffres 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide. Des participants résidant en Saskatchewan et faisant actuellement partie de la population active, ainsi que des travailleurs de la construction et des corps de métiers au Québec, ont discuté du marché de l'emploi actuel au Canada, tandis que des utilisateurs intensifs des médias sociaux basés à Montréal ont partagé leurs points de vue sur des questions liées aux médias d'information et aux médias sociaux. Les participants d'un groupe composé de personnes vivant avec un handicap ont pris part à une discussion portant sur les difficultés rencontrées par ces personnes et sur les mesures mises en œuvre par le gouvernement fédéral pour mieux leur venir en aide.

Parmi les autres sujets abordés au cours de ce cycle, citons le système fédéral de tarification du carbone, les essais de communication liés aux initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique, la valorisation de l'image de marque de Développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) et les enjeux communautaires auxquels sont confrontés les habitants du nord-est de la région du Grand Toronto et du nord-est de l'Ontario.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, dont des Canadiens à revenu moyen, des utilisateurs intensifs des médias sociaux, des personnes œuvrant dans le domaine des corps de métiers et de la construction, des membres de la population active âgés de 25 à 44 ans, des personnes vivant avec un handicap ainsi que des membres de la diaspora sud-asiatique.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes étaient composés de membres de la population générale résidant à Calgary, Edmonton, dans des centres de taille moyenne du Québec, dans des régions rurales du nord-est de l'Ontario, en Nouvelle-Écosse et dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.)
- Les six groupes restants étaient composés des segments de la population suivants :

- Canadiens de la classe moyenne;
 - Utilisateurs intensifs des médias sociaux;
 - Membres de la population active âgés de 25 à 44 ans;
 - Ouvriers de la construction et des métiers;
 - Personnes vivant avec un handicap;
 - Membres de la diaspora sud-asiatique.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
 - Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
 - Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en espérant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
 - Dans tous les lieux, 92 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
 - Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nord-est de la région du Grand Toronto	1	Anglais	6 septembre	18 h à 20 h	Canadiens de la classe moyenne	8
Montréal	2	Français	7 septembre	18 h à 20 h	Utilisateurs intensifs des médias sociaux;	8
Edmonton	3	Anglais	12 septembre	20 h à 22 h	Population générale	7
Régions rurales du nord-est de l'Ontario	4	Anglais	13 septembre	18 h à 20 h	Population générale	7
Centres de taille moyenne du Québec	5	Français	14 septembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Nouvelle-Écosse	6	Anglais	18 septembre	17 h à 19 h	Population générale	6
Saskatchewan	7	Anglais	19 septembre	20 h à 22 h	Membres de la population active de 25 à 44 ans	6
Calgary	8	Anglais	20 septembre	19 h à 21 h	Population générale	6
District régional du Grand Vancouver	9	Anglais	21 septembre	21 h à 23 h	Membres de la diaspora sud-asiatique	8
Ontario	10	Anglais	26 septembre	18 h à 20 h	Personnes vivant avec un handicap;	7

Grands centres du Québec	11	Français	27 septembre	18 h à 20 h	Ouvriers de la construction et des corps de métiers	8
Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique	12	Anglais	28 septembre	21 h à 23 h	Population générale	8
NOMBRE DE PARTICIPANTS						87

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail de publicités et d'initiatives ont été rappelées, notamment la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui ont sévi dans plusieurs régions du pays, la décision de la Banque du Canada de maintenir le taux directeur au même niveau de 5 % ainsi que l'annonce selon laquelle le gouvernement entend abolir la taxe sur les produits et services (TPS) sur la construction de nouveaux logements locatifs. Parmi les autres mesures mentionnées figurait l'annonce d'une augmentation de trois cents du taux de cotisation d'assurance-emploi en 2024, des réunions entre fonctionnaires fédéraux et dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter des moyens de stabiliser les prix des produits alimentaires dans l'intérêt des Canadiens, et l'investissement de 322 millions de dollars (au titre du Fonds stratégique pour l'innovation) du gouvernement du Canada pour financer la construction d'une nouvelle usine de production de matériaux pour batteries de véhicules électriques (VE) à Bécancour, au Québec.

Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient la participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au sommet du Groupe des vingt (G20) à New Delhi, en Inde, l'annonce par le gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements pouvant relier des agents du gouvernement indien à l'assassinat d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique, en juin 2023, et la visite du président de l'Ukraine au Canada pour discuter de mécanismes de collaboration entre les deux gouvernements dans l'objectif de renforcer les liens entre les deux pays.

Sources d'actualités (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Deux groupes de participants ont entamé une brève discussion au sujet des sources d'actualités auxquelles ils ont généralement recours et de leurs points de vue sur la fiabilité de ces sources. À la question de savoir à quelles sources ils recouraient pour obtenir leurs nouvelles d'actualité, les



participants ont mentionné des médias traditionnels comme le Globe and Mail et le National Post, des nouvelles télévisées sur des chaînes telles que Radio-Canada, CTV et TVA, des nouvelles radiophoniques produites par CBC/Radio-Canada et des moteurs de recherche de type Google. Plusieurs d'entre eux ont également déclaré recourir à des plateformes de médias sociaux telles que X (anciennement Twitter), TikTok, Facebook et Instagram. Au sujet de la fiabilité de ces sources d'actualités, la plupart d'entre eux avaient l'impression que les nouvelles émanant des médias traditionnels étaient généralement plus dignes de confiance que celles publiées sur les médias sociaux.

Réponse aux catastrophes naturelles (Nouvelle-Écosse)

Les participants résidant en Nouvelle-Écosse ont brièvement discuté de la réponse du gouvernement fédéral à l'ouragan Lee qui a touché terre avec une force comparable à celle d'un ouragan dans la province le 16 septembre 2023. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada à cet effet, aucun participant n'a répondu par l'affirmative et un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que la tempête n'avait pas été aussi destructrice qu'on l'avait initialement prévu. Au sujet de la réponse du gouvernement fédéral aux catastrophes naturelles de façon plus générale, presque tous les participants estimaient satisfaisants le soutien apporté aux Canadiens ainsi que l'aide fournie à la suite des incendies, des inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes qui se sont produits dans plusieurs régions du pays. Un certain nombre d'entre eux supposaient que le gouvernement fédéral avait renforcé sa capacité de réponse aux catastrophes naturelles au cours des dernières années et espéraient qu'il continuerait de fournir un soutien rapide et efficace de haut niveau à l'avenir.

Engagement dans la région indopacifique (diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique résidant dans le district régional du Grand Vancouver ont discuté des relations entre le gouvernement du Canada et l'Inde, ainsi que de son engagement dans la région indopacifique de manière plus générale. Interrogés sur l'état des relations entre le Canada et l'Inde, la plupart d'entre eux l'estimaient tendue à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre eux craignaient que ces tensions perçues ne créent des problèmes à ceux qui avaient de la famille et des proches dans les deux pays. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures adoptées par le gouvernement du Canada dans le cadre de son engagement auprès des pays d'Asie du Sud en général, certains supposaient qu'il existait des organisations chargées de promouvoir le commerce et l'immigration entre le Canada et la région indopacifique. À la question de savoir quels étaient les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour lutter contre ce qu'ils considéraient comme étant du racisme et de la discrimination à l'égard des Sud-Asiatiques et d'autres minorités visibles. On estimait en outre qu'une sensibilisation accrue des Canadiens aux problèmes et à l'histoire des Sud-Asiatiques pourrait contribuer à une meilleure compréhension de leur culture et des défis qu'ils ont eu à relever.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont partagé des points de vue à la fois positifs et négatifs à propos d'un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient l'inflation et le coût de la vie, les soins de santé, l'éducation, le changement climatique et l'environnement, la réponse à la pandémie de COVID-19 et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Au sujet des domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'une gestion efficace ces derniers temps, les participants ont mentionné les mesures de soutien aux parents comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) ainsi que les initiatives visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables, de même que les prestations et aides supplémentaires comme l'assurance-emploi (AE), le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et l'introduction de la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Parmi les autres domaines mentionnés, citons la réponse aux feux de forêt qui ont sévi dans de nombreuses régions du pays, la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme dans l'ensemble du Canada, et l'aide internationale apportée à des pays comme l'Ukraine. Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci, mentionnons le logement, l'immigration et ce qui était perçu comme une charge fiscale élevée pour de nombreux Canadiens ayant actuellement des difficultés à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les principaux problèmes auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, beaucoup ont réitéré la nécessité de se concentrer sur des domaines clés comme l'inflation, le coût de la vie, le logement, les soins de santé, l'immigration, ainsi que la préparation aux impacts du changement climatique et leur atténuation. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage se focaliser sur la réconciliation avec les peuples autochtones, estimant qu'il n'y avait pas eu suffisamment de progrès tangibles dans ce dossier. Les participants estimaient également qu'il fallait davantage se concentrer sur le soutien à apporter à des groupes vulnérables comme ceux des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap et des personnes souffrant de problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie.

Enjeux de la classe moyenne (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto (RGT) ont pris part à une brève discussion sur les défis auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens de la classe moyenne. Tous les participants se sont identifiés comme appartenant eux-mêmes à la classe moyenne. À la question de savoir quels étaient, selon eux, les principaux enjeux auxquels les Canadiens de la classe moyenne sont actuellement confrontés, bon nombre d'entre eux ont mentionné le taux élevé d'inflation et ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation substantielle du coût de la vie au

cours des dernières années. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que les prix des produits de première nécessité, notamment les produits alimentaires et l'essence, avaient considérablement augmenté ces derniers temps et qu'il leur était de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Un certain nombre de participants ont en outre mentionné des difficultés liées au coût du logement, notamment l'augmentation des paiements hypothécaires et la hausse des prix de l'énergie d'usage domestique.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux Canadiens de la classe moyenne, peu de participants se souvenaient de quoi que ce soit à ce sujet. La quasi-totalité d'entre eux considérait que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui concerne l'aide apportée à la classe moyenne. Plusieurs participants estimaient que les Canadiens de la classe moyenne devaient avoir accès aux mêmes aides et prestations que les ménages à faible revenu. Au sujet des mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour aider la classe moyenne, les participants ont suggéré des mesures comme une réduction des impôts pour les ménages de la classe moyenne et l'augmentation de la gamme de prestations et de soutiens offerts au Canada.

Sécurité publique et réforme du système de cautionnement (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique résidant dans le district régional du Grand Vancouver ont brièvement discuté de la sécurité publique et des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour réformer le système de cautionnement au Canada. Les participants ne se souvenaient pas d'avoir vu, lu ou entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet. Après avoir reçu de l'information sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour modifier le système de cautionnement afin de rendre plus difficile la libération sous caution de personnes ayant déjà été reconnues coupables de certains types de crimes violents, tous les participants ont réagi positivement à cette initiative, estimant qu'il s'agissait d'une mesure efficace pour réduire la criminalité au sein de leur collectivité. On estimait que cette mesure obligerait les récidivistes à mieux rendre compte de leurs actes et pourrait à l'avenir contribuer à dissuader d'autres activités criminelles. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que cette mesure contribuerait à réduire la criminalité au Canada, la plupart ont répondu par l'affirmative, mais bon nombre d'entre eux estimaient que pour être efficace, cette mesure devait être accompagnée d'autres mesures comme une augmentation des ressources allouées aux forces de l'ordre et l'adoption de mesures visant à s'attaquer à ce que l'on considérait comme étant les causes profondes de la criminalité, notamment l'itinérance, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale.

Changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Le groupe basé dans le secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (B.C.) a entamé une discussion sur le changement climatique et les mesures pouvant être prises individuellement ou collectivement pour atténuer les effets de conditions météorologiques changeantes et d'événements météorologiques extrêmes. Les participants étaient à peu près aussi nombreux à considérer le changement climatique comme un problème urgent que ceux qui n'étaient pas de cet avis. Parmi les



participants se disant préoccupés, certains ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation du nombre de catastrophes naturelles, notamment de feux de forêt, d'inondations et de tempêtes de vent, ainsi que des conditions météorologiques plus imprévisibles au cours de ces dernières années. Parmi ceux qui se disaient moins inquiets, on estimait que la hausse des températures et les autres changements observés relativement aux régimes météorologiques habituels s'inscrivaient probablement dans un cycle naturel et n'étaient pas liés à l'activité humaine. Lorsqu'on leur a demandé ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux effets potentiels du changement climatique, les participants ont mentionné des problèmes comme les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt, l'élévation du niveau des océans, ainsi que les chaleurs et les froids extrêmes observés en été et en hiver.

La plupart des participants estimaient que leur collectivité n'était pas suffisamment préparée au changement climatique. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient pris des mesures à cet égard au sein de leur propre ménage, plusieurs ont déclaré avoir récemment préparé des trousseaux de secours pour le cas où ils se verraient obligés d'évacuer leur domicile en raison d'une catastrophe naturelle dans leur région. Plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que leurs collectivités respectives soient davantage menacées par le changement climatique au cours des prochaines décennies.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada dans le sillage des récents feux de forêt en Colombie-Britannique, un certain nombre d'entre eux se sont souvenus avoir entendu dire que des membres des Forces armées canadiennes (FAC) avaient été déployés pour participer aux interventions. Presque tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui concerne sa réponse aux feux de forêt et estimaient qu'il fallait en faire plus pour se préparer et réagir à ce type d'événements à l'avenir.

Mesures visant à rendre la vie plus abordable (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membre la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et de la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions relatives à une série de mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada visant à rendre la vie plus abordable. Lorsqu'on leur a demandé quelle devait être, à leur avis, la principale priorité du gouvernement fédéral à l'heure actuelle, un grand nombre d'entre eux ont mentionné la question du logement et ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements sûrs et abordables dans de nombreuses collectivités au Canada. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait également en faire davantage pour faire face au coût élevé de la vie à l'heure actuelle, et un certain nombre ont fait remarquer que les gens avaient de plus en plus de mal à pouvoir s'acheter des produits de première nécessité comme des denrées alimentaires et de l'essence ces derniers temps.

À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures que ce dernier prenait pour remédier à la situation du logement, au coût de la vie ou pour venir en aide aux petites entreprises, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre des réponses concernaient le logement et incluaient

l'annonce d'une entente entre le gouvernement fédéral et la ville de London, en Ontario, relativement à la construction de nouveaux logements au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements, l'abolition de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux immeubles d'habitation locatifs et l'introduction du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) afin d'aider d'éventuels acheteurs à acquérir une première propriété.

Initiatives en matière de logement (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membre la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Les six groupes se sont tous vu remettre des renseignements sur un certain nombre de mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral en vue de construire un plus grand nombre de logements plus rapidement : plusieurs participants ont favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. Un grand nombre d'entre eux estimaient toutefois que ces mesures ne contribueraient guère à rendre le logement plus abordable dans un avenir immédiat et que des mesures plus urgentes devraient être prises en ce sens dans l'intérêt des Canadiens à revenu faible ou moyen.

Bien que de nombreux participants considéraient que l'abolition de la TPS et le fait de demander aux provinces et aux territoires de supprimer leur part de la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les nouvelles constructions locatives contribueraient à stimuler la construction de nouveaux projets, certains participants ont dit craindre que le processus de construction soit retardé par d'autres contraintes, comme le coût élevé des matériaux, la pénurie de main-d'œuvre et la nécessité de se conformer à des exigences municipales en matière de construction. Plusieurs des participants résidant dans des zones plus rurales ne s'attendaient pas à ce que ces initiatives aient beaucoup d'impact au sein de leur propre collectivité. Parmi ceux-ci, on pensait que les efforts visant à augmenter l'offre de logements seraient principalement concentrés dans les grands centres urbains.

Tous les groupes, à l'exception de ceux composés de participants résidant dans le district régional du Grand Vancouver, ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires concernant le zonage d'exclusion. Très peu d'entre eux ont indiqué avoir déjà entendu parler de ce terme. Interrogés sur ce qu'ils pensaient du fait que le gouvernement du Canada demande aux administrations locales de mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour la construction de logements supplémentaires, les participants ont exprimé des opinions mitigées. Si certains d'entre eux estimaient que cette mesure pouvait profiter aux centres urbains disposant d'un espace limité pour leur extension, un plus grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les décisions relatives à la modification de lois sur le zonage d'exclusion devaient être envisagées au cas par cas, municipalité par municipalité. On estimait que si le zonage d'exclusion était complètement supprimé, de nombreuses collectivités principalement composées de maisons unifamiliales subiraient d'importantes perturbations et que cela aurait des répercussions négatives au sein de quartiers existants et pour d'actuels propriétaires.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie concernant la question du logement, la plupart d'entre des participants estimaient que ces mesures étaient insuffisantes pour résoudre ce qu'ils considéraient comme étant des problèmes urgents liés à

l'accès à des logements abordables dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs d'entre eux estimaient que tant que des progrès tangibles et mesurables n'auraient pas été réalisés pour rendre le logement plus abordable au profit d'un plus grand nombre de Canadiens, ils continueraient de penser que le gouvernement fédéral est sur la mauvaise voie dans ce domaine.

Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)

Trois groupes se sont vu présenter des renseignements sur les récentes mesures mises en application par le gouvernement fédéral en vue de stabiliser les prix élevés des produits alimentaires et d'accroître la concurrence au sein du secteur. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ces mesures soient avantageuses pour les petites entreprises de ce secteur, et à ce qu'elles contribuent à augmenter le choix des produits d'épicerie offerts aux Canadiens. On espérait que les recettes fiscales supplémentaires perçues par le gouvernement fédéral dans le cadre de cette initiative puissent être réaffectées sous forme de programmes et de mesures de soutien destinés à venir en aide aux Canadiens en ce qui concerne l'achat de produits d'épicerie et d'autres produits de première nécessité.

Lorsqu'on a demandé aux participants s'ils pensaient que ces mesures contribueraient à rendre la vie des Canadiens plus abordable, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois que le succès de ces initiatives dépendrait en grande partie de la façon dont elles sont mises en œuvre et de la question de savoir si le gouvernement fédéral exercerait une surveillance suffisante sur les grandes chaînes alimentaires. Quelques-uns d'entre eux ont suggéré que le gouvernement du Canada prenne également des mesures pour réduire les coûts de transport (y compris le prix du carburant), estimant que l'augmentation des dépenses dans ce domaine avait été un facteur majeur de l'augmentation du prix des produits d'épicerie.

Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)

Ces trois groupes se sont également vu fournir des détails sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux petites entreprises, dont le report de la date limite de remboursement des prêts au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). À la question de savoir quel impact aurait, le cas échéant, la prolongation d'un an du délai de remboursement des prêts, la plupart des participants estimaient que cette mesure bénéficierait aux petites entreprises en leur donnant plus de temps pour rembourser le gouvernement fédéral. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'à moins que le délai de remboursement ne soit prolongé de cinq ans, le gouvernement du Canada devait carrément renoncer à ces prêts.

Lors d'un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de choisir un mot pour décrire l'ensemble des mesures (initiatives en matière de logement, stabilisation des prix des produits alimentaires et soutiens aux petites entreprises) dont ils avaient discuté, les participants de ces trois groupes ont fourni un large éventail de réponses. Si plusieurs d'entre eux ont choisi de décrire ces mesures en des termes à consonance positive comme « effort », « généreux », « réceptif » et « soulagement », un nombre à peu près similaire a choisi des mots à consonance plus négative comme « minimum », « médiocre », « lent » et « inadéquat ». Interrogés sur les mesures qui, à leur avis, les



impacteraient le plus personnellement, la plupart entre eux s'attendaient à ce que les initiatives liées au logement et (dans une moindre mesure) à la stabilisation des prix des produits d'épicerie aient le plus d'effet.

Logement (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, centres de taille moyenne du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. De l'avis général, le logement constituait à l'heure actuelle un enjeu majeur et il devait compter parmi les principales priorités du gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec les politiques du gouvernement du Canada en matière de logement, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient eu vent de quelque chose, les participants ont mentionné des initiatives comme l'introduction du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), un supplément unique à l'Allocation canadienne pour le logement pour aider les Canadiens à faible revenu à assumer le coût du loyer, et le versement d'un remboursement unique des frais d'épicerie à certains ménages en même temps que le versement du crédit trimestriel pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Lorsqu'on leur a demandé de définir les principales problématiques liées au logement sur lesquelles le gouvernement fédéral devait se pencher, les participants ont fourni toute une série de réponses. Parmi celles-ci figuraient la construction d'un plus grand nombre de logements, l'octroi d'une aide plus importante aux acheteurs d'une première propriété, la réduction des taux d'intérêt, la réduction temporaire du taux d'immigration comme mesure visant à réduire la demande de logements, et l'interdiction de toute spéculation immobilière et de la pratique consistant, pour des particuliers et des entreprises, à acheter des biens immobiliers résidentiels principalement en tant qu'instruments de placement.

Situation du logement (Edmonton, centres de taille moyenne du Québec)

Les groupes basés à Edmonton et au Québec ont discuté de la situation générale actuelle du logement au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le Canada connaissait actuellement une crise du logement, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Au sujet des facteurs à l'origine de cette crise perçue du logement, bon nombre d'entre eux ont cité les coûts importants liés à l'achat d'une maison dans de nombreuses régions du pays. On estimait que la spéculation immobilière, le fait que des particuliers et les entreprises puissent posséder plusieurs logements et la popularité croissante des plateformes de location à court terme comme Airbnb étaient autant de facteurs ayant contribué à l'augmentation des loyers et du prix des propriétés au cours de la dernière décennie. Les participants ont également mentionné d'autres facteurs considérés comme étant à l'origine de la crise du logement, notamment l'augmentation des taux d'immigration au Canada au cours des dernières années, le coût élevé des matériaux nécessaires à la construction de nouveaux logements et la priorité qu'accordent les promoteurs immobiliers à générer un maximum de profits plutôt qu'à construire des logements abordables. À la question de savoir ce qu'il fallait entendre par progrès en matière de logement, les participants ont mentionné des indicateurs comme la baisse du prix des propriétés, la



stabilisation du coût des loyers, une diminution notable du taux d'itinérance au sein de leur collectivité et une baisse du coût de la vie en général.

Sur la question de savoir à quel palier du gouvernement il incombe principalement de remédier aux problèmes liés au logement, la plupart des participants estimaient qu'en raison de l'ampleur et de la portée de la crise du logement, tous les paliers de gouvernement avaient un rôle à jouer. En décrivant les mesures concrètes que le gouvernement fédéral pourrait prendre en matière de logement, les participants ont suggéré des initiatives comme l'augmentation des aides financières accordées aux provinces et territoires pour les aider à construire davantage de logements, l'établissement d'objectifs nationaux en matière de logement et le suivi de leur évolution, l'interdiction permanente pour les non-Canadiens d'acheter des logements résidentiels, l'abaissement temporaire des taux d'immigration pour réduire la demande de logements et la réglementation du nombre de propriétés résidentielles que sont en droit d'acheter un particulier ou par une entreprise. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à une densification accrue du logement au sein de leur propre collectivité, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. On estimait que la construction de maisons plus rapprochées constituait une solution viable pour augmenter l'offre de logements et qu'elle pourrait avoir pour effet supplémentaire de revitaliser les centres-villes dans de nombreux grands centres urbains du Canada. S'ils étaient favorables à une densification, certains d'entre eux estimaient cependant que tout effort déployé en ce sens devait principalement cibler les centres de taille moyenne et les grands centres, estimant que ceux qui préféreraient vivre dans des régions rurales moins peuplées devaient continuer à pouvoir le faire.

Offre de logements (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto ont été invités à répondre à une série de questions relatives à l'offre de logements et au défi que représente la construction d'un plus grand nombre de logements, tant dans leur région que dans l'ensemble du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le Fonds pour accélérer la construction de logements, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. Après s'être vu fournir des renseignements au sujet de ce programme, un grand nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que cette initiative profiterait principalement aux promoteurs immobiliers et se demandaient si le gouvernement fédéral prendrait des mesures pour s'assurer que les Canadiens à revenu faible ou moyen puissent accéder aux logements construits.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à une augmentation de l'offre de logements dans leur région, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Parmi les quelques participants qui s'y opposaient, certains ont précisé qu'ils seraient favorables à la construction progressive de nouveaux logements, à condition que le nombre de nouveaux projets dans la région du Grand Toronto soit proportionnel à celui d'autres régions du pays. À la question de savoir si les municipalités qui n'accordent pas la priorité à la construction d'un nombre suffisant de logements devraient être sanctionnées, les participants ont exprimé des avis partagés. Les participants qui estimaient nécessaire de sanctionner les municipalités n'ayant pas pour objectif principal de répondre aux besoins de leurs résidents en

matière de logement étaient à peu près aussi nombreux que ceux ayant une opinion différente à ce sujet. Parmi ces participants, on estimait que chaque collectivité faisait face à ses propres difficultés en matière de logement et qu'il pouvait être difficile pour certaines d'entre elles d'augmenter l'offre de logements en raison de problèmes comme un manque de terrains disponibles ou de préoccupations environnementales.

Peu d'entre eux avaient entendu parler du terme « zonage municipal ». Après avoir été informés que les règlements municipaux de zonage déterminent les endroits où des logements peuvent être construits et les types de projets pouvant être développés, plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que ces règlements augmentent significativement la capacité des municipalités à construire davantage de logements. De l'avis général, les administrations municipales devraient être incitées à modifier ces règlements afin de permettre la construction d'un plus grand nombre de logements. À la question de savoir ce qu'ils attendaient encore du gouvernement fédéral en matière de construction de logements, les participants ont rappelé qu'il fallait veiller à ce que, dans l'intérêt des Canadiens, les nouveaux logements construits soient abordables. Au nombre des autres mesures potentielles suggérées par les participants, citons la baisse des taux d'intérêt, un soutien accru aux acheteurs d'une première propriété et des mesures visant à faire face au coût global de la vie et à renforcer la capacité des Canadiens à épargner en vue de l'achat d'une propriété.

Emploi (membres de la population active de la Saskatchewan, personnes œuvrant dans les corps de métiers ou la construction résidant au Québec)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le marché de l'emploi actuel et plus généralement sur l'économie canadienne. Dans un premier temps, les participants de la Saskatchewan ont été invités à partager leurs points de vue concernant la gestion de l'économie assurée par le gouvernement du Canada ces dernières années. Tous estimaient que ses performances avaient été moyennes ou légèrement supérieures à la moyenne dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux ont salué les récents efforts du gouvernement fédéral visant à réduire le taux d'inflation qui, de l'avis général, avait constitué l'un des principaux enjeux économiques des dernières années. Un certain nombre de participants ont indiqué que, bien qu'ils soient insatisfaits de l'état actuel de l'économie, ils estimaient que bon nombre des enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens étaient attribuables à des facteurs externes échappant au contrôle du gouvernement fédéral, comme la pandémie de COVID-19 et le conflit en cours en Ukraine.

Invités à décrire les problèmes économiques qu'ils considéraient comme étant les plus importants à l'heure actuelle, les participants ont mentionné des questions telles que l'inflation, le coût de la vie, le manque de logements sûrs et abordables, ainsi que les difficultés auxquelles se heurtent de nombreuses personnes lorsqu'il s'agit de trouver un emploi offrant un salaire de subsistance. Sur la question plus particulière de la retraite, de nombreux participants du groupe basé en Saskatchewan se sont dit inquiets de devoir probablement retarder leurs projets de retraite, voire de ne jamais pouvoir prendre leur retraite en raison du coût élevé de la vie et d'autres difficultés financières. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'en raison de la hausse des coûts associés aux dépenses quotidiennes (épicerie, essence et logement), il était devenu très difficile de planifier et d'épargner en



vue de la retraite. Tous les participants estimaient que les soutiens et les prestations actuellement en place pour venir en aide aux retraités, notamment le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV), n'étaient pas suffisants pour aider les Canadiens à préserver leur sécurité financière au cours de leur retraite. Après avoir été informés qu'à compter de 2019, le RPC serait progressivement bonifié, à savoir qu'aujourd'hui les travailleurs devraient cotiser un peu plus chaque année, mais qu'à la retraite ils bénéficieraient de prestations plus élevées, tous les participants ont exprimé leur soutien à cette modification, bon nombre d'entre eux estimant que cela aiderait un plus grand nombre de Canadiens à parvenir à une stabilité financière au cours de leur vieillesse.

Les deux groupes ont été invités à partager leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi au Canada. À l'échelle régionale, si les participants de la Saskatchewan ont exprimé des opinions plutôt négatives, estimant que le taux de chômage augmentait et qu'il était difficile de trouver un emploi bien rémunéré, la plupart des participants résidant au Québec n'étaient pas de cet avis. Les participants de ce groupe avaient une opinion positive du marché de l'emploi, et presque tous avaient l'impression que de nombreuses entreprises embauchaient actuellement dans un grand nombre de secteurs et que pour ceux qui étaient actuellement à la recherche d'un emploi, les débouchés étaient nombreux. Interrogés sur les secteurs qui, selon eux, connaîtront la plus forte croissance au cours des cinq à dix prochaines années, les participants des deux groupes ont cité les technologies de l'information, l'intelligence artificielle (IA), l'exploitation minière, l'agriculture, la production d'énergie, ainsi que le secteur des services et de l'accueil. Presque aucun participant de l'un ou l'autre groupe ne se souvenait de mesures ou d'initiatives récemment prises par le gouvernement du Canada pour soutenir la création d'emplois ou l'acquisition de nouvelles compétences. La plupart d'entre eux considéraient que le gouvernement fédéral faisait fausse route dans ce domaine et qu'il fallait en faire beaucoup plus pour soutenir la formation et le perfectionnement des travailleurs canadiens.

Valorisation de l'image de marque du service 9-8-8 (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, régions rurales du nord-est de l'Ontario, centres de moyenne taille du Québec)

Mise en garde sur le contenu : Veuillez prendre note que la question suivante traite du suicide et de détresse émotionnelle et peut heurter la sensibilité de certains lecteurs.

Les participants de cinq groupes ont échangé leurs points de vue sur quatre concepts créatifs actuellement développés par le gouvernement fédéral pour informer les Canadiens de la création du service 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide. Dans l'ensemble, la plupart des participants ont préféré les concepts présentant une combinaison de couleurs vives et éclatantes (telles que le blanc, le bleu et le jaune) et de couleurs apaisantes telles que le gris. De nombreux participants ont également exprimé leur préférence pour les concepts mettant en évidence le numéro 9-8-8 et la mention « Ligne d'aide en cas de crise de suicide », estimant qu'il s'agissait là de l'information la plus importante que devaient véhiculer ces publicités. Un certain nombre de participants se sont dit favorables aux concepts mettant l'accent sur le fait que les personnes en situation d'urgence pour raison de santé mentale pouvaient faire appel à ce service par téléphone ou par texto, estimant qu'il s'agissait d'une information importante pour ceux (les jeunes en particulier) qui préféraient communiquer par texto.

Médias d'information (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)

Les participants résidant dans la ville de Montréal ont entamé une discussion sur l'industrie des médias d'information au Canada. Invités à décrire les changements survenus dans l'industrie des médias d'information au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que les sujets traités par les organes d'information étaient désormais beaucoup plus nombreux et que les nouvelles semblaient se succéder à un rythme beaucoup plus rapide. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait qu'au cours des dernières années, les nouvelles étaient devenues plus sensationnalistes et que les médias cherchaient à attirer l'attention au moyen de titres provocateurs ou incendiaires qui n'étaient peut-être pas tout à fait représentatifs des problèmes réellement en jeu. Tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens plus nombreux d'accéder aux nouvelles d'actualité comparativement aux décennies précédentes. Plusieurs d'entre eux estimaient que l'avènement d'Internet et d'appareils comme les téléphones intelligents avait grandement facilité l'accès aux nouvelles d'actualité à tout moment de la journée, et ce par l'intermédiaire de multiples sources. À la question de savoir s'ils pensaient que la couverture des actualités et des événements dans leur localité était très variée, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux estimant que les nouvelles d'actualité qui leur étaient communiquées étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux.

La plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'il y ait beaucoup plus d'organes d'information aujourd'hui qu'il y a dix ans, et plusieurs avaient l'impression que cette augmentation était liée à la popularité croissante des médias sociaux au cours de la dernière décennie. Presque tous les participants étaient cependant d'avis qu'il y avait moins d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y en avait il y a dix ans. Après avoir été informés que le nombre de médias d'information en activité au Canada avait diminué au cours de la dernière décennie et que cela avait contribué à la disparition d'au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada, les participants ont été interrogés sur les raisons qui, selon eux, étaient à l'origine de cette évolution. Un certain nombre d'entre eux estimaient que la diminution du nombre de médias d'information et d'emplois en journalisme était due, du moins en partie, à ce qu'ils considéraient comme une focalisation accrue de certains médias d'information sur la création de titres accrocheurs plutôt que sur un journalisme rigoureux. Certains d'entre eux ont également émis l'hypothèse qu'en raison du nombre croissant de Canadiens consultant les nouvelles d'actualités sur les réseaux sociaux ou d'autres plateformes numériques, une moins grande attention était accordée aux médias d'information plus traditionnels et, que par conséquent, ces derniers généraient moins de revenus. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur inquiétude concernant cette tendance, estimant qu'une diminution de la pratique d'un journalisme indépendant de haute qualité pouvait plus fréquemment donner lieu à de la mésinformation ou à de la désinformation parmi la population canadienne.

Bon nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder une grande priorité au soutien de l'industrie des médias d'information. Parmi ces participants, on estimait qu'une industrie de l'information robuste et indépendante était essentielle pour que les Canadiens puissent se tenir au courant des événements qui se déroulent autour d'eux. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement fédéral à ce sujet, presque tous étaient au courant de la promulgation du projet de loi C-18 (la *Loi sur les nouvelles en ligne*) et de la décision subséquente de Meta de bloquer l'accès des utilisateurs canadiens à des contenus liés à l'actualité sur

Facebook et Instagram. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il était important que les médias d'information soient justement rémunérés pour le contenu qu'ils produisent et estimaient qu'il s'agissait là de la bonne voie à suivre de la part du gouvernement du Canada. Bien qu'ils espéraient que cette mesure du gouvernement fédéral contribue à renforcer l'industrie canadienne des médias d'information à long terme, un certain nombre d'entre eux s'inquiétaient de savoir si cela allait avoir pour effet de limiter la capacité globale des Canadiens (et en particulier de ceux qui ont principalement recours aux médias sociaux) à se tenir informés des nouvelles et des événements qui leur tiennent à cœur.

Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)

Bien qu'espérant qu'à long terme cette mesure du gouvernement fédéral contribue à renforcer l'industrie canadienne des médias d'information, un certain nombre de participants s'inquiétaient de savoir si cela allait avoir pour effet de limiter la capacité globale des Canadiens (et en particulier de ceux qui ont principalement recours aux médias sociaux) à se tenir informés des nouvelles et des événements qui leur tiennent à cœur. Interrogés sur les plateformes de médias sociaux auxquelles ils recouraient le plus fréquemment, beaucoup ont mentionné Facebook et Instagram, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux recouraient à des plateformes telles que X (anciennement Twitter) et TikTok. Tous les participants considéraient les médias sociaux comme une source importante de renseignements, et bon nombre d'entre eux les estimait particulièrement utiles pour obtenir des nouvelles d'actualité concernant leur collectivité ou leur région. En discutant des types de contenu qu'ils avaient l'habitude de consulter et avec lesquels ils interagissaient la plupart du temps, les participants ont mentionné les nouvelles et événements locaux, les questions nationales et mondiales, ainsi que les sports et les divertissements.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient abonnés à des comptes ou à des sites gérés par le gouvernement du Canada, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, les plateformes et comptes mentionnés comprenaient les pages du gouvernement fédéral sur LinkedIn ainsi que les contenus de Santé Canada. Bien que ne suivant pas assidûment le gouvernement du Canada sur les médias sociaux, plusieurs d'entre eux se sont également souvenus avoir accédé à du contenu lié à la COVID-19 au cours de la pandémie. À la question de savoir comment le gouvernement pouvait augmenter l'efficacité de ses communications au sujet des médias sociaux, plusieurs ont répondu qu'il était important de développer un contenu adapté à chaque plateforme plutôt que de suivre une approche uniforme. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait privilégier la publication de contenus concis et facilement compréhensibles sur ses réseaux sociaux, car c'est ce que la majorité des utilisateurs de médias sociaux préfèrent.

Tarification du carbone (régions rurales du nord-est de l'Ontario)

Les participants résidant dans des collectivités rurales du nord-est de l'Ontario ont pris part à une discussion portant sur le système de tarification du carbone du gouvernement canadien. Lorsqu'on



leur a demandé s'ils avaient entendu parler de la tarification du carbone mise en place par le gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Après qu'on leur ait fourni des renseignements au sujet de ce système, presque tous les participants ont réagi négativement, bon nombre d'entre eux estimant que ce programme n'aurait que peu ou pas d'impact sur la réduction des émissions de carbone et sur l'atténuation des effets du changement climatique. Un certain nombre de participants se demandaient comment les recettes perçues par le gouvernement fédéral dans le cadre de ce programme seraient utilisées et si elles étaient réaffectées à des initiatives liées à la lutte contre le changement climatique. Certains d'entre eux estimaient que le changement climatique constituait un problème mondial et qu'à moins que d'autres gouvernements ne prennent également des mesures pour réduire leurs émissions, ces mesures prises par le gouvernement du Canada n'auraient probablement que peu d'effet.

Après avoir été informés que la majeure partie des recettes perçues dans le cadre de la tarification du carbone serait reversée aux Canadiens au moyen de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, bon nombre de participants étaient d'avis que ces fonds seraient plus utilement affectés à des initiatives visant à prévenir et à atténuer les effets du changement climatique, ainsi qu'à y faire face. Un certain nombre de participants craignaient que la tarification du carbone n'ait un impact disproportionné sur les résidents de collectivités rurales, estimant que ces personnes devaient souvent parcourir de plus grandes distances et consommer plus de carburant dans le cadre de leurs activités quotidiennes que les personnes résidant dans les centres urbains. On était en outre d'avis que si de nombreuses grandes villes disposaient de systèmes de transport public bien développés, ces moyens de transport étaient beaucoup plus limités au sein de collectivités rurales. Presque aucun participant ne s'attendait à ce que la mise en place d'un prix sur le carbone contribue à réduire leur propre niveau d'émissions.

Évaluation de messages au sujet du changement climatique (Nouvelle-Écosse, Calgary, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de centres de moyenne taille du Québec)

Les participants, répartis en trois groupes, ont examiné deux messages potentiels pour des publicités que s'emploie actuellement à concevoir le gouvernement fédéral. Les deux messages traitent principalement du changement climatique et des mesures pouvant être prises pour en atténuer les effets. Les participants ont été informés du fait que ces publicités seraient diffusées sur diverses plateformes de médias sociaux, sur des sites consacrés à l'actualité, à la télévision, dans des cinémas et sur des supports physiques comme des bancs d'autobus et des panneaux publicitaires.

À la lecture du premier message qui leur a été présenté (principalement destiné aux consommateurs), plusieurs participants se sont montrés satisfaits de la clarté du message et de l'information qui y figurait. Lorsqu'on leur a demandé quel était le message principal que véhiculait cette publicité, la plupart d'entre eux estimaient qu'il était centré sur les mesures que peuvent quotidiennement prendre des particuliers pour se préparer au changement climatique et en atténuer les effets. Quelques-uns d'entre eux estimaient en outre que cette publicité était conçue pour informer les Canadiens des soutiens qui leur sont offerts dans le but de les aider à prendre des mesures durables comme la mise à niveau de leur logement. Certains d'entre eux ont fait valoir que cette publicité devait également



mettre en évidence les mesures que le gouvernement du Canada a prises pour atténuer le changement climatique, estimant que cela lui permettrait de servir d'exemple dans ce domaine.

Lorsqu'on leur a présenté le message de la deuxième publicité (axée sur le gouvernement fédéral), la plupart des participants se sont à nouveau montrés satisfaits. Plusieurs d'entre eux estimaient encourageant de savoir que le gouvernement fédéral prendrait des mesures sur de nombreux plans pour lutter contre le changement climatique. Un grand nombre d'entre eux ont indiqué que les renseignements communiqués par cette publicité les inciteraient à consulter le site Web pour obtenir plus de renseignements. Parmi les participants dont l'opinion était quelque peu différente, certains ont exprimé des réserves quant à l'utilisation du terme « crise climatique » (qu'ils jugeaient hyperbolique) et se demandaient si ces initiatives seraient susceptibles d'entraîner une augmentation du coût de la vie.

Après avoir été informés que les deux publicités seraient diffusées en même temps et qu'elles étaient conçues pour se compléter, presque tous les participants estimaient qu'il s'agissait de la meilleure façon de présenter ces renseignements. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que la conception visuelle des deux annonces devait être semblable afin de mettre en évidence le lien entre les deux. Quelques-uns d'entre eux estimaient que ces publicités devaient également adresser un message de remerciement aux Canadiens pour les mesures qu'ils prennent déjà afin de réduire leur empreinte carbone et d'adopter un mode de vie plus durable.

Prestation d'invalidité (personnes handicapées vivant en Ontario)

Les participants d'un groupe ont entamé une discussion sur les prestations et les soutiens dont bénéficient les personnes handicapées. Tous ont indiqué qu'ils vivaient actuellement avec un handicap. Invités à partager leur point de vue sur ce que cela signifie que d'être une personne handicapée, presque tous ont souligné les difficultés liées au transport et aux déplacements en dehors de leur domicile, le manque d'accessibilité aux commerces et services locaux, et le coût élevé de l'équipement et des soins qui leur sont destinés.

La plupart des participants n'avaient pas connaissance d'initiatives récentes du gouvernement canadien visant à venir en aide aux personnes handicapées, et estimaient que la plupart des programmes et des avantages qui leur étaient offerts l'étaient par les gouvernements provinciaux. Lorsqu'ils ont discuté des principaux enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens vivant avec un handicap, bon nombre de participants ont mentionné des problématiques liées aux finances personnelles, au transport et à la mobilité, aux coûts élevés de l'équipement et des services spécialisés, ainsi qu'à une compréhension limitée du grand public à l'égard des difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées. Tous estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle important à jouer pour garantir, aux Canadiens vivant avec un handicap, un revenu de base qui leur permette de répondre à leurs besoins essentiels. On était d'avis qu'il s'agissait là d'un élément essentiel pour s'assurer que les personnes handicapées peuvent vivre dans la dignité et sur un pied d'égalité avec les Canadiens n'ayant pas de handicap. Bon nombre de personnes considéraient en outre qu'il incombait au gouvernement du Canada de veiller à ce que les personnes handicapées soient en mesure de



trouver et de conserver un emploi bien rémunéré et de jouir du même degré d'inclusion sociale et économique que les autres Canadiens.

Après avoir été informés que le gouvernement du Canada avait récemment adopté une loi visant à créer une nouvelle Prestation canadienne pour personnes handicapées au titre duquel un paiement mensuel direct serait versé aux Canadiens à faible revenu en âge de travailler et vivant avec un handicap, plusieurs participants ont déclaré entendre parler de cette initiative pour la première fois. À la question de savoir s'ils soutenaient cette mesure du gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux se sont dit incertains et estimaient avoir besoin de plus amples renseignements avant d'être en mesure d'en fournir une évaluation adéquate. Tous les participants ont cependant indiqué qu'ils étaient généralement favorables à toute initiative visant à réduire la pauvreté chez les personnes handicapées et qu'ils estimaient qu'il s'agissait d'une mesure importante de la part du gouvernement du Canada. En discutant des impacts potentiels de la nouvelle prestation canadienne d'invalidité, bon nombre de participants se sont focalisés sur les aspects positifs de ce programme, notamment son aptitude à sortir de nombreuses personnes handicapées de la pauvreté. On estimait que ce programme contribuerait grandement à aider ces dernières à accéder à un logement sûr et abordable, à acheter une plus grande quantité de produits alimentaires plus sains, et à leur permettre de se procurer plus facilement l'équipement, les médicaments et les services dont elles ont besoin au quotidien. Plusieurs participants ont fait remarquer que le fait de recevoir un revenu mensuel suffisant leur donnerait une plus grande confiance en eux, renforcerait leur santé mentale et leur assurerait une meilleure qualité de vie en général. Lorsqu'on leur a demandé à qui, au sein de la communauté des personnes handicapées, cette prestation devait selon eux s'adresser, tous les participants estimaient que ce programme devait être rendu aussi accessible au plus grand nombre de Canadiens possible.

Valorisation de l'image de marque Pacifican (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Deux groupes basés en Colombie-Britannique (B.C.) ont participé à une brève discussion sur Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan). À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant le soutien apporté aux petites entreprises et aux communautés en C.-B., aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Aucun participant n'était au courant de l'existence d'agences de développement économique gérées par le gouvernement fédéral et consacrées à la Colombie-Britannique. Aucun participant ne connaissait le logo de PacifiCan ou n'avait entendu parler de l'agence. Lorsqu'on leur a demandé quelle était selon eux la principale vocation de cette agence, quelques participants ont supposé qu'elle avait quelque chose à voir avec le développement économique de la région Pacifique du Canada, mais aucun n'a pu fournir de détails précis à ce sujet.



Enjeux communautaires (personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, régions rurales du nord-est de l'Ontario)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto et au sein de collectivités rurales du nord-est de l'Ontario ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels sont actuellement confrontées leurs collectivités locales. Les participants des deux groupes ont recensé des problèmes comme l'itinérance, la toxicomanie et les défis liés à la santé mentale comme étant de plus en plus présents au sein de leurs collectivités respectives. Un certain nombre d'entre eux ont également décrit ce qu'ils considéraient comme étant des augmentations significatives du coût de la vie (et du logement en particulier) au cours des dernières années et estimaient qu'il s'agissait d'un problème auquel étaient confrontées de nombreuses personnes vivant dans leur région.

Au sujet des secteurs et des industries les plus importants au sein de leur collectivité, les habitants du nord-est de la région du Grand Toronto ont mentionné l'industrie automobile, l'agriculture et la production de denrées alimentaires. Parmi les participants du groupe provenant des régions rurales du nord-est de l'Ontario, presque tous pensaient que l'exploitation minière constituait l'industrie la plus importante dans leur région, et de nombreux participants ont tout particulièrement mentionné l'exploitation aurifère. D'autres secteurs et industries importants ont été mentionnés, notamment la sylviculture, l'aménagement du territoire et la construction résidentielle. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide à ces secteurs, peu de participants avaient souvenir de quoi que ce soit. Si aucun des participants résidant dans la région du Grand Toronto n'était au courant d'efforts déployés par le gouvernement fédéral pour venir en aide à des secteurs importants de leur collectivité, plusieurs d'entre eux estimaient que des mesures devraient être prises pour accroître les investissements dans les transports en commun et élargir la gamme des services offerts afin de permettre aux habitants de la région du Grand Toronto de se déplacer plus facilement dans toute la région. Un certain nombre d'entre eux considéraient également que des mesures plus importantes devraient être prises pour faire face au coût de la vie en général et que davantage d'investissements devaient être consacrés à des secteurs comme celui de l'agriculture et de la production alimentaire.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en septembre 2023

Afin de mieux situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle de la recherche, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de septembre 2023.

- Du 1er au 7 septembre
 - Le 1er septembre. Le gouvernement du Canada annonce sa proposition de règlements concernant le projet de loi C-18 (*la Loi sur les nouvelles en ligne*).
 - Le 5 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de près de 1,2 million de dollars pour permettre à plus de 1 600 ménages du Cap Breton, en Nouvelle-Écosse, d'accéder à Internet haute vitesse.
 - Le 5 septembre. Les gouvernements du Canada et du Québec annoncent leur collaboration avec Volta Energy Solutions pour implanter une usine de feuilles de cuivre à Granby, au Québec, afin d'accroître la production de batteries pour véhicules électriques (VE).
 - Le 6 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'un contrat de travail anticipé d'une valeur maximale de 15 millions de dollars a été octroyé à la compagnie d'assurance-vie Sun Life du Canada. Ce contrat permettra à la Sun Life d'entreprendre les travaux nécessaires pour assurer le lancement en temps opportun et le bon fonctionnement du régime canadien de soins dentaires (RCSD).
 - Le 6 septembre. La Banque du Canada annonce qu'elle maintient le taux directeur à 5 %.
 - [Groupe de discussion avec des Canadiens de la classe moyenne résidant au nord-est de la région du Grand Toronto \(6 septembre\)](#).
 - Le 7 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 3,5 millions de dollars visant à permettre à la société Hydrogen Optimized Inc. d'accroître sa production d'énergie propre.
 - Le 7 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,3 million de dollars pour améliorer les ressources en matière de santé sexuelle et reproductive dans les Prairies.
 - Le 7 septembre. Le gouvernement du Canada annonce la tenue d'une enquête publique pour évaluer les allégations d'ingérence de la Chine, de la Russie et d'autres états étrangers ou acteurs non étatiques lors des élections fédérales de 2019 et de 2021 au Canada.
 - Le 7 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique (C.-B.) annoncent un investissement de plus de 58 millions de dollars pour permettre à plus de 5 400 ménages ruraux et éloignés d'avoir accès à Internet haute vitesse.
 - [Groupe de discussion avec des utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal \(7 septembre\)](#).

- Du 8 au 14 septembre
 - Le 8 septembre. Le gouvernement du Canada annonce la création d'un nouveau fonds de 8 millions de dollars pour combler les lacunes en matière d'équité dans les centres de détresse et de crise admissibles au Canada et en complément de la prochaine initiative du 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide.
 - Le 11 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) annoncent un investissement de plus de 46 millions de dollars dans l'industrie agricole de la province dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable (PCA durable).
 - Le 11 septembre. Le gouvernement du Canada a annoncé un investissement de 1,8 million de dollars dans trois projets communautaires à Hamilton, en Ontario, afin d'améliorer les conditions de santé des personnes à risque de subir des méfaits liés à la consommation de substances.
 - Le 12 septembre. Santé Canada annonce qu'il autorise l'utilisation du nouveau vaccin Moderna COVID-19 conçu pour cibler le sous-variant Omicron XBB.1.5.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale d'Edmonton \(12 septembre\)](#).
 - Le 13 septembre. Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un investissement conjoint de 1,7 million de dollars pour moderniser les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario](#).
 - Le 14 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il approuve la demande d'exemption du gouvernement de la Colombie-Britannique en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. Cette exemption permettra aux adultes de la province de transporter de petites quantités de certaines drogues illégales sans être accusés de possession personnelle.
 - Le 14 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il reportera la date limite de remboursement pour les titulaires de prêts au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et qu'il accordera des assouplissements supplémentaires en vue du remboursement partiel de ces prêts.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Québec résidant dans des centres de petite taille \(14 septembre\)](#).
- Du 15 au 21 septembre
 - Le 15 septembre. Le gouvernement du Canada et la Fédération canadienne des municipalités annoncent un investissement de 15,1 millions de dollars au titre du Fonds municipal vert pour soutenir des projets écologiques dans quatre collectivités du sud de l'Ontario.
 - Le 15 septembre. Le gouvernement du Canada annonce des sanctions contre six autres membres du régime iranien en vertu du Règlement sur les mesures économiques spéciales (Iran) pour leur participation à des violations flagrantes et systémiques des droits de la personne et à des activités posant de graves menaces à la paix et à la sécurité dans le monde.

- Le 15 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un don de 5 millions de dollars pour fournir une aide humanitaire en réponse aux inondations en Libye.
- Le 17 septembre. Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 33 millions de dollars à un partenariat dirigé par le Royaume-Uni pour la livraison à l'Ukraine de matériel de défense aérienne hautement prioritaire.
- Le 18 septembre. Le gouvernement du Canada annonce des changements au système Entrée express à l'intention des nouveaux arrivants au Canada qui ont de l'expérience dans le domaine des transports, afin de réduire les pénuries de main-d'œuvre dans ce secteur.
- Le 18 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 175 millions de dollars dans 12 projets d'énergie propre en Alberta.
- Le 18 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique annoncent un investissement de 15 millions de dollars pour soutenir le transport en commun à Nanaimo.
- Le 18 septembre. Le gouvernement du Canada annonce des investissements de plus de 175 millions de dollars dans 12 projets d'énergie propre en Alberta qui seront exploités par des partenaires autochtones et de l'industrie.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Nouvelle-Écosse \(18 septembre\).](#)
- [Groupe de discussion avec des membres de la population active de la Saskatchewan \(19 septembre\).](#)
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Calgary \(20 septembre\).](#)
- Le 21 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il versera 17,9 millions de dollars à Banques alimentaires Canada pour la mise en œuvre d'un programme pilote national visant à éliminer les obstacles liés à l'accessibilité financière et à la stigmatisation dont certaines Canadiennes souhaitant avoir accès à des produits menstruels sont victimes.
- Le 21 septembre. Le gouvernement du Canada a annoncé le dépôt du projet de loi C-56 (la *Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable*), prévoyant l'abolition de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux immeubles d'habitation locatifs et des mesures visant à stimuler la concurrence dans le secteur de l'épicerie.
- [Groupe de discussion avec des membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver \(21 septembre\).](#)
- Du 22 au 28 septembre
 - Le 25 septembre. Les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse annoncent un investissement conjoint de 11,9 millions de dollars pour améliorer la qualité des transports en commun dans le comté de Kings.
 - Le 26 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement supplémentaire de 20 milliards de dollars au titre des Obligations hypothécaires du Canada pour la construction de 30 000 appartements supplémentaires par année.
 - [Groupe de discussion avec des personnes handicapées vivant en Ontario \(26 septembre\).](#)
 - Le 27 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend verser 14 millions de dollars en fonds de développement pour deux projets visant à soutenir les services de

- santé et les services essentiels destinés aux réfugiés afghans et aux communautés d'accueil au Pakistan qui ont été affectés par des inondations à grande échelle en 2022.
- Le 27 septembre. Le gouvernement du Canada annonce des modifications au système Entrée express pour les nouveaux arrivants au Canada ayant une expérience agricole et des compétences en français, afin de réduire les pénuries de main-d'œuvre constatées dans de nombreuses régions du pays.
 - [Groupe de discussion avec des personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction vivant dans les grands centres du Québec.](#)
 - Le 28 septembre. Santé Canada annonce l'autorisation d'utiliser le nouveau vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech contre la COVID-19 pour les personnes âgées de six mois et plus.
 - Le 28 septembre. Le gouvernement du Canada annonce une entente bilatérale avec les provinces et les territoires pour la distribution d'un investissement au titre d'un nouveau Fonds d'équité en santé autochtone de 2 milliards de dollars visant à améliorer la prestation sécuritaire et efficace de soins de santé à tous les peuples autochtones du Canada.
 - Le 28 septembre. Le gouvernement du Canada et la ville de Saskatoon annoncent un investissement conjoint de 34 millions de dollars pour soutenir le Réseau vert de Saskatoon, qui procure des espaces verts aux citoyens et à la faune.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique \(28 septembre\).](#)
 - Du 29 au 30 septembre
 - Le 29 septembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 19 millions de dollars pour soutenir la modernisation du réseau électrique de l'Île-du-Prince-Édouard.
 - Le 29 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Nunavut annoncent deux accords bilatéraux prévoyant un investissement de 17 millions de dollars pour lutter contre la violence sexuelle fondée sur le genre.
 - Le 29 septembre. Le gouvernement du Canada annonce la création du nouveau Fonds de 333 millions de dollars sur dix ans pour l'innovation et l'investissement dans le secteur laitier, qui offrira aux transformateurs laitiers des contributions non remboursables pour soutenir le secteur laitier canadien.
 - Le 29 septembre. Les gouvernements du Canada et du Yukon annoncent l'octroi de 16 millions de dollars pour l'amélioration de l'eau, des égouts et des routes à Watson Lake.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été mentionnées, dont les suivantes :

- La réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt qui ont sévi dans de nombreuses régions du pays, y compris le déploiement de membres des Forces armées canadiennes (FAC) pour contribuer aux opérations de secours et l'octroi d'une aide financière et d'autres soutiens destinés aux personnes contraintes d'évacuer leur domicile;
- La décision prise le 5 septembre par la Banque du Canada de maintenir le taux directeur à 5 %;
- L'annonce par le gouvernement fédéral de l'introduction prochaine d'une nouvelle loi visant à supprimer la taxe sur les produits et services (TPS) sur les coûts de construction de nouveaux immeubles locatifs et à demander aux provinces de supprimer la composante provinciale de la taxe de vente associée à ces projets;
- L'annonce par la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles selon laquelle le taux de cotisation à l'assurance-emploi (Æ) augmenterait de trois cents en 2024, pour atteindre 1,66 \$ par tranche de 100 \$ de rémunération assurable;
- La tenue de réunions entre des fonctionnaires fédéraux et des dirigeants de grandes chaînes d'alimentation pour discuter des moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie et de rendre les produits alimentaires plus abordables au profit des ménages canadiens;
- L'annonce faite par le gouvernement du Canada de son intention d'investir 322 millions de dollars, au titre du Fonds stratégique pour l'innovation, pour la construction d'une nouvelle usine de production de matériaux pour batteries de véhicules électriques (VE) à Bécancour, au Québec, appartenant à un consortium formé par la Ford Motor Company et les entreprises sud-coréennes EcoProBM et SK On.

Les participants ont également rappelé certaines initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient :

- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au sommet du Groupe des Vingt (G20) qui s'est tenu les 9 et 10 septembre 2023 à New Delhi, en Inde;
- L'annonce par le gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements établissant un lien potentiel entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique (C.-B.), en juin 2023;
- La visite du président de l'Ukraine au Canada les 21 et 22 septembre 2023, afin de discuter des possibilités de collaboration entre les deux gouvernements pour renforcer les liens entre les deux pays et défendre l'Ukraine contre l'invasion de son territoire par la Russie;
- La démission du président de la Chambre des communes après qu'il eut été révélé qu'une personne ayant servi en Ukraine sous le commandement de l'Allemagne nazie pendant la

Seconde Guerre mondiale avait été honorée au Parlement à l'occasion d'une visite du président ukrainien.

Sources d'actualités (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Deux groupes de participants ont entamé une brève discussion au sujet des sources d'actualités auxquelles ils ont généralement recours et de leur point de vue sur la fiabilité de ces sources. Interrogés sur les sources auxquelles ils avaient recours pour obtenir des nouvelles d'actualité, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Au nombre de celles-ci figuraient des journaux comme le Globe and Mail et le National Post, des nouvelles télévisées sur des chaînes comme Radio-Canada, CTV et TVA, des nouvelles radiophoniques produites par Radio-Canada/CBC, et des moteurs de recherche comme Google. Plusieurs d'entre eux ont également déclaré recourir à des plateformes de médias sociaux telles que X (anciennement Twitter), TikTok, Facebook et Instagram. Au sujet des deux dernières plateformes, quelques participants ont indiqué avoir eu recours à ces plateformes pour obtenir des nouvelles d'actualité dans le passé, mais que cela n'était désormais plus possible en raison de la récente décision de Meta de bloquer les contenus d'actualité destinés aux Canadiens sur ses plateformes. Au sujet de la fiabilité de ces sources, la plupart d'entre eux avaient l'impression que les nouvelles d'actualité émanant des médias traditionnels étaient généralement plus dignes de confiance que celles qu'ils trouvaient sur les médias sociaux. À la question de savoir s'ils considéraient que certaines plateformes de médias sociaux étaient plus fiables que d'autres, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le contenu des nouvelles trouvées sur X et Facebook était souvent plus exact que celui des nouvelles trouvées sur Instagram et TikTok.

À la question complémentaire de savoir combien de temps ils passaient généralement à lire, visionner ou écouter les nouvelles, la plupart des participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal ont déclaré passer environ une heure par jour à suivre les actualités. Les autres réponses variaient de 10 minutes à plusieurs heures par jour. Lorsqu'on leur a demandé s'il était probable qu'ils se tiennent au courant de l'actualité dans une langue autre que l'anglais, plusieurs membres du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique ont déclaré lire ou écouter occasionnellement les nouvelles dans des langues comme l'hindi, le punjabi et l'urdu.

Réponse aux catastrophes naturelles (Nouvelle-Écosse)

Les participants résidant en Nouvelle-Écosse ont brièvement discuté de la réponse du gouvernement fédéral à l'ouragan Lee qui, le 16 septembre 2023, a touché terre dans la province avec une force presque comparable à celle d'un ouragan. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada à cet effet, aucun participant n'a répondu par l'affirmative et un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que la tempête n'avait pas été aussi destructrice qu'on l'avait initialement prévu. Au sujet de la réponse du gouvernement fédéral aux catastrophes naturelles de façon plus générale, presque tous les participants s'estimaient satisfaits du soutien apporté aux

Canadiens ainsi que de l'aide fournie à la suite des feux de forêt, des inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes s'étant produits dans plusieurs régions du pays. De l'avis général, le gouvernement du Canada avait fait preuve d'efficacité en fournissant une aide financière et des produits de première nécessité aux personnes contraintes de quitter leur foyer à la suite des feux de forêt qui ont notamment dévasté l'Alberta et la Colombie-Britannique, et avait fait preuve de célérité dans le déploiement des Forces armées canadiennes (FAC) et d'autres membres du personnel d'urgence pour aider à répondre à ces situations d'urgence. Plusieurs participants ont salué l'aide apportée par le gouvernement fédéral à la suite de l'ouragan Fiona qui a touché terre au Canada atlantique en septembre 2022. Les participants estimaient que cette aide, fournie à la demande des gouvernements provinciaux de la région, avait grandement secouru de nombreuses personnes résidant dans leur région. Un certain nombre d'entre eux supposaient que le gouvernement fédéral avait renforcé sa capacité de réponse aux catastrophes naturelles au cours des dernières années et espéraient qu'il pourrait continuer de fournir un soutien rapide et efficace de haut niveau à l'avenir.

Engagement dans la région indopacifique (diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique résidant dans le district régional du Grand Vancouver ont discuté des relations entre le gouvernement du Canada et l'Inde, ainsi que de son engagement dans la région indopacifique de façon plus générale. Tous étaient au courant de la récente révélation selon laquelle le gouvernement du Canada possédait des renseignements susceptibles d'établir un lien entre des agents du gouvernement indien et l'assassinat, le 18 juin 2023, d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique. Interrogés sur l'état des relations entre le Canada et l'Inde, la plupart d'entre eux les estimaient assez tendues à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre eux craignaient que ces tensions perçues ne créent des problèmes à ceux qui avaient de la famille et des proches dans les deux pays. Un certain nombre d'entre eux se sont également dit préoccupés par les ramifications économiques de ces développements, estimant que l'Inde constituait un important partenaire commercial et qu'une éventuelle rupture des relations entre les deux pays pourrait engendrer des difficultés à la fois pour les entreprises et les consommateurs. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures adoptées par le gouvernement du Canada dans le cadre de son engagement auprès des pays d'Asie du Sud en général, certains supposaient qu'il existait des organisations chargées de promouvoir le commerce et l'immigration entre le Canada et la région indopacifique. À la question de savoir quels étaient les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour lutter contre ce qu'ils considéraient comme étant du racisme et une discrimination à l'égard des Sud-Asiatiques et d'autres minorités visibles. On estimait qu'une sensibilisation accrue des Canadiens aux problèmes et à l'histoire des Sud-Asiatiques pourrait contribuer à une meilleure compréhension de leur culture et des défis auxquels ils ont dû faire face.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur des enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et ceux dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Inflation et coût de la vie — un grand nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour faire face à l'inflation et au coût de la vie qu'ils considéraient élevé à l'heure actuelle. On estimait que de nombreux ménages éprouvaient des difficultés en raison de la hausse généralisée des prix des produits de consommation courante comme les produits d'épicerie et l'essence. Quelques-uns d'entre eux ne partageaient pas le même avis, estimant que la Banque du Canada avait agi efficacement pour réduire l'inflation en augmentant les taux d'intérêt et que des progrès considérables avaient été réalisés à cet égard. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que les mesures récemment prises par le gouvernement fédéral visant à encourager les grandes chaînes d'épicerie à réduire le prix des denrées alimentaires constituaient un pas dans la bonne direction;
- Soins de santé — plusieurs participants ont parlé en termes positifs des soins de santé au Canada, estimant qu'ils sont abordables et relativement accessibles à ceux qui en ont besoin. À cet égard, quelques participants ont mentionné les récentes ententes conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires prévoyant un financement supplémentaire des soins de santé au moyen d'augmentations des paiements du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Un certain nombre d'entre eux considéraient toutefois que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour réduire les temps d'attente dans les services de soins d'urgence, ainsi que pour des procédures et des rendez-vous importants. On estimait également qu'il fallait investir davantage de ressources tout particulièrement dans le domaine de la santé mentale, et certains participants avaient l'impression qu'un grand nombre de Canadiens étaient actuellement aux prises avec des problèmes de cette nature;
- Éducation — bon nombre de participants ont loué l'accès universel à l'enseignement primaire et secondaire pour tous les Canadiens, et un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que le Canada faisait figure de chef de file mondial dans ce domaine. Quelques-uns d'entre eux étaient toutefois d'avis que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour venir en aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Parmi les mesures suggérées, mentionnons une collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire en vue de réduire les frais de scolarité, veiller à ce que les étudiants puissent avoir accès à des logements sûrs et

abordables, et venir en aide à ceux d'entre eux qui ont de lourdes dettes d'études à rembourser;

- Changement climatique et environnement — un certain nombre de participants ont émis des commentaires positifs sur l'attention particulière accordée par le gouvernement fédéral à la préparation aux effets du changement climatique et à leur atténuation. Les participants ont plus particulièrement mentionné les mesures visant à promouvoir des comportements plus durables, notamment la mise en place d'une tarification du carbone et de soutiens financiers (comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes) afin de venir en aide aux personnes souhaitant rénover leur maison pour la rendre plus efficace sur le plan énergétique. Quelques participants estimaient également que des agences, et notamment Parcs Canada, avaient fait du bon travail en matière de protection et de préservation des espaces naturels à travers le pays. Un certain nombre de participants estimaient toutefois que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures plus immédiates sur ce front, estimant qu'il prenait actuellement du retard quant au respect de ses obligations en vertu des accords internationaux sur le climat, et notamment de l'Accord de Paris;
- Réponse à la pandémie de COVID-19 — certains participants considéraient que les mesures d'intervention du gouvernement du Canada durant la pandémie de COVID-19 avaient été efficaces, et étaient d'avis qu'il avait su s'adapter à la nature changeante du virus et venir en aide aux Canadiens par l'intermédiaire de programmes comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis différent, estimant que ces programmes étaient offerts depuis trop longtemps et que les coûts élevés associés à la PCU et à d'autres mesures de soutien avaient contribué à la hausse de l'inflation au cours de ces dernières années;
- Réconciliation avec les peuples autochtones — bien qu'un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral avait pris d'importantes mesures en vue d'une réconciliation avec les peuples autochtones, plusieurs d'entre eux jugeaient ces mesures insuffisantes. On estimait que de nombreuses communautés autochtones étaient actuellement confrontées à des problèmes liés à une pénurie de logements abordables, à des difficultés d'accès à de l'eau potable et à un accès limité aux soins de santé et à d'autres services importants. Si quelques participants estimaient que l'instauration d'une journée nationale de la vérité et de la réconciliation avait été un pas dans la bonne direction, ils considéraient que le gouvernement fédéral avait encore beaucoup à faire à ce chapitre.

Les participants ont également relevé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été bonne ces derniers temps, à savoir :

- Mesures de soutien aux parents — de nombreux participants ont exprimé leur soutien à la Prestation canadienne pour enfants (PCE), et plusieurs d'entre eux ont déclaré que cette aide représentait une part importante de leur revenu mensuel. Un certain nombre de participants ont également mentionné les mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les services de garde d'enfants plus abordables, dont les accords conclus avec les provinces et les territoires visant à offrir des services de garde d'enfants au tarif moyen de 10 \$ par jour. On

estimait que cela aiderait de nombreux parents, et plus particulièrement des mères, à réintégrer le marché du travail;

- Prestations et mesures de soutien — plusieurs participants ont également mentionné les prestations et mesures de soutien supplémentaires offertes par le gouvernement fédéral, notamment l'assurance-emploi (Æ) ainsi que le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Un certain nombre de participants du groupe composé de personnes handicapées ont mentionné la mise en place de la Prestation canadienne pour personnes handicapées, et s'attendaient à ce que cette mesure contribue à rendre plus abordable leur propre vie et celle d'autres membres de leur collectivité;
- Réponse aux feux de forêt — un grand nombre de participants estimaient que la réponse du gouvernement fédéral aux feux de forêt incontrôlés de grande ampleur qui ont sévi ces derniers mois en Colombie-Britannique (C.-B.), dans les Territoires du Nord-Ouest (TNO), en Alberta, au Québec et en Nouvelle-Écosse, avait été efficace. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait prendre davantage de mesures pour se préparer à de futures catastrophes naturelles de ce type;
- Diversité et multiculturalisme — plusieurs estimaient que le gouvernement fédéral avait fait du bon travail en protégeant et en célébrant le multiculturalisme et la diversité partout au pays, notamment en soutenant les personnes 2ELGBTQI+, les Canadiens racialisés et les personnes handicapées;
- Aide internationale — Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'une bonne performance sur la scène internationale, en fournissant du soutien financier et militaire à l'Ukraine ainsi qu'une aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles telles que les puissants tremblements de terre qui ont eu lieu en Turquie et en Syrie en février 2023.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Le logement — bon nombre de participants ont désigné le logement comme l'un des principaux domaines d'inquiétude à l'heure actuelle. De l'avis général, une grave pénurie de logements se fait sentir dans de nombreuses régions du pays et un grand nombre de Canadiens peinent actuellement à accéder à un logement sûr et abordable. En raison des prix du logement qu'ils jugeaient excessivement élevés, un certain nombre de jeunes participants ont dit craindre de ne jamais pouvoir se permettre l'achat d'une propriété. Plusieurs ont mentionné avoir observé une augmentation visible du taux d'itinérance au sein de leurs collectivités respectives au cours des dernières années et estimaient que cette situation avait contribué à d'autres problèmes comme ceux de la dépendance et de l'usage de substances ainsi qu'à une augmentation de l'activité criminelle;
- Immigration — un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme étant un taux d'immigration élevé à l'heure actuelle et se demandaient s'il y avait suffisamment de ressources et d'infrastructures en place pour répondre aux besoins d'un grand nombre de nouveaux immigrants. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait réduire le taux d'immigration jusqu'à ce que des logements, des réseaux de transport en

commun et des écoles supplémentaires puissent être construits pour faire face à un important afflux de nouveaux arrivants au sein de la population;

- Taux d'imposition élevé — plusieurs participants étaient d'avis que le taux d'imposition était actuellement trop élevé et que cela ajoutait aux difficultés éprouvées par de nombreux ménages canadiens à joindre les deux bouts. Les participants estimaient que le gouvernement fédéral devait envisager d'accorder des allègements fiscaux temporaires aux Canadiens à revenu faible ou moyen qui peinent à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Lorsqu'on leur a demandé de cerner les principaux problèmes auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, beaucoup ont réitéré la nécessité de se concentrer sur des domaines clés comme l'inflation, le coût de la vie, le logement, les soins de santé, l'immigration, ainsi que la préparation aux impacts du changement climatique et leur atténuation. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage se focaliser sur la réconciliation avec les peuples autochtones, estimant qu'il n'y avait pas eu suffisamment de progrès tangibles à cet égard. Les participants estimaient également qu'il fallait davantage se concentrer sur le soutien à apporter à des groupes vulnérables comme ceux des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap et des personnes souffrant de problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie. Certains d'entre eux estimaient qu'il fallait en faire plus pour améliorer le système d'éducation au Canada, notamment en augmentant les ressources destinées à la construction d'un plus grand nombre d'écoles, au recrutement, à la formation et à l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignants, et en veillant à ce que la qualité de l'enseignement primaire et secondaire au Canada demeure élevée. Toujours en lien avec l'éducation, les participants ont réaffirmé que dans l'intérêt des Canadiens, il était nécessaire de rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable. À la question complémentaire de savoir si leur impression du gouvernement fédéral avait changé au cours de la dernière année, un grand nombre de participants du groupe basé à l'intérieur de la Colombie-Britannique ont indiqué qu'elle était moins bonne. Aucun participant n'a déclaré avoir une opinion plus positive du gouvernement du Canada aujourd'hui qu'il y a un an.

Enjeux de la classe moyenne (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto (GTA) ont pris part à une brève discussion sur les défis auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens de la classe moyenne. Tous les participants se sont eux-mêmes identifiés comme appartenant à la classe moyenne. À la question de savoir quels étaient, selon eux, les principaux problèmes auxquels les Canadiens de la classe moyenne sont actuellement confrontés, bon nombre d'entre eux ont mentionné le taux élevé d'inflation et ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation substantielle du coût de la vie au cours des dernières années. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le prix des produits de première nécessité, notamment des produits alimentaires et de l'essence, avait considérablement augmenté ces derniers temps et qu'il leur était maintenant de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Un certain nombre de participants ont en outre mentionné des difficultés liées aux coûts liés au



logement, notamment l'augmentation des paiements hypothécaires et la hausse des prix de l'énergie d'usage domestique. Au nombre des autres difficultés recensées figuraient une croissance des salaires jugée trop faible par rapport au taux d'inflation, des difficultés d'accès à de nombreux soutiens et prestations offerts aux Canadiens à faible revenu et ce qu'ils percevaient comme étant une charge fiscale de plus en plus lourde pour de nombreux ménages de la classe moyenne.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des mesures du gouvernement du Canada pour venir en aide à la classe moyenne, quelques participants ont mentionné avoir reçu des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (IAC) dans le cadre du système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Bien qu'un certain nombre d'entre eux étaient au courant du remboursement unique récemment accordé pour l'épicerie dans le cadre du crédit trimestriel pour la TPS/TVH, il était largement admis que la plupart des ménages de la classe moyenne n'auraient pas été admissibles à ce soutien. La quasi-totalité des participants considérait que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui concerne l'aide apportée à la classe moyenne. Plusieurs d'entre eux considéraient que l'accès des Canadiens de la classe moyenne aux soutiens et aux prestations qu'ils estimaient être actuellement offerts aux ménages à faible revenu devait être amélioré, étant donné qu'ils avaient l'impression que la classe moyenne rencontrait elle aussi des difficultés financières à l'heure actuelle. Au sujet des mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour venir en aide à la classe moyenne, les participants ont suggéré quelques mesures comme une réduction des impôts pour les ménages de la classe moyenne et l'augmentation de la gamme de prestations et de soutiens offerts au Canada.

Sécurité publique et réforme du système de cautionnement (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique résidant dans le district régional du Grand Vancouver ont brièvement discuté de la sécurité publique et des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour réformer le système de cautionnement au Canada. Les participants ne se souvenaient pas d'avoir vu, lu ou entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Le cautionnement désigne la mise en liberté d'une personne accusée d'une infraction criminelle en attendant son procès. Les personnes qui attendent leur procès sont considérées comme étant légalement innocentes (c'est-à-dire innocentes jusqu'à preuve du contraire). Une personne peut être libérée avec ou sans condition à respecter pendant sa libération. Ce ne sont pas toutes les personnes accusées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

En vertu de la Charte des droits et libertés, toute personne accusée au Canada a droit à une libération sous caution, sauf s'il existe une raison impérieuse de la maintenir en détention, comme un risque de fuite ou un risque pour la sécurité publique ne pouvant être résolu autrement. Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant à réformer le système de cautionnement qui, s'il était adopté,

compliquerait la mise en liberté de personnes attendant leur procès et qui ont déjà été reconnues coupables de certains types de crimes violents.

Tous les participants ont salué cette initiative, estimant qu'il s'agissait d'une mesure efficace pour réduire la criminalité au sein de leurs collectivités. On était d'avis que dans le cadre du système actuel, beaucoup trop de récidivistes étaient libérés sous caution et que cela avait contribué à l'augmentation de la criminalité au cours des dernières années. On estimait que cette mesure permettrait de demander davantage de comptes aux multirécidivistes violents et pourrait à l'avenir contribuer à dissuader d'autres activités criminelles. Lorsqu'on leur a demandé si cette mesure contribuerait à réduire la criminalité au Canada, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois que, pour être efficace, cette mesure devait être accompagnée d'autres initiatives, notamment d'une augmentation des ressources allouées aux forces de l'ordre et des mesures visant à s'attaquer aux causes profondes de la criminalité, notamment l'itinérance, la toxicomanie et les problèmes liés à la santé mentale.

Changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Le groupe basé dans le secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (B.C.) a entamé une discussion sur le changement climatique et les mesures pouvant être prises individuellement ou collectivement pour atténuer les effets de conditions météorologiques changeantes et d'événements météorologiques extrêmes. Les participants étaient à peu près aussi nombreux à considérer le changement climatique comme un problème urgent que ceux qui n'étaient pas de cet avis. Parmi les participants se disant préoccupés, certains ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation, au cours de ces dernières années, du nombre de catastrophes naturelles, comme les feux de forêt, les inondations et les tempêtes de vent, ainsi que des conditions météorologiques plus imprévisibles. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué ne pas être personnellement préoccupés par le changement climatique, mais s'inquiéter de l'impact qu'il pourrait éventuellement avoir sur leurs enfants et leurs petits-enfants. Parmi ceux qui se disaient moins inquiets, on estimait que la hausse des températures et les autres changements observés par rapport aux régimes météorologiques habituels s'inscrivaient probablement dans un cycle naturel et n'étaient pas liés à l'activité humaine. Lorsqu'on leur a demandé ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux effets potentiels du changement climatique, les participants ont mentionné des problèmes comme les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt, l'élévation du niveau des océans, ainsi que les chaleurs et les froids extrêmes observés en été et en hiver. Dans le même ordre d'idées, quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par les effets potentiels du changement climatique sur la faune et les écosystèmes naturels, ainsi que sur l'agriculture et l'aquaculture partout au Canada.

La plupart des participants estimaient que leurs collectivités n'étaient pas suffisamment préparées au changement climatique. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient pris des mesures à cet égard au sein de leur propre foyer, plusieurs ont déclaré avoir récemment préparé des trousseaux de secours pour le cas où ils se verraient obligés d'évacuer leur domicile en raison d'une catastrophe naturelle dans leur région. Un petit nombre d'entre eux avaient récemment installé des panneaux solaires sur leurs maisons afin de gagner en efficacité énergétique à l'avenir. Plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que

leurs collectivités respectives soient davantage menacées par le changement climatique au cours des prochaines décennies. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois rappelé que les effets du changement climatique seraient assez progressifs et qu'à l'heure actuelle, cela ne constituait pas une question urgente.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada à la suite des récents feux de forêt en Colombie-Britannique, un certain nombre d'entre eux se sont souvenus avoir entendu dire que des membres des Forces armées canadiennes (FAC) avaient été déployés pour participer aux interventions. Presque tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui concerne sa réponse aux feux de forêt et estimaient qu'il fallait en faire plus pour se préparer et réagir à ce type d'événements à l'avenir.

Mesures visant à rendre la vie plus abordable (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membres la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions relatives à une série de mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada visant à rendre la vie plus abordable. Lorsqu'on leur a demandé quelle devait être, à leur avis, la principale priorité du gouvernement fédéral à l'heure actuelle, un grand nombre d'entre eux ont mentionné la situation du logement et ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements sûrs et abordables dans de nombreuses collectivités au Canada. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait également en faire plus pour faire face au coût élevé de la vie à l'heure actuelle, et un certain nombre ont fait remarquer qu'il était devenu de plus en plus difficile de pouvoir acheter des produits de première nécessité, comme des denrées alimentaires et de l'essence ces derniers temps. Au nombre des autres enjeux mentionnés figuraient les soins de santé (avec une attention accrue portée à la santé mentale), l'augmentation des taux d'immigration et la réconciliation avec les peuples autochtones. À la question de savoir si les soutiens destinés aux petites entreprises devaient constituer une priorité du gouvernement fédéral, les participants ont exprimé des avis partagés. Si la plupart d'entre eux estimaient que les petites entreprises constituaient une part importante de l'économie canadienne, un certain nombre d'entre eux remettaient en question la priorité actuelle accordée à cet enjeu.



À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prenait pour faire face à la situation du logement, au coût de la vie et pour venir en aide aux petites entreprises, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre des réponses concernaient le logement et incluaient l'annonce d'une entente entre le gouvernement fédéral et la ville de London, en Ontario, relativement à la construction de nouveaux logements par le biais du Fonds pour accélérer la construction de logements, l'abolition de la taxe sur les produits et services (TPS) prélevée lors de la construction de nouveaux immeubles d'habitation locatifs et l'introduction du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) afin d'aider d'éventuels acheteurs à acquérir une première propriété. Outre le logement, les participants ont également mentionné les discussions récentes, entre le gouvernement fédéral et les dirigeants des grandes chaînes d'épicerie, portant sur les moyens de stabiliser le prix des produits d'épicerie, ainsi que les prolongations et une plus grande souplesse concernant le remboursement des prêts au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) accordées aux petites entreprises et aux organismes à but non lucratif pendant la pandémie de COVID-19.

Mesures en matière de logement (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary, membre la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de grands centres du Québec, Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Les six groupes se sont tous vu remettre des renseignements sur un certain nombre de mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral en vue de construire un plus grand nombre de logements, et ce, plus rapidement :

Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds conçu pour réduire les formalités administratives et inciter les municipalités à démarrer plus rapidement la construction de nouveaux logements au Canada. Le gouvernement du Canada a en outre annoncé qu'il entendait :

- *Introduire une nouvelle loi visant à supprimer la TPS (taxe de vente fédérale) des coûts de construction de nouveaux immeubles locatifs;*
- *Demander aux provinces de supprimer leur portion de la TVH (c'est-à-dire les taxes de vente provinciales) des coûts de construction de nouveaux appartements locatifs, afin de suivre l'exemple du gouvernement fédéral;*
- *Exiger des gouvernements locaux qu'ils mettent fin au zonage d'exclusion et qu'ils encouragent la construction de logements à proximité de réseaux de transport en commun, afin de pouvoir bénéficier d'un financement au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements.*

Plusieurs d'entre eux ont favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles représentaient un pas dans la bonne direction et qu'elles auraient un impact positif sur la situation du logement à long terme. Un grand nombre d'entre eux estimaient toutefois que ces mesures ne contribueraient guère à rendre le logement plus abordable dans un avenir immédiat et que des mesures plus urgentes

devraient être prises en ce sens dans l'intérêt des Canadiens à revenu faible ou moyen. À cet égard, certains d'entre eux estimaient que des règlements devaient être adoptés pour garantir que les logements locatifs construits dans le cadre de ces initiatives soient maintenus à un prix abordable lorsqu'ils sont mis sur le marché locatif libre.

Bien que de nombreux participants considéraient que l'abolition de la TPS et le fait de demander aux provinces et aux territoires de supprimer leur part de la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les nouvelles constructions locatives contribueraient à stimuler la construction de nouveaux projets, certains participants ont dit craindre que le processus de construction soit retardé par d'autres contraintes, comme le coût élevé des matériaux, la pénurie de main-d'œuvre et la nécessité de se conformer à des exigences municipales en matière de construction. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que les logements locatifs construits dans le cadre de ces initiatives seraient probablement de petite taille et conçus pour maximiser autant que possible la densité. Plusieurs des participants résidant dans des zones plus rurales ne s'attendaient pas à ce que ces initiatives aient beaucoup d'impact au sein de leur propre collectivité. Parmi ces derniers, on pensait que les efforts visant à augmenter l'offre de logements se concentreraient principalement sur les grands centres urbains. Lorsqu'on leur a demandé s'ils croyaient que cette mesure contribuerait à accélérer le processus de construction et à créer un plus grand nombre d'emplois dans le secteur de la construction, un certain nombre de participants du groupe composé de personnes résidant au Québec et travaillant dans le secteur de la construction et des métiers étaient de cet avis. Plusieurs d'entre eux ne croyaient cependant pas que cette mesure constitue une solution à long terme pour aider les travailleurs du secteur de la construction et que la TPS/TVH ne représentait qu'une faible part des coûts liés à la construction de nouveaux projets.

À la question complémentaire de savoir s'ils s'attendaient à ce que les gouvernements provinciaux acceptent de supprimer leur part de la TVH sur les nouvelles constructions locatives, la plupart des personnes résidant en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan et à Calgary ont affirmé ne pas s'y attendre. On estimait que la taxe de vente provinciale était une composante importante de nombreux budgets provinciaux annuels et qu'il serait difficile pour ces gouvernements de perdre cette source de revenus dans le cadre de nouveaux ensembles résidentiels. Après avoir été informés que les gouvernements de la Colombie-Britannique (C.-B.), de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador avaient indiqué leur intention de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral pour assurer la suppression de la portion de la TVH de leurs provinces respectives, on a demandé aux participants de la Saskatchewan s'ils prévoyaient que cette mesure incite d'autres provinces et territoires à en faire autant. Si un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ce soit le cas, quelques-uns d'entre eux ont exprimé des doutes, estimant que la réponse de chaque province serait principalement fonction de sa propre situation financière.

Tous les groupes, à l'exception de ceux composés de participants résidant dans le district régional du Grand Vancouver, ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires concernant le zonage d'exclusion. Très peu d'entre eux ont indiqué avoir déjà entendu parler de ce terme. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer que le zonage d'exclusion consistait, pour les



autorités locales, à limiter les endroits où certains types de logements pouvaient être construits, en privilégiant souvent des maisons individuelles. À la question de savoir ce qu'ils pensaient du fait que le gouvernement du Canada demande aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour la construction de logements supplémentaires, les participants ont exprimé des opinions mitigées. Si certains d'entre eux estimaient que cette mesure pouvait profiter aux centres urbains disposant d'un espace limité pour prendre de l'expansion, un plus grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les décisions légales relatives au zonage d'exclusion devaient être prises au cas par cas, municipalité par municipalité. On estimait que si le zonage d'exclusion était complètement supprimé, de nombreuses collectivités principalement composées de maisons unifamiliales subiraient d'importantes perturbations et que cela aurait des répercussions négatives à la fois au sein de quartiers déjà existants et pour d'actuels propriétaires.

Après avoir discuté de ces initiatives, il a été demandé aux participants si, à leur avis, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie dans le dossier du logement. Si un petit nombre de participants considéraient que ces mesures auraient à l'avenir un impact positif sur la situation du logement, la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures étaient insuffisantes pour résoudre ce qu'ils considéraient comme étant des problèmes urgents liés à l'abordabilité des logements dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs d'entre eux estimaient que tant que des progrès tangibles et mesurables n'auraient pas été réalisés pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt d'un plus grand nombre de Canadiens, ils continueraient à penser que le gouvernement fédéral fait fausse route dans ce domaine.

Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)

Trois groupes se sont vu présenter des renseignements sur les récentes mesures prises par le gouvernement fédéral en vue de stabiliser le prix élevé des produits d'épicerie et d'accroître la concurrence au sein du secteur. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *La tenue d'une réunion avec les dirigeants de principales chaînes d'épicerie pour trouver des moyens de stabiliser le prix des aliments. Le gouvernement du Canada passe également en revue les autres outils dont il dispose pour stabiliser les prix des produits d'épicerie, dont la possibilité d'instaurer une nouvelle taxe sur les recettes des grands épiciers;*
- *La proposition de modifier la Loi sur la concurrence afin de donner au Bureau de la concurrence le pouvoir :*
 - *D'obliger les entreprises à lui communiquer des renseignements utiles pour faciliter son examen de leur secteur d'activité, au lieu de compter sur elles pour le faire de leur propre chef;*
 - *D'abolir une règle permettant actuellement aux entreprises de fusionner à condition de générer d'importantes économies de coûts, même si elles diminuent la concurrence, entraînent des pertes d'emplois ou réduisent les choix offerts aux consommateurs;*
 - *De prendre des mesures contre les collaborations ayant pour effet d'étouffer la concurrence et de restreindre le choix des consommateurs, plus particulièrement dans*

les situations où de grands épiciers empêchent des concurrents plus modestes d'ouvrir à proximité.

Plusieurs participants ont favorablement accueilli ces renseignements, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante dans la promotion d'une plus grande concurrence dans le secteur de l'épicerie. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ces mesures soient avantageuses pour les petites entreprises de ce secteur et à ce qu'elles contribuent à accroître le nombre d'options offertes aux Canadiens lorsqu'ils achètent des produits d'épicerie. On espérait que toute recette fiscale supplémentaire perçue par le gouvernement fédéral dans le cadre de cette initiative soit redistribuée en mettant en place des programmes et des mesures de soutien destinés à venir en aide aux Canadiens pour leurs dépenses en produits alimentaires et autres produits de première nécessité. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'au lieu de s'attacher à stabiliser les prix des produits alimentaires à leur niveau actuel, le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de les ramener à leur niveau antérieur. Un petit nombre d'entre eux n'estimait pas que ces initiatives soient efficaces et craignait qu'en fin de compte les consommateurs soient pénalisés par toute augmentation des taxes imposées aux grandes chaînes d'épicerie.

Lorsqu'on a demandé aux participants s'ils pensaient que ces mesures contribueraient à rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois que le succès de ces initiatives dépendrait en grande partie de la façon dont elles sont mises en œuvre et de la question de savoir si le gouvernement fédéral exercerait une surveillance suffisante sur les grandes chaînes d'épicerie. Quelques-uns d'entre eux ont suggéré que le gouvernement du Canada prenne également des mesures pour réduire les coûts de transport (y compris les prix du carburant), estimant que l'augmentation des dépenses dans ce domaine avait constitué un facteur majeur de l'augmentation du prix des produits d'épicerie.

Stabilisation du prix des aliments (Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan, Calgary)

Les participants se sont également vu fournir des précisions sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les petites entreprises :

Le programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) a accordé des prêts sans intérêt et partiellement remboursables d'un montant maximal de 60 000 dollars à des petites entreprises et à des organismes à but non lucratif pour les aider à assumer leurs frais d'exploitation durant la pandémie. Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il reportait la date limite de remboursement des prêts accordés au titre du programme CUEC en prolongeant d'une année le délai de remboursement des prêts à terme.

Seul un petit nombre d'entreprises ont déclaré avoir connu quelqu'un qui avait pu bénéficier de soutiens d'urgence pour les entreprises pendant la pandémie de COVID-19. Lorsqu'on leur a demandé combien d'entreprises avaient, selon eux, eu recours à des soutiens associés à la pandémie, comme



aux subventions salariales ou aux prêts d'urgence accordés par le gouvernement fédéral, la plupart des participants supposaient que la majorité d'entre elles y avait eu recours. Un petit nombre de participants propriétaires de petites entreprises ont déclaré avoir choisi de ne pas recourir à ces soutiens par crainte de devoir une grosse somme d'argent au gouvernement fédéral par la suite. À la question de savoir quel impact aurait, le cas échéant, la prolongation d'un an du délai de remboursement des prêts, la plupart estimaient que cela aiderait les petites entreprises en leur donnant plus de temps pour consolider leurs finances avant d'avoir à rembourser le gouvernement fédéral. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'à moins que le délai de remboursement ne soit prolongé de cinq ans, le gouvernement du Canada devait carrément renoncer à ces prêts.

Lors d'un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de choisir un mot pour décrire l'ensemble des mesures (initiatives en matière de logement, stabilisation des prix des produits alimentaires et soutiens aux petites entreprises), les participants de ces trois groupes ont fourni un large éventail de réponses. Si plusieurs d'entre eux ont choisi de décrire ces mesures en termes positifs (« généreuses », « réactives » et « secours »), un nombre à peu près similaire de participants a choisi des termes plus négatifs (« minimales », « médiocres », « lentes » et « inadéquates »). Bien qu'aucun participant ne s'attendait à ce que ces mesures soient d'une grande aide pour les Canadiens connaissant des difficultés liées au coût de la vie, la plupart d'entre eux espéraient qu'elles permettraient de réaliser des progrès dans ce domaine. Interrogés sur les mesures qui, selon eux, les impacteraient le plus personnellement, la plupart entre des participants s'attendaient à ce que les initiatives liées au logement et (dans une moindre mesure) à la stabilisation du prix des produits d'épicerie aient le plus d'effet.

Logement (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, Edmonton, centres de taille moyenne du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la situation du logement. Tous étaient d'avis que logement constituait à l'heure actuelle un enjeu majeur et qu'il devait compter parmi les principales priorités du gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit en rapport avec les politiques du gouvernement du Canada en matière de logement, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient eu vent de quelque chose, les participants ont mentionné des initiatives comme l'introduction du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), le supplément unique à l'Allocation canadienne pour le logement pour aider les Canadiens à faible revenu à assumer le coût du loyer, et le versement d'un remboursement unique des frais d'épicerie à certains ménages en même temps que le versement du crédit trimestriel pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Quelques-uns d'entre eux ont également rappelé l'annonce récente du gouvernement du Canada selon laquelle il entendait supprimer la TPS sur les

nouveaux logements spécialement construits pour la location, dans le but d'augmenter le nombre de logements locatifs en construction d'un bout à l'autre du pays dans l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé de définir les principales problématiques en matière de logement auxquelles doit remédier le gouvernement fédéral, les participants ont formulé toute une série de réponses. Au nombre de celles-ci figuraient :

- La construction d'un plus grand nombre de logements - bon nombre d'entre eux estimait que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour augmenter l'offre de logements partout au pays et veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à des logements sûrs et abordables. On estimait qu'une augmentation de l'offre de logements aiderait à répondre à la demande de logements considérée comme étant élevée dans de nombreuses collectivités canadiennes. Bien qu'ils soient également d'avis que davantage de logements devaient être construits, quelques-uns d'entre eux estimaient que cela devrait se faire de manière stratégique afin de ne pas causer de préjudices à l'environnement et aux écosystèmes avoisinants;
- Venir en aide aux acheteurs d'une première propriété — plusieurs participants considéraient qu'il fallait en faire davantage pour aider les éventuels acheteurs d'une première propriété et pour réduire les coûts globaux associés à l'achat d'une propriété. On estimait que les familles à revenu faible ou moyen avaient de plus en plus de mal à accéder au marché du logement et qu'il s'agissait d'un problème affectant plus particulièrement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle;
- Abaisser les taux d'intérêt — un certain nombre de participants estimaient que les taux d'intérêt actuels étaient trop élevés. On considérait que cela avait posé des problèmes financiers à de nombreux propriétaires dont les paiements hypothécaires avaient augmenté de manière substantielle au cours de la dernière année, et qu'il était maintenant plus difficile pour des acheteurs potentiels d'une propriété d'être admissibles à un prêt hypothécaire;
- Réduire l'immigration — certains participants étaient d'avis qu'il fallait prendre des mesures visant à réduire le taux d'immigration de façon temporaire au cours des prochaines années. On estimait que l'augmentation récente de la population dans de nombreuses régions du pays avait considérablement augmenté la demande de logements neufs et que cette tendance se maintiendrait si le taux d'immigration actuel ne changeait pas.
- Interdire toute spéculation immobilière — quelques participants estimaient que des mesures devaient être prises pour que le logement soit davantage considéré comme un bien de première nécessité plutôt que comme un investissement financier. On estimait que les particuliers et les entreprises fortunés ne devaient plus être autorisés à acheter de vastes superficies de logements résidentiels en tant qu'instruments d'investissement, car cela avait contribué à faire monter en flèche les prix courants sur le marché de l'immobilier au cours des dernières décennies.

À la question complémentaire de savoir quel palier de gouvernement était le mieux à même de remédier aux problèmes liés au logement, la plupart des participants du groupe basé dans le nord-est de la région du Grand Toronto (GTA) estimaient que tous les paliers de gouvernement avaient un rôle

à jouer. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que c'est aux gouvernements provinciaux et municipaux qu'il incombait de mettre en œuvre la politique du logement et de construire davantage de logements, tandis que le gouvernement fédéral devait avant tout se concentrer sur l'octroi de soutiens financiers et sur la définition d'objectifs nationaux visant à améliorer la situation en matière de logement. Un petit nombre d'entre eux estimait que la construction de logements devait être principalement confiée au secteur privé et que, dans l'intérêt des promoteurs, le gouvernement fédéral devait prendre toutes les mesures possibles pour faciliter la construction de nouveaux logements.

Situation du logement (Edmonton, centres de taille moyenne du Québec)

Les groupes basés à Edmonton et au Québec ont discuté de la situation générale actuelle du logement au Canada. Dans un premier temps, les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de décrire en un seul mot la situation du logement au Canada. Tous ont choisi des mots à connotation négative comme « onéreux », « inabordable », « troublante » et « crise ». Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le Canada connaissait actuellement une crise du logement, tous les répondants ont répondu par l'affirmative. Au sujet des facteurs à l'origine de cette crise perçue, bon nombre d'entre eux ont cité les coûts importants liés à l'achat d'une maison dans de nombreuses régions du pays. On estimait que la spéculation immobilière, le fait que les particuliers et les entreprises puissent posséder plusieurs logements et la popularité croissante des plateformes de location à court terme telles qu'Airbnb étaient autant de facteurs ayant contribué à l'augmentation des loyers et du prix des logements au cours de la dernière décennie. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les investissements étrangers sur le marché de l'immobilier résidentiel canadien au cours des dernières décennies avaient également eu pour effet de faire grimper davantage le prix des logements et d'impacter négativement les tentatives d'éventuels acheteurs canadiens d'acheter une propriété. Les participants ont également mentionné d'autres facteurs considérés comme étant à l'origine de la crise du logement, notamment l'augmentation des taux d'immigration au Canada au cours des dernières années, le coût élevé des matériaux nécessaires à la construction de nouveaux logements et la priorité qu'accordent les promoteurs immobiliers à générer un maximum de profits plutôt qu'à construire des logements abordables.

Tous estimaient qu'il faudrait beaucoup de temps au gouvernement du Canada pour remédier à la situation du logement, et beaucoup s'attendaient à ce qu'il faille au moins 5 à 10 ans avant que des progrès tangibles puissent être réalisés dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour élaborer un plan à long terme visant à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, ainsi que pour déterminer les mesures à prendre à court terme afin d'éviter que la crise du logement ne dégénère encore davantage. À la question de savoir ce qu'il fallait entendre par progrès en matière de logement, les participants ont mentionné des indicateurs tels que la baisse du prix des propriétés, la stabilisation du coût des loyers, une diminution notable du taux d'itinérance au sein de leur collectivité et une baisse générale du coût de la vie.

À la question de savoir à quel palier du gouvernement il incombe principalement de remédier aux problèmes liés au logement, la plupart des participants estimaient qu'en raison de l'ampleur et de la

portée de la crise du logement, tous les paliers de gouvernement avaient un rôle à jouer. En décrivant les mesures concrètes que le gouvernement fédéral pourrait prendre en matière de logement, les participants ont suggéré des initiatives comme l'augmentation des aides financières accordées aux provinces et territoires pour les aider à construire davantage de logements, l'établissement d'objectifs nationaux en matière de logement et le suivi de leur évolution, l'interdiction permanente pour les non-Canadiens d'acheter des logements résidentiels, la réduction temporaire des taux d'immigration pour réduire la demande de logements et la réglementation du nombre de propriétés résidentielles pouvant être achetées par un particulier ou par une entreprise. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à une densification accrue du logement au sein de leur propre collectivité, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. On estimait que la construction de maisons plus rapprochées est une solution viable pour augmenter l'offre de logements et qu'elle pourrait avoir pour effet supplémentaire de revitaliser les centres-villes dans de nombreux grands centres urbains du Canada. Plusieurs participants ont toutefois ajouté que toute mesure de densification devait s'accompagner d'une croissance proportionnelle dans des domaines vitaux tels que les soins de santé, l'éducation et les transports en commun, afin de s'assurer que les besoins de ces populations croissantes puissent être satisfaits. S'ils étaient favorables à une densification, certains d'entre eux estimaient néanmoins que tout effort déployé en ce sens devait principalement cibler les centres de taille moyenne et les grands centres, estimant que ceux qui préféreraient vivre dans des régions rurales moins peuplées devaient continuer à pouvoir le faire.

Offre de logements (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto ont été invités à répondre à une série de questions relatives à l'offre de logements et au défi que représente la construction d'un plus grand nombre de logements, tant dans leur région que dans l'ensemble du Canada. Les participants n'avaient pas connaissance de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à une augmentation de l'offre de logements dans leur région, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Parmi les quelques participants qui s'y opposaient, certains ont précisé qu'ils seraient ouverts à la construction progressive de nouveaux logements, à condition que le nombre de nouveaux projets dans la région du Grand Toronto soit proportionnel à celui d'autres régions du pays. À la question de savoir si les municipalités n'accordant pas la priorité à la construction d'un nombre suffisant de logements devaient être sanctionnées, les participants ont exprimé des avis partagés. Les participants estimant nécessaire de sanctionner les municipalités n'ayant pas pour objectif principal de répondre aux besoins de leurs résidents en matière de logement étaient à peu près aussi nombreux que ceux ayant une opinion différente à ce sujet. Parmi ces participants, on estimait que chaque collectivité faisait face à ses propres difficultés en matière de logement et qu'il pouvait être difficile pour certaines d'entre elles d'augmenter l'offre de logements en raison de problèmes comme un manque de terrains disponibles ou de préoccupations environnementales. Au sujet des défis potentiels liés à la construction plus rapide de logements au sein de leur collectivité, un certain nombre de participants ont réaffirmé la nécessité de disposer d'infrastructures supplémentaires (hôpitaux, écoles



et réseaux de transport en commun) pour faire face à l'augmentation de la population locale. De l'avis général, ces infrastructures de soutien devraient être construites avant ou en même temps que tout nouvel ensemble résidentiel important.

Peu d'entre eux avaient entendu parler du terme « zonage municipal ». Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Les règlements de zonage régulent l'aménagement du territoire au sein de votre collectivité. Ces règlements sont établis par les administrations municipales et précisent en détail l'utilisation pouvant être faite d'un terrain, à quel endroit les bâtiments et autres structures peuvent être implantés ainsi que les types de bâtiments autorisés et leur utilisation.

Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le zonage municipal avait probablement un impact significatif sur la capacité des municipalités à construire davantage de logements. De l'avis général, les administrations municipales devraient être incitées à modifier ces règlements afin de permettre la construction d'un plus grand nombre de logements. À la question de savoir ce qu'ils attendaient encore du gouvernement fédéral en matière de construction de logements, les participants ont rappelé qu'il fallait veiller à ce que dans l'intérêt de la plupart des Canadiens, les nouveaux logements construits soient abordables. Au nombre des autres mesures potentielles suggérées, citons la baisse des taux d'intérêt, un soutien accru aux acheteurs d'une première propriété et des mesures visant à faire face au coût global de la vie et à renforcer la capacité des Canadiens à épargner en vue de l'achat d'une propriété.

Emploi (membres de la population active de la Saskatchewan, personnes œuvrant dans les corps de métiers ou la construction résidant dans de grands centres du Québec)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le marché de l'emploi actuel et plus généralement sur l'économie canadienne. Dans un premier temps, les participants de la Saskatchewan ont été invités à partager leurs points de vue concernant la gestion fédérale de l'économie ces dernières années. Tous estimaient que ses performances avaient été moyennes ou légèrement supérieures à la moyenne dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux ont salué les récents efforts du gouvernement fédéral visant à réduire le taux d'inflation qui, de l'avis général, a constitué l'un des principaux enjeux économiques des dernières années. Un certain nombre de participants ont indiqué que, bien qu'insatisfaits de l'état actuel de l'économie, ils estimaient que bon nombre des enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens ont été attribuables à des facteurs externes échappant au contrôle du gouvernement fédéral, comme la pandémie de COVID-19 et le conflit en cours en Ukraine. Bien que majoritairement satisfaits de la performance du gouvernement du Canada, plusieurs participants se sont dits préoccupés par les dépenses du gouvernement fédéral,



qu'ils considéraient comme élevées ces dernières années, estimant qu'elles avaient un impact négatif sur l'économie et le taux d'inflation, et que les dépenses devraient être réduites pour y remédier. Invités à décrire les problèmes économiques qu'ils considéraient comme étant les plus importants à l'heure actuelle, les participants ont mentionné des domaines comme l'inflation, le coût de la vie, le manque de logements sûrs et abordables, ainsi que les difficultés auxquelles se heurtent de nombreuses personnes lorsqu'il s'agit de trouver un emploi offrant un salaire de subsistance. Si tous estimaient que leurs salaires n'augmentaient pas au même rythme que le coût de la vie et de l'inflation, plusieurs craignaient qu'une augmentation massive des salaires contribue à accélérer le rythme de l'inflation. Un petit nombre de participants ayant eux-mêmes déclaré être propriétaires de petites entreprises ont indiqué ne pas être convaincus qu'il serait financièrement possible pour leur entreprise d'augmenter les salaires de leurs employés dans le but de suivre le cours de l'inflation.

Sur la question plus particulière de la retraite, de nombreux participants du groupe basé en Saskatchewan se sont dits inquiets de devoir probablement retarder leurs projets de retraite, voire de ne jamais pouvoir prendre leur retraite en raison du coût élevé de la vie et d'autres difficultés financières. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'en raison de la hausse des coûts associés aux dépenses quotidiennes (épicerie, essence et logement), il était devenu très difficile de planifier et d'épargner en vue de la retraite. Un très petit nombre d'entre eux ont déclaré bénéficier d'une pension privée par l'intermédiaire de leur employeur qui selon eux, leur permettrait de prendre leur retraite. Tous les participants estimaient que les soutiens et les prestations actuellement en place pour venir en aide aux retraités, notamment le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV), n'étaient pas suffisants pour aider les Canadiens à préserver leur sécurité financière au cours de leur retraite. Presque tous les participants ont déclaré avoir connaissance du RPC. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les précisions suivantes au sujet du régime :

Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des cotisations, et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

La plupart d'entre eux percevaient principalement le RPC comme étant une source de revenu supplémentaire et n'estimaient pas que les montants versés suffiraient à eux seuls à subvenir à leurs besoins une fois à la retraite. La plupart d'entre eux percevaient le RPC comme étant principalement une source de revenu supplémentaire et n'estimaient pas que les montants versés suffiraient à eux seuls à subvenir à leurs besoins une fois à la retraite.

Quelques-uns espéraient que le gouvernement du Canada envisage d'augmenter les prestations du RPC pour qu'elles correspondent davantage à un salaire-subsistance, estimant que cela procurerait une sécurité financière considérable aux aînés canadiens. Un petit nombre de jeunes participants ont exprimé des inquiétudes quant à la viabilité à long terme du RPC et craignaient que ce programme ne soit plus disponible au moment de prendre leur retraite. Les participants ont ensuite été informés qu'à partir de 2019, le RPC serait progressivement bonifié, ce qui signifiait que les travailleurs devraient

aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année, mais qu'ils bénéficieraient de prestations plus élevées au moment de leur départ à la retraite. Tous les participants se sont déclarés en faveur de ce changement, bon nombre d'entre eux estimant qu'il aiderait un plus grand nombre de Canadiens à atteindre une stabilité financière au cours de leurs vieux jours.

Les deux groupes ont été invités à partager leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi au Canada. Sur le plan régional, les participants de la Saskatchewan ont exprimé des opinions pour la plupart négatives, estimant que le taux de chômage augmentait et qu'il était difficile de trouver un emploi bien rémunéré. Les participants résidents du Québec œuvrant dans les corps de métiers ou la construction n'étaient pas de cet avis. La plupart des participants de ce groupe avaient une opinion positive du marché de l'emploi, et presque tous avaient l'impression que de nombreuses entreprises embauchaient actuellement dans un grand nombre de secteurs et que les possibilités d'emploi étaient nombreuses pour ceux qui étaient actuellement à la recherche d'un emploi. Plusieurs participants du Québec estimaient également que si le marché de l'emploi était prometteur pour de potentiels employés, il était devenu plus difficile pour les employeurs, qui, selon eux, avaient du mal à trouver suffisamment de travailleurs pour pourvoir des postes vacants. Un certain nombre d'entre eux ont fait remarquer que ces pénuries de main-d'œuvre perçues avaient entraîné des problèmes permanents dans le secteur de la construction, ce qui avait conduit au report ou à l'annulation de plusieurs projets. Faisant part de leurs prévisions concernant la situation du marché de l'emploi dans cinq ans, la plupart des membres du groupe de la Saskatchewan ont exprimé des réserves, estimant que cela dépendrait des mesures prises par le gouvernement du Canada pour améliorer l'accessibilité financière et encourager la croissance des salaires dans l'intérêt des travailleurs canadiens. Un grand nombre de participants du groupe de personnes résidant au Québec ont exprimé des opinions plus pessimistes et estimaient que les pénuries de main-d'œuvre perçues actuellement auraient des répercussions économiques négatives dans les années à venir, et entraîneraient la fermeture d'entreprises et une diminution du nombre total d'emplois disponibles à l'avenir. Interrogés sur les secteurs qui, selon eux, connaîtront la plus forte croissance au cours des cinq à dix prochaines années, les participants des deux groupes ont cité les technologies de l'information, l'intelligence artificielle (IA), l'exploitation minière, l'agriculture, la production d'énergie, ainsi que le secteur des services et de l'accueil.

Très peu de participants de l'un ou l'autre groupe se souvenaient de mesures ou d'initiatives récemment prises par le gouvernement du Canada pour soutenir la création d'emplois ou à l'acquisition de nouvelles compétences. Bien qu'un petit nombre d'entre eux aient indiqué avoir entendu parler des soutiens fédéraux à l'éducation et à la formation pour les immigrants récemment arrivés au Canada, aucun ne pouvait souvenir de détails précis à ce sujet. La plupart des participants considéraient que le gouvernement fédéral faisait fausse route dans ce domaine et qu'il fallait en faire beaucoup plus pour soutenir la formation et le perfectionnement des travailleurs canadiens. À la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que pour garantir que les travailleurs reçoivent la formation nécessaire pour demeurer concurrentiels, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, la plupart des participants résidant au Québec ne pensaient pas que ce soit le cas. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à aider les travailleurs à obtenir la formation et la certification nécessaires pour travailler au Canada dans leur domaine de prédilection.

Valorisation de l'image de marque du service 9-8-8 (personnes de la classe moyenne du nord-est de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Montréal, régions rurales du nord-est de l'Ontario, centres de moyenne taille du Québec)

Mise en garde sur le contenu : Veuillez prendre note que la section suivante traite du suicide et de détresse émotionnelle et peut heurter la sensibilité de certains lecteurs.

Les participants de cinq groupes ont échangé leurs points de vue sur l'image de marque potentielle développée par le gouvernement du Canada pour annoncer l'introduction du 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide. Après avoir été informés qu'ils allaient devoir évaluer une série de concepts créatifs, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants au sujet du service 9-8-8 :

Le gouvernement du Canada, en collaboration avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), travaille actuellement à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro à trois chiffres pour la prévention du suicide et la détresse émotionnelle.

À compter du 30 novembre 2023, tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence, auront accès, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par année, à un service de prévention du suicide et de soutien en cas de détresse émotionnelle bilingue, tenant compte des traumatismes subis et culturellement adapté, par téléphone et par message texte. Ce service aura pour nom : 9-8-8 — Ligne d'aide en cas de crise de suicide.


La ligne téléphonique s'adresse à tout le monde, y compris aux personnes cherchant du soutien pour un être cher.

Le 9-8-8 sera principalement promu par le CAMH; le gouvernement du Canada fera également la promotion de cette nouvelle initiative, mais dans le contexte plus large de la santé mentale et de la prévention du suicide.


Les participants se sont ensuite vu présenter quatre concepts et ont été invités à donner leur avis sur l'aspect, le style et le ton de chacun des designs. L'ordre dans lequel les concepts ont été montrés aux participants variait en fonction de chaque groupe.

Concept 1

MÉDIA SOCIAUX:



FEUILLET D'INFORMATION :



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite et trois messages de média social à gauche. Dans la partie supérieure du feuillet d'information figure une bannière sur fond jaune, avec trois losanges bleus semi-transparents de tailles différentes disposés sur la droite. À gauche de la bannière, figure le texte en caractères noirs suivant : « Le service 9-8-8 — ligne d'aide en cas de crise de suicide ». À droite du texte figure le dessin d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel apparaît une bulle de dialogue coiffée d'un casque d'écoute de couleur orange. Au-dessus du téléphone figure une petite zone de texte, avec un pourcentage en gros caractères. Au bas du feuillet d'information figure une bannière blanche sur laquelle apparaît le logo du gouvernement du Canada.

Les messages de média social figurant à gauche présentent le même thème jaune et bleu que celui de la bannière figurant sur le feuillet d'information. Le premier message de média social apparaissant dans le coin supérieur gauche se lit comme suit : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle », et à droite figurent les mêmes losanges bleus semi-transparents que ceux figurant sur le feuillet d'information. Plus bas, en caractères gras noirs, on peut lire : « Le service 9-8-8, ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de réseau social présente le même thème bleu et jaune. Les losanges bleus semi-transparents figurent à droite du message. À droite, figure un losange jaune clair contenant le texte suivant en caractères noirs gras : « Le service 9-8-8 — ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Sous l'en-tête figure en plus petits caractères le texte suivant : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle ». Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Dans la partie supérieure du troisième message de média social figure la même bannière que celle figurant sur le feuillet d'information et dans laquelle on peut lire à droite : « L'aide est disponible pour la **crise de suicide et la prévention.** ». Sous la bannière figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en caractères noirs sur fond blanc. À droite de la liste

figure l'image d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel apparaît la même bulle de dialogue coiffée d'un casque d'écoute orange que sur le feuillet d'information. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

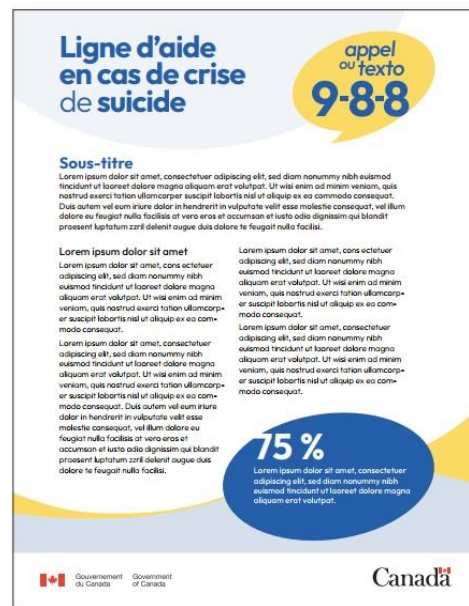
En échangeant leurs premières impressions sur ce concept, les participants ont exprimé des avis partagés sur l'utilisation prédominante de jaune dans le design. Si certains trouvaient le jaune chaleureux et accueillant, d'autres estimaient peu probable qu'il attire leur attention au premier coup d'œil. Un certain nombre de participants ont émis des commentaires positifs au sujet du gris bleu, estimant qu'il était apaisant et qu'il concordait avec le sujet traité. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le chiffre 9-8-8 devrait être plus visible, estimant qu'il risquait de se confondre avec le reste du contenu figurant sur la page. À la question de savoir si ce design les inciterait à appeler ce numéro dans le cas où ils se trouveraient eux-mêmes en situation de détresse émotionnelle ou si quelqu'un de leur entourage se trouvait dans cette situation, plusieurs d'entre eux se sont dit incertains. De l'avis général des participants, la palette de couleurs de ce concept devrait être plus éclatante et le numéro 9-8-8 devrait davantage être mis en évidence pour qu'il attire leur attention et les incite à appeler.

Concept 2

MÉDIA SOCIAUX



FEUILLET D'INFORMATION



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite et trois messages de média social à gauche. Les thèmes de couleurs sont composés de gris, de bleu, de jaune et de blanc. Au haut du feuillet d'information, en bleu et aligné à gauche, on peut lire : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». À droite du titre figure une bulle de dialogue jaune dans laquelle on peut lire : « appel ou texto 9-8-8 » en bleu. Alignée à droite vers le bas du feuillet d'information, figure une bulle

bleue dans laquelle figurent un pourcentage et un court texte en blanc. La bannière blanche au bas du feuillet d'information comporte le logo du gouvernement du Canada.

Sur le premier message de réseau social aligné à gauche en bleu vers le bas du feuillet d'information, on peut lire le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Au-dessus du titre, on peut lire la mention « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle ». Alignées à droite du titre, figurent des bulles de texte jaune et bleu dans lesquelles on peut lire : « appel ou texto » en bleue dans la première bulle, et « 9-8-8 » en blanc dans la seconde bulle. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de réseau social conserve la même structure et les mêmes couleurs que dans le premier, avec pour seule différence la taille du titre et des bulles de dialogue une portion en vert ajoutée en arrière-plan à droite de la page.

Alignée à droite du troisième message de média social, figure une bulle de dialogue jaune dans laquelle il est écrit en lettres bleues « appel ou texto ». Sous cette bulle de dialogue, on peut lire en lettres bleues sur fond gris clair le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». À droite du titre figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en lettres bleues sur fond blanc. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Bon nombre de participants ont exprimé leur satisfaction quant à la palette de couleurs utilisée pour ce concept, plusieurs d'entre eux saluant l'utilisation du gris et du blanc comme couleurs primaires dans le design. Plusieurs d'entre eux estimaient également que le design donnait une impression de sérieux et de neutralité et qu'il était complété par une mise en valeur visuelle éclatante grâce aux bulles de dialogue jaunes et bleues. Un certain nombre de participants ont également salué ce qu'ils considéraient comme étant la prédominance du chiffre 9-8-8, et on fait observer qu'il avait été mis en évidence à quatre endroits différents et qu'il était d'apparence accrocheuse dans les bulles de dialogue. Quelques participants regrettaient l'inclusion d'une teinte verte dans la zone de texte située au milieu à gauche, estimant qu'elle n'était pas à sa place par rapport au reste du design. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le concept attirerait probablement leur attention s'ils se trouvaient en situation de crise ou si quelqu'un de leur entourage se trouvait dans cette situation, et ont émis des commentaires positifs concernant l'invitation à appeler ou à envoyer un texto, estimant qu'il était important que le public sache qu'il peut communiquer avec ce service par texto.

Concept 3

MÉDIA SOCIAUX



FEUILLET D'INFORMATION



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Le thème de couleurs du feuillet d'information consiste en un fond bleu clair avec une section rectangulaire en vert sur la droite. Dans la partie supérieure gauche du feuillet d'information figure le court titre en caractères gras et noirs suivant : « **Ligne d'aide en cas de crise de suicide** ». Sous le titre figure une bulle de dialogue bleu foncé centrée au milieu de la page avec deux bulles de dialogue violet situées sur son côté droit inférieur. Dans la plus grosse des bulles de dialogue apparaît en gros caractères le texte en vert « 9-8-8 » avec l'inscription « appel ou texto » en dessous. Dans le rectangle vert figure un pourcentage en violet au-dessus du schéma d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel figure l'icône d'un téléphone en train de sonner. Le logo du gouvernement du Canada figure sur une bannière blanche au bas du feuillet d'information.

Le premier message de média social apparaît sur fond violet clair. Alignée à droite, figure la même bulle de dialogue renfermant du texte en vert que celle figurant sur le feuillet d'information. Dans le coin supérieur gauche on peut lire le titre « **Ligne d'aide en cas de crise de suicide** » avec en dessous l'inscription : « Pour une prévention immédiate du suicide et du soutien en cas de détresse émotionnelle » apparaissant en plus petits caractères. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le second message de média social reproduit la même structure que celle du premier message. Le fond du cadre est blanc. Deux bulles bleu clair de plus petite taille sont situées à côté de la grosse bulle de dialogue bleu foncé et à sa droite. Le troisième message reproduit la même structure que celle du second message mis à part l'ajout du schéma d'un téléphone intelligent à droite. Les plus petites bulles sont vert clair, et contrairement au fond blanc figurant à gauche de la bulle de dialogue sur le deuxième message, le fond est bleu clair avec une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes.

Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que la palette de couleurs utilisée pour ce concept n'était pas visuellement attrayante et n'était pas susceptible de capter leur attention. Un certain nombre d'entre eux ont plus particulièrement commenté les nuances de vert employées dans le concept et ont exprimé une préférence pour des couleurs plus vives et plus éclatantes. Un petit nombre de participants étaient d'un avis différent, estimant que les choix de couleurs franches étaient efficaces et

attireraient très probablement l'attention de ceux qui verraient le message. Quelques-uns d'entre eux ont réagi positivement à l'inclusion du bleu marine dans les bulles de texte circulaires et estimaient que cette couleur se démarquait bien du reste du design. Un certain nombre d'entre eux considéraient que ce concept mettait bien en valeur le numéro 9-8-8 et pensaient qu'il attirerait l'attention des gens et les inciterait à vouloir en savoir plus sur ce service d'assistance téléphonique. Bon nombre de participants estimaient toutefois que la mention « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » devait apparaître en plus gros caractères et être davantage mise en évidence. Certains d'entre eux remettaient en question le recours aux petites bulles circulaires situées sous les grands cercles, estimant qu'elles encombraient davantage le design. Quelques-uns ont exprimé l'avis selon lequel le concept ressemblait trop à une publicité commerciale et auraient préféré qu'il soit plus chaleureux.

Concept 4

MÉDIA SOCIAUX :



FEUILLET D'INFORMATION :



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Dans la partie supérieure du feuillet d'information figure une bannière texturée, de couleur verte tirant sur le jaune, sans texte. Sous la bannière apparaît en bleu sur fond blanc le titre suivant : « Ligne d'appel d'urgence 9-8-8 », avec une bulle de dialogue jaune à droite du numéro « 9-8-8 » contenant l'inscription « appel ou texto ». À droite du texte figure une bulle bleu clair contenant un pourcentage en gros caractères et une petite quantité de texte. Sous la bulle figure le dessin d'un téléphone cellulaire sur lequel sont affichés des bulles de dialogue et un récepteur de téléphone duquel s'échappent des sons. Le logo du gouvernement du Canada figure dans la bannière blanche au bas du feuillet d'information.

Le premier message de média social contient la même bannière texturée que la fiche d'information au haut et au bas de la page, avec un fond blanc entre les deux. Alignée à gauche sur fond blanc, on peut lire en petits caractères noirs l'inscription suivante : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle ». À droite du titre figure une bulle

de dialogue jaune dans laquelle on peut lire : « appel ou texto 9-8-8 » en bleu. Sous cette section figure le titre « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » en gros caractères bleus. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de média social présente la même structure et le même design que le premier, sauf qu'il est plus long horizontalement et plus court verticalement.

Le troisième message de média social conserve la bannière texturée dans sa partie supérieure, avec le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » en dessous, en lettres bleues. Sous la bannière figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en caractères bleus sur fond blanc. À droite d'une liste figure l'image d'un téléphone cellulaire dont le design est identique à celui du feuillet d'information. Au-dessus du téléphone figure une bulle de dialogue dans laquelle on peut lire : « 9-8-8 appelle ou texto » en bleu. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Un grand nombre de participants ont exprimé une opinion positive à l'égard de ce concept, estimant qu'il était dynamique et esthétiquement attrayant. Les participants estimaient en outre qu'il mettait bien en évidence le numéro 9-8-8 et qu'il transmettait bien le message selon lequel il s'agit d'un service d'assistance téléphonique en cas de crise suicidaire. Plusieurs participants se sont dit satisfaits de la combinaison de verts et de bleus utilisée dans l'en-tête et les boîtes de texte carrées. Quelques-uns d'entre eux ont plus particulièrement mentionné le design artistique sur la partie droite de l'en-tête, estimant qu'il ajoutait à l'attrait visuel du message. Un petit nombre de participants estimait que, compte tenu du caractère sérieux du service d'aide, la police de caractères utilisée dans les bulles de texte était trop voyante et trop stylisée.

Après s'être vu présenter les quatre concepts, les participants ont été invités à choisir celui qui, selon eux, était le plus susceptible d'attirer positivement leur attention et de leur donner envie d'en savoir plus sur le service 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide. Les concepts 2 et 4 ont reçu le plus haut niveau d'approbation parmi les participants, un plus petit nombre d'entre eux ayant choisi le concept 3 et très peu d'entre eux ayant préféré le concept 1. Dans l'ensemble, les participants estimaient que les concepts 2 et 4 étaient ceux qui mettaient le mieux en valeur le numéro à trois chiffres 9-8-8 afin d'encourager les Canadiens à appeler ou à envoyer un texto. On estimait que la palette de couleurs utilisée pour ces concepts était vive et éclatante et qu'elle présentait le service de manière sérieuse, mais rassurante. Ceux qui préféraient le concept 3 estimaient qu'il s'agissait du plus audacieux des quatre concepts et que c'était celui qui captait le plus l'attention en raison des couleurs uniques incorporées dans le design.

Médias d'information (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)

Les participants résidant dans la ville de Montréal ont entamé une discussion sur l'industrie des médias d'information au Canada. Tous les participants se sont identifiés comme étant des utilisateurs intensifs des médias sociaux. Invités à décrire comment l'industrie des médias avait évolué au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que les nouvelles se succédaient aujourd'hui à un rythme beaucoup plus rapide. On estimait également que les organes d'information

privilégiaient désormais des articles moins volumineux et des mises à jour rapides au détriment d'un journalisme plus approfondi et plus instructif. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que les nouvelles étaient devenues plus sensationnalistes au cours des dernières années et que les médias cherchaient à attirer l'attention au moyen de titres provocateurs ou incendiaires n'étant peut-être pas tout à fait représentatifs des enjeux en cause. Tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens plus nombreux d'accéder aux nouvelles d'actualité comparativement aux décennies précédentes. Plusieurs d'entre eux estimaient que l'avènement d'Internet et d'appareils comme les téléphones intelligents avait grandement facilité l'accès à des nouvelles d'actualité à tout moment de la journée et en provenance de multiples sources. À la question de savoir s'ils pensaient que la couverture des nouvelles d'actualités et des événements dans leur localité était très variée, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux estimant que les nouvelles d'actualité qui leur étaient communiquées étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux.

La plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'il y ait beaucoup plus d'organes d'information aujourd'hui qu'il y a dix ans, et plusieurs avaient l'impression que cette augmentation était liée à la prédominance croissante des médias sociaux au cours de la dernière décennie. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis différent, estimant qu'en raison de la diminution perçue des médias locaux au cours des dernières années, il y avait probablement moins d'organes d'information en activité aujourd'hui. Presque tous les participants étaient cependant d'avis qu'il y a moins d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y a dix ans. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Entre 2008 et 2020, les recettes totales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 médias ont fermé leurs portes dans 335 communautés d'un bout à l'autre du pays. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.

À la question de savoir ce qui expliquait cette tendance, un certain nombre de participants estimaient que la diminution du nombre d'organes d'information et d'emplois en journalisme était due, du moins en partie, à ce qu'ils considéraient comme étant une propension accrue des organes d'information à rédiger des titres accrocheurs plutôt que de privilégier un journalisme plus rigoureux et exhaustif. Certains d'entre eux ont également émis l'hypothèse qu'en raison du nombre croissant de Canadiens consultant les actualités sur les réseaux sociaux ou d'autres plateformes numériques, une moins grande attention était accordée aux médias d'information plus traditionnels qui, de ce fait, généraient moins de revenus. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur inquiétude face à cette tendance, estimant qu'une diminution du journalisme indépendant de haute qualité pouvait plus fréquemment donner lieu à de la mésinformation ou à de la désinformation au sein de la population canadienne. Au sujet des conséquences potentielles de la diminution du nombre de sources d'informations locales, les participants craignaient que cette dernière n'entraîne un manque d'informations locales et une couverture insuffisante des événements locaux, ainsi qu'une diminution des points de vue provenant de communautés rurales, autochtones ou de communautés linguistiques en situation minoritaire. Interrogés sur ce qui pouvait être fait pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des

mesures comme une augmentation du financement public destiné aux organes d'information locale et des mesures visant à faire en sorte que tous les Canadiens, y compris ceux vivant au sein de collectivités rurales ou éloignées, aient accès à Internet haute vitesse, ce qui leur permettrait d'accéder à une plus grande variété d'informations et de points de vue provenant des quatre coins du pays.

Bon nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder une grande priorité au soutien de l'industrie des médias d'information. Parmi ces participants, on estimait qu'une industrie de l'information robuste et indépendante était essentielle pour que les Canadiens puissent se tenir au courant des événements qui se déroulent autour d'eux. Bien qu'estimant cela important, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait se concentrer sur des questions plus urgentes, comme l'inflation et le coût actuellement élevé de la vie. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement fédéral à ce sujet, presque tous étaient au courant de la promulgation du projet de loi C-18 (la *Loi sur les nouvelles en ligne*) et de la décision subséquente de Meta de bloquer les contenus liés à l'actualité pour les utilisateurs canadiens sur Facebook et Instagram. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Le gouvernement du Canada a récemment adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une rémunération équitable aux médias.

Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il était important que les médias soient justement rémunérés pour le contenu qu'ils produisent et estimaient qu'il s'agissait là de la bonne voie à suivre de la part du gouvernement du Canada. S'ils espéraient que cette mesure du gouvernement fédéral contribue à renforcer l'industrie canadienne des médias d'information à long terme, un certain nombre d'entre eux s'inquiétaient de savoir si cela allait avoir pour effet de limiter la capacité globale des Canadiens (et en particulier de ceux qui ont principalement recours aux médias sociaux) à se tenir informés des nouvelles et des événements qui leur tiennent à cœur.

Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux de Montréal)

Les participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant dans la ville de Montréal ont pris part à une brève discussion sur leur usage des médias sociaux et sur les types de contenus avec lesquels ils interagissent habituellement. Lorsqu'on leur a demandé de cerner les plateformes de médias sociaux auxquelles ils recouraient le plus fréquemment, beaucoup ont mentionné Facebook et Instagram, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux recouraient à des plateformes comme X (anciennement Twitter) et TikTok. Au sujet de Facebook plus particulièrement,

plusieurs participants ont formulé des commentaires positifs quant à la capacité de cette plateforme à leur fournir des connexions en ligne avec leurs amis et leur famille, et à leur permettre de rejoindre des groupes présentant pour eux un intérêt particulier. En discutant de la fréquence à laquelle ils utilisaient les médias sociaux au cours d'une journée normale, les participants ont fourni un éventail de réponses, allant de vingt minutes à plus de quatre heures par jour. Tous les participants considéraient les médias sociaux comme étant une source importante de renseignements, et bon nombre d'entre eux les estimaient particulièrement utiles pour obtenir des nouvelles d'actualité concernant leur collectivité ou leur région. En discutant des types de contenu qu'ils avaient l'habitude de consulter et avec lesquels ils interagissaient la plupart du temps, les participants ont mentionné des contenus comme les nouvelles d'actualité et les événements locaux, les enjeux nationaux et mondiaux, ainsi que l'actualité sportive et les divertissements.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient abonnés à des comptes ou à des sites gérés par le gouvernement du Canada, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ces participants, les plateformes et comptes mentionnés comprenaient les pages du gouvernement fédéral sur LinkedIn ainsi que les contenus de Santé Canada. S'ils ne suivaient pas assidûment le gouvernement du Canada sur les médias sociaux, plusieurs d'entre eux se souvenaient toutefois d'avoir accédé à du contenu lié à la COVID-19 au cours de la pandémie. En décrivant les types de contenus du gouvernement fédéral qu'ils seraient le plus susceptibles de consulter, les participants ont mentionné les contenus relatifs aux impôts et aux finances, à la réponse du gouvernement à des problèmes mondiaux tels que le conflit en Ukraine, ainsi qu'aux nouvelles lois et réglementations en vigueur au Canada. À la question de savoir comment le gouvernement pouvait augmenter l'efficacité de ses communications sur les médias sociaux, plusieurs ont répondu qu'il était important de développer des contenus adaptés à chaque plateforme plutôt que de suivre une approche uniforme. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait privilégier la publication de contenus concis et facilement compréhensibles sur ses réseaux sociaux, car c'est ce que la majorité des utilisateurs des médias sociaux préfèrent.

Tarification du carbone (régions rurales du nord-est de l'Ontario)

Les participants résidant dans des collectivités rurales du nord-est de l'Ontario ont pris part à une discussion sur le système de tarification du carbone du gouvernement canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de la tarification du carbone mise en place par le gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux savaient que la tarification du carbone était actuellement en vigueur en Ontario, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux n'en étaient pas certains. Très peu d'entre eux avaient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), la plupart ayant l'impression de n'avoir jamais reçu de PIAC. Parmi les participants qui se souvenaient d'avoir reçu un PIAC, certains n'étaient pas certains de connaître les critères d'admissibilité et les raisons pour lesquelles ils en avaient reçu un. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :



En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties : une redevance sur les combustibles et un système distinct pour les industries. Aujourd'hui, nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leur propre système, pour autant qu'il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

Presque tous les participants ont réagi négativement à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que ce programme n'aurait que peu ou pas d'impact sur la réduction des émissions de carbone et sur l'atténuation des effets du changement climatique. Un certain nombre de participants se demandaient comment les recettes perçues par le gouvernement fédéral dans le cadre de ce programme seraient utilisées et si elles seraient réaffectées à des initiatives liées à la lutte contre le changement climatique. Plusieurs d'entre eux estimaient que les entreprises reporteraient probablement sur les consommateurs les coûts supplémentaires qu'elles subiraient du fait de la tarification du carbone et craignaient que cela n'entraîne une hausse des prix des produits de première nécessité, comme les produits alimentaires et l'essence. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage de mesures devraient être prises pour réduire les émissions de carbone provenant de grandes entreprises et sociétés, estimant que ces dernières constituaient les plus gros émetteurs à l'heure actuelle. Certains d'entre eux estimaient que le changement climatique constituait un problème mondial et qu'à moins que d'autres gouvernements ne prennent également des mesures pour réduire leurs émissions, ces mesures prises par le gouvernement du Canada n'auraient probablement que peu d'effet. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

À partir de 2018, l'Ontario a commencé à utiliser le système de tarification fédérale. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans laquelle ou dans lequel ils ont été perçus. Environ quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des produits sont reversés directement aux résidents sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés « remises sur la tarification de la pollution ». Les paiements seront versés trimestriellement. Un ménage composé de 4 personnes recevra 244 \$ par trimestre.

Ce système a pour but d'encourager les Canadiens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en recourant à d'autres moyens de transport, en effectuant la transition d'une fournaise au gaz naturel à une thermopompe électrique), plus il économisera, en n'ayant pas à payer la redevance sur les combustibles. Dans le même temps, la plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

Réagissant à cette information, plusieurs d'entre eux remettaient en question le bien-fondé de la restitution aux Canadiens, sous forme de PIAC, de la majeure partie de l'argent collecté dans le cadre du système de tarification du carbone. De l'avis général, il serait plus judicieux d'affecter ces montants à des initiatives visant à prévenir et à atténuer les effets du changement climatique, ainsi qu'à y répondre. Quelques-uns d'entre eux considéraient que la réduction de la pollution par le carbone



devait avant tout relever de la responsabilité des gouvernements provinciaux et territoriaux et n'estimaient pas qu'il appartenait au gouvernement fédéral de mettre en œuvre des politiques de ce type. Un certain nombre de participants craignaient que la tarification du carbone n'ait un impact disproportionné sur les résidents de collectivités rurales, estimant que ces personnes devaient souvent parcourir de plus grandes distances en voiture et consommer plus de carburant dans le cadre de leurs activités quotidiennes que les personnes résidant dans des centres urbains. On était en outre d'avis que si de nombreuses grandes villes disposaient de réseaux de transport public bien développés, ces moyens de transport étaient beaucoup plus limités au sein de collectivités rurales. Les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants concernant le supplément du PIAC destiné aux résidents de petites collectivités et de collectivités rurales.

Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard de résidents de collectivités rurales et de petite taille, la plupart d'entre eux sont demeurés d'avis qu'elle ne l'était pas. Presque aucun participant ne s'attendait à ce que la mise en place d'une tarification du carbone contribue à réduire leur propre niveau d'émissions. Plusieurs d'entre eux ont de nouveau expliqué qu'en raison des longues distances qu'ils devaient parcourir chaque jour et de la nécessité de chauffer leur maison, il n'y avait pas grand-chose qu'ils puissent faire pour réduire leur niveau d'émissions. Un très petit nombre d'entre eux n'étaient pas de cet avis, estimant qu'il était moins probable qu'ils s'adonnent à des activités dont ils savaient qu'elles étaient devenues plus coûteuses en raison de la tarification du carbone. Interrogés sur les autres impacts (en dehors d'une réduction des émissions) que pourrait avoir une tarification de la pollution, plusieurs participants estimaient qu'elle confortait leur sentiment selon lequel le gouvernement fédéral ne comprend pas les défis auxquels sont confrontées les personnes vivant au sein de collectivités rurales. La plupart d'entre eux étaient d'avis que la mise en place d'une tarification du carbone serait trop coûteuse pour les collectivités canadiennes et qu'elle ne contribuerait que très peu à une réduction des émissions de carbone dans les années à venir.

Évaluation de messages au sujet du changement climatique (Nouvelle-Écosse, Calgary, personnes œuvrant dans les corps de métiers et la construction issues de centres de moyenne taille du Québec)

Les participants de trois groupes ont étudié deux textes potentiels pour des publicités actuellement élaborées par le gouvernement fédéral afin d'encourager les Canadiens à prendre des mesures plus énergiques pour lutter contre le changement climatique et de les renseigner sur les mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard. Les deux messages traitent principalement du changement climatique et des mesures pouvant être prises pour en atténuer les effets. Les participants ont été informés du fait que ces publicités seraient présentées sur diverses plateformes de médias sociaux, sur des sites Web consacrés à l'actualité, à la télévision, dans des cinémas et sur des supports physiques comme des bancs d'autobus et des panneaux d'affichage. Dans un premier temps, les participants se sont vu présenter le texte potentiel suivant.

Savez-vous qui place la barre plus haut en ce qui a trait à la lutte contre la crise climatique?

Julie, qui a remplacé ses outils à essence défectueux par des outils électriques.

Omar, qui a fait installer des panneaux solaires grâce à une subvention gouvernementale.

Cindy et Ming, qui financent leur nouvelle pompe à chaleur grâce à des mesures incitatives gouvernementales.

Et même Charles, qui prend désormais le bus pour se rendre au travail deux fois par semaine.

Découvrez d'autres moyens par lesquels on peut ensemble placer la barre plus haut sur le site canada.ca/actionClimat.

Un message du gouvernement du Canada

En échangeant leurs impressions, plusieurs participants se sont dit satisfaits de la clarté du message et de l'information présentée. Lorsqu'on leur a demandé quel était le message principal que véhiculait cette publicité, la plupart d'entre eux estimaient qu'il était centré sur les mesures que peuvent quotidiennement prendre des particuliers pour se préparer au changement climatique et en atténuer les effets. Quelques-uns d'entre eux estimaient en outre que cette publicité était conçue pour informer les Canadiens des soutiens qui leur sont offerts dans le but de les aider à prendre des mesures durables comme la mise à niveau de leur logement. Plusieurs d'entre eux estimaient que la publicité ne se concentrait pas suffisamment sur les mesures pouvant être prises par les entreprises et les sociétés pour réduire leurs émissions, et qu'on attribuait trop aux particuliers la responsabilité de s'attaquer à ce problème. Certains participants ont fait valoir que la publicité devait également mettre en évidence

les mesures que le gouvernement du Canada a prises pour atténuer les effets du changement climatique, estimant que cela lui permettrait de montrer l'exemple dans ce domaine. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le message ne les concernait pas personnellement, car selon eux, il s'adressait principalement aux propriétaires, aux personnes résidant dans des centres urbains et à des personnes plus jeunes.

Les participants se sont ensuite vu présenter le texte d'une seconde publicité :

La crise climatique est réelle et plus préoccupante que jamais. Nous agissons pour faire face à cette problématique mondiale. Nous proposons de réglementer les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité (Programme des énergies renouvelables et de trajectoires d'électrification); d'investir pour rendre les réseaux électriques du Canada plus efficaces sur le plan énergétique (Programme des réseaux intelligents); et d'inciter les industries à réduire les gaz à effet de serre et à contribuer à un avenir plus propre (tarification de la pollution par le carbone).

Pour en savoir plus sur les autres mesures que nous prenons, consultez le site canada.ca/actionClimat.

Un message du gouvernement du Canada

La plupart des participants ont réagi positivement aux renseignements fournis dans ce texte, estimant qu'il était encourageant d'entendre que le gouvernement du Canada prend des mesures à de nombreux égards pour lutter contre le changement climatique. Plusieurs d'entre eux estimaient que les renseignements fournis dans cette publicité les inciteraient à consulter le site Web pour obtenir de plus amples renseignements. Parmi ceux dont l'avis était quelque peu différent, on se disait inquiet de l'emploi du terme « crise climatique » (jugé hyperbolique) et on craignait que ces mesures n'entraînent une augmentation du coût de la vie. Quelques-uns d'entre eux estimaient que la publicité devait fournir davantage de renseignements sur les mesures particulières que prend le gouvernement du Canada et sur le coût prévu de ces programmes.

Après avoir été informés que les deux publicités seraient diffusées en même temps et qu'elles étaient conçues pour se compléter, presque tous les participants estimaient qu'il s'agissait de la meilleure façon de présenter ces renseignements. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que la conception visuelle des deux annonces devait être semblable afin de mettre en évidence le lien entre les deux. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les publicités devraient également adresser un message de remerciement aux Canadiens pour les mesures qu'ils ont déjà prises pour réduire leur empreinte carbone et adopter un mode de vie plus durable.

Prestations d'invalidité (personnes handicapées vivant en Ontario)

Les participants d'un groupe composé de personnes handicapées ont entamé une discussion sur les avantages et les soutiens dont bénéficient les personnes dans cette situation. Dans un premier temps,

on a demandé aux participants de faire part de leurs points de vue sur ce que cela signifie que d'être une personne handicapée. Presque tous ont parlé des difficultés auxquelles leur handicap les exposait, notamment des difficultés liées au transport et aux déplacements en dehors de leur domicile, le manque d'accessibilité aux commerces et services locaux, et le coût élevé de l'équipement et des soins destinés aux personnes handicapées. La plupart des participants n'avaient pas connaissance d'initiatives récentes du gouvernement du Canada visant à soutenir les personnes handicapées, et affirmaient que la plupart des programmes et des avantages qui leur étaient offerts l'étaient par les gouvernements provinciaux. Parmi ceux qui en avaient connaissance, certains ont indiqué avoir bénéficié de prestations d'invalidité au titre du Régime de pension du Canada et de la Prestation pour enfants handicapés. Bien qu'un petit nombre de participants ait connaissance que des crédits d'impôt fédéraux étaient accordés aux personnes handicapées, ces derniers ne savaient pas comment s'en prévaloir. Dans le même ordre d'idées, bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour informer les personnes handicapées des prestations et des aides auxquelles ils pouvaient prétendre.

Tous estimaient que le gouvernement fédéral ne soutenait pas suffisamment les Canadiens vivant avec un handicap et beaucoup avaient l'impression qu'un certain nombre de mesures de soutien et de programmes qui leur étaient destinés avaient été supprimés ou que leur financement avait été réduit au cours des dernières années. Bon nombre de participants se sont à nouveau dit d'avis que les programmes offerts par le gouvernement de l'Ontario avaient permis d'aider beaucoup plus efficacement les personnes handicapées que les mesures de soutien prises par le gouvernement fédéral. En discutant des plus grands défis auxquels sont confrontés les Canadiens vivant avec un handicap, bon nombre de participants ont mentionné des problèmes liés aux finances personnelles, au transport et à la mobilité, aux coûts élevés de l'équipement et des services spécialisés, ainsi qu'à une compréhension limitée du grand public à l'égard des difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées. À la question de savoir quel rôle le gouvernement fédéral devrait jouer pour faire face à ces problématiques, les participants estimaient qu'il serait souhaitable qu'il collabore avec des organisations consacrées aux personnes handicapées afin de mieux comprendre comment aider ces personnes de la manière la plus efficace. Un certain nombre de participants ont suggéré que le gouvernement du Canada envisage de mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour répondre à la multitude de difficultés auxquelles sont confrontées les personnes handicapées. Tous estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle important à jouer pour garantir aux Canadiens vivant avec un handicap un revenu de base qui leur permette de répondre à leurs besoins essentiels. On était d'avis qu'il s'agissait là d'un élément essentiel pour s'assurer que les personnes handicapées puissent vivre dans la dignité et sur un pied d'égalité avec les Canadiens n'ayant aucun handicap. Bon nombre de personnes considéraient en outre qu'il incombait au gouvernement du Canada de veiller à ce que les personnes handicapées soient en mesure de trouver et de conserver un emploi bien rémunéré et de jouir du même degré d'inclusion sociale et économique que les autres Canadiens.

Après qu'on les eut informés que, selon la dernière Enquête canadienne sur l'incapacité (ECI) de 2017, près de 23 % des personnes handicapées en âge de travailler vivent dans la pauvreté (contre environ 9 % des personnes sans handicap), très peu de participants s'en sont étonnés. De l'avis général, les



soutiens accordés aux personnes handicapées, tant au niveau fédéral que provincial, sont insuffisants pour répondre aux besoins fondamentaux d'un particulier, ce qui contraint de nombreuses personnes handicapées à vivre bien en deçà du seuil de pauvreté. Plusieurs participants ont souligné qu'étant donné que ces chiffres dataient de 2017, il était probable que le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté soit beaucoup plus élevé aujourd'hui, en particulier à la suite des difficultés financières engendrées par la pandémie de COVID-19. En échangeant leurs points de vue au sujet des raisons pour lesquelles les personnes handicapées connaissent un taux de pauvreté plus élevé que les autres Canadiens, la plupart des participants ont réaffirmé que cela était principalement dû aux montants insuffisants d'aide financière accordée à ces personnes. On était également d'avis que bon nombre de personnes handicapées étaient victimes d'une certaine discrimination de la part d'employeurs potentiels, au motif qu'elles pourraient être moins productives ou moins fiables que les personnes sans handicap. Un certain nombre de participants ont d'ailleurs déclaré avoir eux-mêmes dû faire face à de tels problèmes.

Les participants ont ensuite été informés que le gouvernement du Canada avait récemment adopté une loi visant à créer une nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées qui prévoieraient un paiement mensuel direct aux Canadiens à faible revenu en âge de travailler et vivant avec un handicap. Réagissant à cette information, plusieurs d'entre eux se demandaient ce que l'on entendait par « faible revenu » dans le cadre de ce programme, si le versement de cette prestation tiendrait compte du revenu du conjoint ou d'autres membres du ménage, et comment ce programme serait financé. Plusieurs d'entre eux ont indiqué que c'était la première fois qu'ils entendaient parler de cette initiative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils soutenaient cette mesure du gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux se sont dit incertains et estimaient qu'il leur faudrait davantage de renseignements avant de pouvoir procéder à une évaluation adéquate. Tous les participants ont cependant indiqué qu'ils étaient généralement favorables à toute initiative visant à réduire la pauvreté chez les personnes handicapées et qu'ils estimaient qu'il s'agissait d'une mesure importante de la part du gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux espéraient que dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de ce programme, le gouvernement fédéral noue un dialogue avec la communauté des personnes handicapées.

En discutant des impacts potentiels de la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées, bon nombre de participants se sont focalisés sur les aspects positifs de ce programme, notamment son aptitude à sortir de nombreuses personnes handicapées de la pauvreté. On estimait que ce programme contribuerait grandement à aider ces dernières à accéder à un logement sûr et abordable, à acheter une plus grande quantité de produits alimentaires plus sains, et leur permettrait de se procurer plus facilement l'équipement, les médicaments et les services dont elles ont besoin au quotidien. Plusieurs d'entre eux ont fait remarquer que le fait de recevoir un revenu mensuel suffisant leur donnerait davantage confiance en eux, renforcerait leur santé mentale et leur assurerait une meilleure qualité de vie en général.

Lorsqu'on leur a demandé à qui, au sein de la communauté des personnes handicapées, ils pensaient que cette prestation devait s'adresser, tous les participants estimaient que ce programme devait être rendu aussi largement accessible que possible. Quelques-uns d'entre eux craignaient que si, dans le cadre de cette initiative, les critères d'admissibilité étaient trop restrictifs, de nombreuses personnes

handicapées jugées inadmissibles se décourageraient et pourraient avoir l'impression que leur propre handicap avait été minimisé. À la question de savoir si la nouvelle Prestation canadienne pour personnes handicapées leur serait personnellement bénéfique, la plupart s'attendaient à ce qu'elle le soit. Tous les participants estimaient qu'une des priorités majeures du gouvernement du Canada devait être de réduire la pauvreté parmi les personnes handicapées. De l'avis général, la mise en place de la Prestation canadienne pour personnes handicapées aurait un impact positif sur l'économie, en ce sens qu'elle générerait probablement une plus grande activité économique parmi les personnes handicapées, puisque celles-ci disposeraient désormais d'un revenu suffisant qui leur permettrait de se consacrer à davantage de projets qu'à la seule satisfaction de leurs besoins essentiels.

Valorisation de l'image de marque de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) (membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Deux groupes basés en Colombie-Britannique (B.C.) ont pris part à une brève discussion portant sur Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan). À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant le soutien apporté aux petites entreprises et aux communautés en C.-B., aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Aucun participant n'était au courant de l'existence d'agences de développement économique gérées par le gouvernement fédéral et consacrées à la Colombie-Britannique. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter le filigrane PacifiCan.

PacifiCan

L'image ci-dessus est un filigrane bleu indiquant « **PacifiCan** » sur fond blanc avec les lettres « Pacifi » en caractères gras et « Can » en caractères ordinaires.

Aucun participant ne connaissait ce logo et n'avait entendu parler de PacifiCan. Lorsqu'on leur a demandé quelle était selon eux la principale vocation de cette agence, quelques participants ont supposé qu'elle avait quelque chose à voir avec le développement économique de la région Pacifique du Canada, mais aucun n'a pu fournir de détails précis à ce sujet.

Enjeux communautaires (personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, régions rurales du nord-est de l'Ontario)

Les participants résidant dans le nord-est de la région du Grand Toronto et ceux de collectivités rurales du nord-est de l'Ontario ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels sont actuellement confrontées leurs collectivités locales. Les participants des deux groupes ont cerné des problèmes tels que l'itinérance, la toxicomanie et les enjeux liés à la santé mentale comme étant de plus en plus présents au sein de leurs collectivités respectives. Un certain nombre d'entre eux ont également décrit ce qu'ils considéraient comme étant des augmentations significatives du coût de la vie (et du logement en particulier) au cours des dernières années et estimaient qu'il s'agissait d'un problème touchant de nombreuses personnes vivant dans leur région. Plusieurs participants résidant dans la région du Grand Toronto ont fait part de leurs préoccupations concernant ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation récente de la criminalité, en particulier en ce qui concerne les vols par effraction et les vols de voitures. Un petit nombre de participants de ce groupe avaient également l'impression que la qualité et l'accessibilité des transports en commun au sein de leur collectivité avaient diminué au cours des dernières années, ce qui leur compliquait la tâche lorsqu'ils se rendaient au travail sans voiture. Les participants de régions rurales du nord-est de l'Ontario se sont dits préoccupés par la pénurie de professionnels de la santé et d'enseignants au sein de leur collectivité, et estimaient que cette situation avait contribué à réduire la qualité des soins de santé et de l'éducation dans leur région. Un grand nombre d'entre eux estimaient que leurs collectivités avaient actuellement du mal à recruter et à retenir des professionnels en poste dans de nombreux secteurs et que les jeunes quittaient leur région en raison d'un manque d'emplois bien rémunérés.

Au sujet des secteurs et des industries les plus importants au sein de leur collectivité, les habitants du nord-est de la région du Grand Toronto ont mentionné l'industrie automobile, le secteur agricole et celui de la production de denrées alimentaires. Un certain nombre d'entre eux ont expressément mentionné le nouveau centre d'expédition d'Amazon construit à Bolton, en Ontario, et s'attendaient à ce qu'il devienne un moteur de l'activité économique de cette ville. Parmi les participants du groupe provenant des régions rurales du nord-est de l'Ontario, presque tous pensaient que l'exploitation minière constituait l'industrie la plus importante dans leur région, et de nombreux participants ont tout particulièrement mentionné l'exploitation aurifère. D'autres secteurs et industries importants ont été mentionnés, notamment la sylviculture, l'aménagement du territoire et la construction résidentielle.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide à ces secteurs, peu d'entre eux se souvenaient de quoi que ce soit. Un très petit nombre de participants résidant dans des zones rurales du nord-est de



l'Ontario ont déclaré avoir entendu dire que le gouvernement fédéral tentait de rétablir un service ferroviaire régulier entre Toronto et North Bay et qu'il étudiait la possibilité d'augmenter les mesures incitatives afin de persuader des professionnels de travailler et de vivre dans le nord de l'Ontario. Si aucun des participants résidant dans la région du Grand Toronto n'était au courant d'efforts déployés par le gouvernement fédéral pour soutenir des secteurs importants de leur collectivité, plusieurs d'entre eux estimaient que des mesures devraient être prises pour accroître les investissements dans les transports publics et élargir la gamme des services offerts afin de permettre aux habitants de la région du Grand Toronto de se déplacer plus facilement dans toute la région. Un certain nombre d'entre eux considéraient également que des mesures plus importantes devraient être prises pour faire face au coût de la vie en général et pour consacrer davantage d'investissements à des secteurs tels que celui de l'agriculture et de la production alimentaire.

Annexes

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – septembre 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	7 septembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (HAE)	Montréal	Utilisateurs intensifs des réseaux sociaux	MP
5	14 septembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (HAE)	Centres de taille moyenne au Québec	Population générale	MP
11	27 septembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (HAE)	Grandes villes au Québec	Travail dans le domaine des métiers ou dans la construction	MP



Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ville de Montréal	Ville de Montréal LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER À MONTRÉAL À PROPREMENT PARLER	CONTINUER – GROUPE 2
Centres de taille moyenne au Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à): Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Les villes de taille moyenne :</u> Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe. PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 5
Grandes villes au Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre :	CONTINUER – GROUPE 11

	<p>Grandes villes = Population 100 000+</p> <p><u>Les grandes villes :</u> Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	
<p>RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre</p>		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 35 ans	CONTINUER
36 à 44 ans	CONTINUER
45 à 54 ans	CONTINUER
55 ans ou plus	CONTINUER
<p>RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre</p>	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU. LE GROUPE 2 PEUT COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE PARTICIPANTS PLUS JEUNES.

7. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 2** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre rapport aux réseaux sociaux?

Je consulte plusieurs fois par jour mes pages sur les réseaux sociaux et je publie souvent des messages.	PASSER À LA Q7a
Je consulte plusieurs fois par jour mes pages sur les réseaux sociaux et je publie occasionnellement des messages.	PASSER À LA Q7a
Je consulte régulièrement mes pages sur les réseaux sociaux plusieurs fois par jour.	PASSER À LA Q7a
Je consulte au moins une fois par jour mes pages sur les réseaux sociaux.	PASSER À LA Q7a
Je consulte quelques fois par semaine mes pages sur les réseaux sociaux.	REMERCIER ET CONCLURE
Je ne consulte pas souvent mes pages sur les réseaux sociaux.	REMERCIER ET CONCLURE
Je n'ai pas de comptes sur les réseaux sociaux.	REMERCIER ET CONCLURE

COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE PARTICIPANTS QUI CONSULTENT PLUSIEURS FOIS PAR JOUR ET QUI PUBLIENT SOUVENT

- 7a. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 2** Combien de temps estimez-vous passer chaque jour sur les réseaux sociaux?

Je passe habituellement plus de quatre heures par jour sur les réseaux sociaux	PASSER À LA Q7b
Je passe habituellement entre 3 et 4 heures par jour sur les réseaux sociaux	PASSER À LA Q7b
Je passe habituellement une à deux heures par jour sur les réseaux sociaux	REMERCIER ET CONCLURE
Je passe habituellement moins d'une heure par jour sur les réseaux sociaux	REMERCIER ET CONCLURE

- 7b. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 2** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la façon dont les autres interagissent avec vos contenus sociaux?

Je suis suivi(e) par un grand nombre de personnes sur les réseaux sociaux, qui commentent ou partagent souvent mes messages	CONTINUER
Je suis suivi(e) par un grand nombre de personnes sur les réseaux sociaux, qui ne commentent pas ou qui ne partagent souvent mes messages	CONTINUER

Je suis suivi(e) par un petit nombre/un nombre modéré de personnes sur les réseaux sociaux, qui commentent ou partagent souvent mes messages	CONTINUER
Je suis suivi(e) par un petit nombre/un nombre modéré de personnes sur les réseaux sociaux, qui ne commentent pas ou ne partagent pas souvent mes messages	REMERCIER ET CONCLURE
Je ne suis pas suivi(e) par un grand nombre de personnes/je ne suis pas suivie sur les réseaux sociaux	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN MÉLANGE DE PARTICIPANTS EN FONCTION DU TEMPS PASSÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, DE LA FRÉQUENCE DE PUBLICATION ET DU TYPE DE SUIVI. COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE PARTICIPANTS SUIVIS PAR UN GRAND NOMBRE DE PERSONNES.

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	GROUPE 11 – CONTINUER À Q8A	
Administrations publiques		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse		
Arts, spectacle et loisirs		
Autres services, sauf les administrations publiques		
Commerce de détail		
Commerce de gros		
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz		
Fabrication		
Finance et assurances		
Gestion de sociétés et d'entreprises		
Hébergement et services de restauration		
Industrie de l'information et industrie culturelle		GROUPE 11 – REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES GROUPES - CONTINUER
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement		
Services d'enseignement		
Services immobiliers et services de location et de location à bail		
Services professionnels, scientifiques et techniques		
Services publics		
Soins de santé et assistance sociale		
Transport et entreposage		
Sans emploi		
Aux études à temps plein		
À la retraite		
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :		

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

Q8a. À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 11 Vous avez mentionné que vous travaillez dans le secteur de la construction ou que vous exercez un métier spécialisé. Lequel des choix suivants décrit le mieux votre activité professionnelle?

- Construction générale
- Électricien
- Monteur de lignes
- Soudeur
- Plombier
- Couvreur
- Charpentier
- Mécanicien
- Technicien spécialiste des systèmes de CVC
- Autre (veuillez préciser) :

ASSURER UN BON MÉLANGE PAR TYPE DE MÉTIER. RECRUTER 3 PERSONNES EN CONSTRUCTION GÉNÉRALE. PAS PLUS DE 2 PERSONNES PAR MÉTIER.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web.

14. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.16**

15a. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

15b. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

15c. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.



16. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

17. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.



19. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du [INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR] expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Bureau du Conseil Privé
Recruiting Script – September 2023
English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed, Sept 6 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Northeast GTA	Canadiens de la classe moyenne	DN
3	Tues, Sept 12 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Edmonton	Population générale	TBW
4	Wed, Sept 13 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Régions rurales du nord- est de l'Ontario	Population générale	DN
6	Mon, Sept 18 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT)	Nova Scotia	Population générale	DN
7	Tues, Sept 19 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Saskatchewan	Membres de la population active de 25 à 44 ans	TBW
8	Wed, Sept 20 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Calgary	Population générale	DN
9	Thurs, Sept 21 st	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	District régional du Grand Vancouver	Membres de la diaspora sud- asiatique	TBW
10	Tues, Sept 26 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Ontario	Personnes vivant avec un handicap;	DN
12	Thurs, Sept 28 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Interior B.C.	Population générale	TBW



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

8. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

9. In which city do you reside?

LIEU	CITIES	
Northeast GTA	<p><u>Towns include (inclusively):</u></p> <p>Aurora, Caledon, Township of King, East Gwillimbury, Whitchurch-Stouffville</p> <p>ENSURE A GOOD MIX.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Edmonton	<p>City of Edmonton</p> <p>ENSURE PARTICIPANTS RESIDE IN EDMONTON PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Rural Northeastern Ontario	<p>Cities could include (but not limited to):</p> <p>Killarney, Kapuskasing, Kirkland Lake, Cochrane, Espanola, Hearst, Iroquois Falls, Blind River, Markstay-Warren, Chapleau, Mattawa, Moosonee, Englehart, St. Charles, Thessalon, Smooth Rock Falls, Cobalt, Temagami, Spanish, Bruce Mines, Latchford, Wawa</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF TOWNS/TOWNSHIPS/VILLAGES ACROSS THE REGION. MAXIMUM TWO PER TOWN/TOWNSHIP/VILLAGE.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Nova Scotia	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Large population = 50,000+ Halifax</p> <p>Medium population = 30,00-50,000 Cape Breton-Sydney</p> <p>Small population = <30,000 New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater</p>	CONTINUE – GROUP 6

	NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Saskatchewan	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Large population = 100,000+ Saskatoon, Regina</p> <p>Medium population = 30,00-100,000 Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster</p> <p>Small population = <30,000 Swift Current, Yorkton, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Calgary	<p>City of Calgary</p> <p>ENSURE PARTICIPANTS RESIDE IN CALGARY PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Metro Vancouver	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam</p> <p>ENSURE A GOOD MIX, NO MORE THAN 3 FROM VANCOUVER. NO MORE THAN 2 FROM EACH SURROUNDING CENTRE.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Large population = 500,000+ Toronto (GTA), Ottawa, Hamilton, Kitchener (Kitchener-Waterloo-Cambridge).</p> <p>Medium population = 100,000-500,000 London, Oshawa, Windsor, St. Catherines-Niagara Falls, Barrie, Guelph, Kanata, Kingston, Milton, Brantford.</p> <p>Small population = <100,000</p>	CONTINUE – GROUP 10

	Thunder Bay, Sudbury, Peterborough, Belleville, Sarnia, Welland, Sault Ste. Marie, Bowmanville, North Bay, Cornwall, Woodstock, St. Thomas, Chatham, Orangeville, Lindsay NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
B.C. Interior	Cities include (but not limited to): Kelowna, Kamloops, Prince George, Penticton, Cranbrook, Salmon Arm, Trail, Fruitvale, Williams Lake, Dawson Creek, Nelson, Golden, Burns Lake, Lillooet. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 12
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

10. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	GROUP 7 – THANK AND END CONTINUE FOR ALL OTHER GROUPS
25-29	CONTINUE
30-34	CONTINUE
35-44	CONTINUE
45-49	GROUP 7 – THANK AND END CONTINUE FOR ALL OTHER GROUPS
50-54	GROUP 7 – THANK AND END CONTINUE FOR ALL OTHER GROUPS
55+	GROUP 7 – THANK AND END CONTINUE FOR ALL OTHER GROUPS
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

11. **ASK ONLY IF GROUP 1** Thinking about your household’s financial circumstances and outlook, would you consider yourself to be a member of Canada’s middle class, or not?

Not middle class

THANK AND END

Member of the middle class

CONTINUE TO Q4a.

- 4a. **ASK ONLY IF GROUP 1** How many family members rely on you for financial support? In other words, how many dependents do you have?

0

1-2

3-4

5 or more

12. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	IF GROUP 1 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	IF GROUP 1 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$40,000 to just under \$60,000	IF GROUP 1 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$60,000 to just under \$80,000	CONTINUE
\$80,000 to just under \$100,000	CONTINUE
\$100,000 to just under \$150,000	IF GROUP 1 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$150,000 and above	IF GROUP 1 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

GROUP 1 – CONTINUE ONLY IF INCOME = \$60,000-\$100,000. (NOTE: MIDDLE CLASS USUALLY DEFINED AS PEOPLE WHO ARE NEITHER IN THE TOP 20% OR BOTTOM 20% OF INCOME EARNERS AND/OR WHO EARN BETWEEN 75%-200% OF MEDIAN HOUSEHOLD INCOME AFTER TAX WHICH COULD BE APPROX. \$45,000-\$120,000.)

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

6. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation



- Automotive
- Construction
- Educational Services
- Finance & Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

THANK AND END **GROUP 7**
THANK AND END **GROUP 7**

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED IN **GROUP 7**. **NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ALL GROUPS.**

7. ASK ONLY IF GROUP 9 Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be South Asian?

- Yes **CONTINUE TO Q7a**
- No **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF GROUP 9 From where did you and/or your family emigrate?

- India **CONTINUE TO Q7b.**
- Pakistan **CONTINUE TO Q7b.**
- Bangladesh **CONTINUE TO Q7b.**
- Sri Lanka **CONTINUE TO Q7b.**
- Nepal **CONTINUE TO Q7b.**
- Bhutan **CONTINUE TO Q7b.**

Other, please specify: _____ **CONTINUE TO Q7b.**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF EMIGRATION.

7b. **ASK ONLY IF GROUP 9** Were you born in Canada?

Yes **SKIP TO Q9 - GROUP 9**
 No **CONTINUE TO Q7c.**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7c. **ASK ONLY IF GROUP 9** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 9
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX BY TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

ASK ONLY IF GROUP 10 Do you identify as a person with a disability?

IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED: A person with a disability is a person who has a long-term or recurring impairment (such as vision, hearing, mobility, flexibility, dexterity, pain, learning, developmental, memory or mental health-related) which limits their daily activities inside or outside the home (such as at school, work, or in the community in general).

Yes **CONTINUE TO Q8a.**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8a. **ASK ONLY IF GROUP 10** How would you characterize your disability?

Vision (blindness) **CONTINUE TO Q8b.**
 Hearing (deafness, deafened, or hard of hearing) **CONTINUE TO Q8b.**
 Mobility **CONTINUE TO Q8b.**
 Other visible disability, please specify: _____ **CONTINUE TO Q8b.**
 Other invisible disability, please specify: _____ **CONTINUE TO Q8b.**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE THOSE WITH HEARING OR OTHER DISABILITIES CAN HEAR/SPEAK TO PARTICIPATE IN AN ONLINE FOCUS GROUP. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF DISABILITY.

8b. **ASK ONLY IF GROUP 10** The online focus group discussion will require you to actively participate in a discussion through an online meeting software (such as Zoom). Given this, will you require any accommodations to participate?

Yes **RECORD REQUESTED ACCOMMODATIONS AND CONTINUE**
 No **CONTINUE TO Q8c.**

8c. ASK ONLY IF GROUP 10 Will you require a caregiver or other person to assist you in participating in the online focus group?

Yes **CONTINUE TO Q8d**
No **CONTINUE TO Q9**

8d. ASK ONLY IF GROUP 10 May I please have the name and contact information for the person that will be assisting you with participating in the online focus group? This will be used in the case that technical support needs to contact this person during the group.

RECORD NAME AND TELEPHONE NUMBER.

THIS INFORMATION CAN BE COLLECTED AFTER RECRUITED IF NOT YET CONFIRMED.

[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**
No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END
CONTINUE**

As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam



ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 10 Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 10 How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 10 During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.18**

How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

17a. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

17b. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.



What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 9 Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:
Telephone Number:
E-mail Address:

You will receive an e-mail from [INSERT RECRUITER] with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAITRE SEPTEMBRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Montréal, population générale d'Edmonton** Le modérateur doit également prendre note que le thème du suicide fera l'objet d'une discussion dans la dernière partie de l'ordre du jour. Rappeler aux participants que leur participation est volontaire et qu'ils doivent se sentir libres de se retirer de la conversation s'ils ne se sentent pas à l'aise. Le modérateur le rappellera à nouveau aux participants lorsque nous aurons atteint ce point au cours de la discussion.
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district du Grand Vancouver, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Y a-t-il parmi vous des propriétaires de petites entreprises? (À MAIN LEVÉE)

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ/CONSOMATION DE NOUVELLES (5-15 minutes)

- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Montréal, population générale d'Edmonton, population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario, population générale du Québec, population générale de la Nouvelle-Écosse, personnes de la population active de la Saskatchewan âgées de 25 à 44 ans, personnes vivant avec un handicap résidant en Ontario, grands centres du Québec ouvriers de corps de métiers/de la construction, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.**
Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec, personnes de la population active de la Saskatchewan âgées de 25 à 44 ans, personnes vivant avec un handicap résidant en Ontario** Où avez-vous entendu, lu ou vu cette information?

- **Population générale de la Nouvelle-Écosse** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur la réponse du gouvernement du Canada à l'ouragan Lee?
 - Fait-il quelque chose pour aider les provinces affectées?
- **Population générale de la Nouvelle-Écosse** Et pour ce qui est de la réponse du gouvernement du Canada aux catastrophes naturelles en général avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de ce qu'a fait le gouvernement fédéral?
 - Le gouvernement fédéral est-il à votre avis sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa réponse aux catastrophes naturelles?
- **Utilisateurs intensifs de médias résidant à Montréal** Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
- **Utilisateurs intensifs de médias résidant à Montréal** Quelle est votre principale source de nouvelles? (Télévision, radio, médias sociaux, amis ou famille?)
 - Y a-t-il certaines sources d'actualités qui sont plus fiables et d'autres qui le sont moins? Si oui, lesquelles?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous consultent les médias sociaux pour les nouvelles?
 - Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou dignes de confiance que d'autres en ce qui a trait aux actualités? Pourquoi?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Vous arrive-t-il de rechercher des nouvelles d'actualité dans une langue autre que l'anglais?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Consultez-vous des sources spécialisées dans l'information destinée au public sud-asiatique?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** SI OUI : Lesquelles?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** SI OUI : Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers ces sources?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Y a-t-il des sources d'informations auxquelles vous faites plus confiance que d'autres? Pourquoi dites-vous cela?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ/ENGAGEMENT INDOPACIFIQUE (20 minutes)
Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et au sujet des relations entre le Canada et l'Inde?
 - Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - Où avez-vous entendu, lu ou vu cette nouvelle?
 - Comment décririez-vous l'état actuel des relations entre le Canada et l'Inde?
-
- Avez-vous lu, entendu ou vu quoi que ce soit d'autre au sujet de l'engagement du Canada avec les pays d'Asie du Sud en général?

ENJEUX DE LA CLASSE MOYENNE Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto

- Quels sont certains des enjeux auxquels sont aujourd'hui confrontés les Canadiens de la classe moyenne?
- Avez-vous lu, entendu ou vu quoi que ce soit au sujet de mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide à la classe moyenne? Si oui, qu'avez-vous appris?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant son soutien à la classe moyenne? Pourquoi?
 - [SI SUR LA MAUVAISE VOIE] Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?

DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (20 minutes) Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale...

- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer?
 - Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
 -
 - Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
- NOTE AU MODÉRATEUR : *Pour deux ou trois des secteurs importants cités, poser la question suivante : Que peut encore faire le gouvernement du Canada pour soutenir ces secteurs?*

LOGEMENT (20-35 minutes) Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, population générale d'Edmonton

- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Qu'avez-vous vu, lu, ou entendu au sujet des politiques de logement du gouvernement du Canada?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi devrait-on accorder la priorité à ces enjeux?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONÉ : Et en ce qui concerne la construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Qui est le mieux placé pour traiter ces questions? DEMANDER : Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou votre administration municipale? Pourquoi?

Passons à la construction d'un plus grand nombre de logements...

- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des mesures qu'a prises ou que prévoit de prendre le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à propos du Fonds pour accélérer la construction de logements?
ÉCLAIRCISSEMENTS : Le fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds de 4 milliards de dollars destiné à encourager les administrations municipales à prendre des mesures pour augmenter l'offre de logements au niveau local.
 - Quelles sont vos réactions à cela?
 - Quel impact aura selon vous ce fonds?
 - Seriez-vous pour ou contre une augmentation de l'offre [locale] de logements dans votre région?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Devrait-il y avoir des sanctions pour les municipalités qui n'accordent pas la priorité à la construction d'un nombre suffisant de logements? Pourquoi?
 - SI OUI : Quelles sanctions seraient, à votre avis, appropriées?

- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Avez-vous des inquiétudes concernant la construction plus rapide d'un plus grand nombre de logements au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Lesquelles?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Qui parmi vous a entendu parler du zonage municipal?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Les règlements de zonage régulent l'aménagement du territoire au sein de votre collectivité. Ces règlements sont établis par les administrations municipales et précisent en détail l'utilisation pouvant être faite d'un terrain, à quel endroit les bâtiments et autres structures peuvent être implantés ainsi que les types de bâtiments autorisés et leur utilisation.

- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Selon vous, quel impact, le cas échéant, croyez-vous que des règlements de zonage municipaux puissent avoir sur la capacité des municipalités à construire un plus grand nombre de logements?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** Croyez-vous qu'on devrait inciter les municipalités à modifier leurs règlements de zonage pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements au sein de leurs collectivités? Pourquoi?
 - Et si ces modifications avaient pour effet de rendre votre quartier plus compacte et plus densément peuplé?
- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto** What else would you like to see from the Government of Canada when it comes to building more homes?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du logement? Quel degré de priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder au logement?
 - Quels sont les plus grands défis en matière de logement?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

Prenons un petit pas de recul et examinons la situation du logement au Canada dans son ensemble...

Nous utiliserons la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez prendre une minute pour repérer la fonction de clavardage et vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** Si vous deviez décrire la situation du logement au Canada en un seul mot, quelle serait-elle? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi [insérer le mot]?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Diriez-vous que le Canada connaît une « crise du logement »? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Selon vous, comment la crise du logement a-t-elle commencé? Quelles sont les principales causes qui en sont à l'origine, selon vous?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** Combien de temps pensez-vous qu'il faudra avant de commencer à voir des progrès en matière de logement? Quelles sont vos attentes quant à la rapidité avec laquelle vous verrez apparaître des changements ou des améliorations?
 - SONDER AU BESOIN : Par exemple, combien de temps faudra-t-il, selon vous, avant de voir des progrès sur des aspects tels que l'offre de logements abordables, les prix du logement, la disponibilité de logements abordables à louer, les prix des loyers?
 - À quoi ressemblerait le progrès pour vous? Quels sont certains signes qui, pour vous, témoigneraient d'une amélioration?
 - Si vous constatiez des progrès tels que vous les avez décrits, comment vous sentiriez-vous?
 - À quoi prêterez-vous attention pour savoir si la situation du logement s'aggrave?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** À qui incombe principalement la responsabilité de trouver les solutions nécessaires pour réaliser des progrès en matière de logement?
 - DEMANDER : Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou votre administration municipale?

J'aimerais une fois de plus utiliser la fonction de clavardage pour notre prochaine question...



- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** En pensant spécifiquement au gouvernement fédéral, j'aimerais qu'au moyen de la fonction de clavardage vous complétiez la phrase suivante : Afin de répondre à la crise du logement, le gouvernement fédéral devrait _____.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANTE ET PARTICIPANT : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez écrit [insérer la réponse]?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** Que pensez-vous de l'idée de construire des maisons et des appartements plus proches les uns des autres dans votre collectivité? Ce concept est souvent appelé « densification ».
 - Quels seraient les impacts de la densification des collectivités? Par exemple, pensez-vous qu'elle aurait un impact sur la situation du logement? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Avez-vous des préoccupations concernant la densification des collectivités?
- **Population générale d'Edmonton, population générale du Québec** Y a-t-il autre chose que vous aimeriez dire au gouvernement du Canada concernant la situation du logement et dont nous n'avons pas encore parlé? Avez-vous d'autres conseils ou commentaires à fournir avant de clore cette section?

Valorisation de l'image de marque du service 9-8-8 [Santé mentale et prévention du suicide]

(30 minutes) Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Montréal, population générale d'Edmonton, population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario, population générale du Québec

Au cours de la discussion qui suivra, nous aborderons notamment la question de la prévention du suicide et de la détresse émotionnelle. Bien que nous ayons essayé de minimiser les risques et les désagréments potentiels, en raison de la nature sensible du sujet, si vous vous sentez mal à l'aise ou gêné de donner votre avis, n'hésitez pas à ne pas répondre aux questions posées ou à vous retirer de la discussion.

Si vous ou une personne de votre entourage traversez une crise et avez besoin de soutien, sachez qu'il existe des ressources en matière de santé mentale que vous pouvez consulter. Notre service d'assistance technique vous fournira certaines de ces ressources dans la fenêtre de clavardage maintenant. Nous enverrons également un courriel à chacun d'entre vous après le groupe de discussion contenant cette liste de ressources ainsi que des numéros de téléphone supplémentaires à composer ou pour envoyer un message texte.

- LE SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIRA UNE LISTE DES RESSOURCES DANS LA FENÊTRE DE CLAVARDAGE
- Parlons suicide Canada : www.parlonssuicide.ca/ OU 1-833-456-4566
- Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être : <https://www.espoirpourlemieuxetre.ca/>
- Obtenir de l'aide : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/services-sante-mentale/sante-mentale-obtenir-aide.html>
- Espace mieux-être Canada : : <https://www.wellnesstogether.ca/fr-ca/>

À propos des ressources en matière de santé mentale...

MONTREZ À L'ÉCRAN : Le gouvernement du Canada travaille actuellement, en collaboration avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro à trois chiffres pour la prévention du suicide et la détresse émotionnelle.

À compter du 30 novembre 2023, tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence, auront accès, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par année, à un service bilingue de prévention du suicide et de soutien en cas de détresse émotionnelle culturellement adapté et tenant compte des traumatismes subis, par téléphone et par message texte. Ce service aura pour nom — 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide.

La ligne téléphonique s'adresse à tout le monde, y compris aux personnes qui cherchent du soutien pour un être cher. Le 9-8-8 sera principalement promu par le CAMH; le gouvernement du Canada fera également la promotion de cette nouvelle initiative, mais dans le contexte plus large de la santé mentale et de la prévention du suicide.

NE PAS MONTRER, LE MODÉRATEUR DOIT LIRE : Nous allons maintenant examiner quatre concepts créatifs différents qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada. Pour chaque concept, nous examinerons des exemples, y compris des messages sur les médias sociaux et une fiche d'information qui pourraient être élaborés en utilisant ce même « look ». Il convient de noter que ce même « look » pourrait également être appliqué à divers autres supports de communication liés à la santé mentale et à la prévention du suicide, tels que des vidéos, des affiches, des bannières Web, etc. Ce « look » serait également un complément aux supports que CAMH utilisera.

Nous voulons que vous vous concentriez sur l'aspect général et non sur le message lui-même. À titre d'exemple, ne vous focalisez pas sur la formulation exacte du message. Nous aimerions que vous vous concentriez sur des éléments tels que les couleurs, les formes, le type de lettrage, etc.

ORDRE DES TESTS :



Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto : 1, 2, 3, 4

Utilisateurs intensifs des médias sociaux de la ville de Montréal : 2, 3, 4, 1

Population générale d'Edmonton : 3, 4, 1, 2

Population de régions rurales du nord-est de l'Ontario : 4, 1, 2, 3

Population générale du Québec : 1, 3, 2, 4

LE MODÉRATEUR MONTRERA CHACUN DES CONCEPTS RESPECTIVEMENT, SUIVI DE LA SÉRIE DE QUESTIONS. 5 MINUTES MAXIMUM PAR CONCEPT.

Examinons le premier concept.

MONTREZ LE CONCEPT 2

- Que ressentez-vous à l'égard de ce concept? Quelles émotions ou humeurs suscite-t-il? Pourquoi?
- Si vous ou une personne de votre entourage vous trouviez en situation difficile sur le plan de la santé mentale, cela vous inciterait-il à appeler?
- Dans l'ensemble, que pensez-vous de l'aspect ou du look de ce concept?
- Quels sont les éléments qui vous plaisent particulièrement? Et quels sont ceux qui vous déplaisent? PRÉCISER AU BESOIN : Les couleurs? Les éléments? Les formes ou les icônes? Le style de lettrage?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Qu'est-ce qui, selon vous, pourrait rendre ce concept plus efficace?

TÊTE À TÊTE

Je vais maintenant vous montrer une plus petite image de chacun des 4 concepts.

- **SONDAGE** : Je vais vous montrer un sondage. J'aimerais que vous choisissiez le concept qui, selon vous, est le plus susceptible d'attirer votre attention de manière positive et de vous donner envie d'en savoir plus sur le 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide et d'utiliser ce service si vous ou quelqu'un que vous connaissez en ressentez le besoin. Veuillez ne sélectionner qu'une seule réponse.

•
LE MODÉRATEUR MONTRE LES RÉSULTATS DU SONDAGE ET LIT À HAUTE VOIX LE NOMBRE/POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT VOTÉ POUR CHAQUE CONCEPT. LE MODÉRATEUR DISCUTE DES POURCENTAGES DES RÉSULTATS ANS L'ORDRE, DU PLUS ÉLEVÉ AU PLUS BAS.

•

PERFORMANCES ET PRIORITÉS (10-60 minutes) Utilisateurs intensifs de médias résidant à Montréal, population générale d'Edmonton, population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario, population générale du Québec, population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, personnes en situation de handicap vivant en Ontario, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
 - Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver Pourquoi dites-vous cela?
 -
- Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. L'opinion que vous avez du gouvernement du Canada a-t-elle changé au cours de la dernière année?
 - Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, Personnes handicapées vivant en Ontario, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
 - Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il en matière d'abordabilité de logement?
 - Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il en matière de changement climatique?
- Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada sur les mesures qu'il prend pour remédier au problème du logement?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

[AFFICHER À L'ÉCRAN]

Le gouvernement du Canada a annoncé les mesures qu'il prend pour contribuer à la construction d'un plus grand nombre de logements. Ces mesures incluent Le Fonds pour accélérer la construction de logements, lequel est un fonds conçu pour réduire les formalités administratives et inciter les municipalités à démarrer plus rapidement la construction de nouveaux logements au Canada. En plus de cela, le gouvernement du Canada a annoncé ce qui suit :

- Introduire une nouvelle loi pour éliminer la TPS (taxe de vente fédérale) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs.
 - Demander aux provinces d'éliminer leur part de la TVH (c.-à-d. les taxes de vente provinciales) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs et de se joindre à l'action du gouvernement fédéral.
 - Exiger des administrations locales qu'elles mettent fin au zonage d'exclusion et encouragent la construction de logements à proximité des transports en commun afin de recevoir un financement grâce au Fonds pour accélérer la construction de logements.
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Quelles sont vos réactions à ces mesures?
 - **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Pensez-vous que la suppression des taxes de vente fédérale et provinciale sur la construction de nouveaux immeubles résidentiels accélérera la construction de logements? Pourquoi ou pourquoi pas?

Passons maintenant à un autre sujet...

- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Quels sont, selon vous, les principaux enjeux auxquels les Canadiens d'origine sud-asiatique sont confrontés et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - **SI SUR LA MAUVAISE VOIE** : Que doit faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Qu'en est-il des relations internationales? Est-ce un enjeu que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** En ce qui concerne les relations internationales, diriez-vous le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Et finalement, qu'en est-il de la sécurité du public? Est-ce un enjeu que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité? Pourquoi ou pourquoi pas?

- En ce qui concerne la sécurité du public, diriez-vous le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dîtes-vous cela?
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Qu'avez-vous entendu, lu ou vu récemment au sujet du système canadien de mise en liberté?

SHOW ON SCREEN

Le cautionnement désigne la mise en liberté d'une personne accusée d'une infraction criminelle en attendant son procès. Comme vous le savez probablement, les personnes qui attendent d'être jugées sont présumées innocentes (c'est-à-dire innocentes tant qu'elles ne sont pas déclarées coupables).

Une personne peut être libérée avec ou sans conditions à respecter pendant sa libération. Ce ne sont pas toutes les personnes accusées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

Comme vous le savez peut-être, en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les personnes accusées ont le droit à la mise en liberté sous caution, à moins qu'il n'existe un motif valable de les maintenir en détention, tel qu'un risque de fuite ou un risque pour la sécurité du public, et qu'il n'y a pas d'autres moyens d'y remédier.

Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant à réformer le système de cautionnement qui, s'il était adopté, compliquerait la mise en liberté de personnes attendant leur procès et ayant **précédemment** été reconnues coupables de certains types de crimes violents.

- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Quelle est votre réaction à cette idée?
 - Y êtes-vous favorable, opposé ou incertain?
 - Auriez-vous des préoccupations si le gouvernement du Canada allait de l'avant avec ce type de réforme? DEMANDER : Cela vous semble-t-il juste?
 - Pensez-vous que cela aurait un impact sur la criminalité au Canada? Et dans votre communauté?
- **Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver** Pouvez-vous penser à d'autres choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour prévenir la criminalité?
 - DEMANDER : Devrait-il offrir plus de services en santé mentale? De services de traitement en toxicomanie? Des logements?
 - Ces initiatives auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?

- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Dans quelle mesure, le cas échéant, êtes-vous préoccupé(e) par le changement climatique? Pourquoi dîtes-vous cela?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
 - Le changement climatique a-t-il des impacts sur des éléments comme l'agriculture, la faune et la flore et entraîne-t-il des conditions météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - SI OUI : Quels sont les impacts?
 - SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Croyez-vous qu'il existe un lien entre le changement climatique et la fréquence et la gravité des feux de forêt au Canada?
 - SI OUI : Comment sont-ils liés?
 - SI NON : Pourquoi dites-vous cela?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les effets potentiels du changement climatique sur votre collectivité?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Avez-vous constaté de quelconques effets du changement climatique au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous constaté?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Dans quelle mesure votre collectivité est-elle préparée à faire face à ces potentiels impacts du changement climatique?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Au cours des douze derniers mois, est-ce vous ou un membre de votre famille avez pris de quelconques mesures pour préparer les membres de votre ménage aux éventuels impacts du changement climatique?
- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Au cours des prochaines décennies, prévoyez-vous que votre collectivité sera davantage menacée en raison du changement climatique?

J'aimerais maintenant parler plus particulièrement des feux de forêt...

- **Population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt en Colombie-Britannique?
 - Comment qualifieriez-vous la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt? Diriez-vous que sa réponse est sur la bonne voie ou la mauvaise voie?
 - Pourquoi dites-vous cela?

MÉDIAS D'INFORMATION (25 minutes) Utilisateurs intensifs de médias d'information résidant à Montréal

J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur les médias d'information de manière plus générale, et pas seulement sur les nouvelles liées au gouvernement du Canada...

- Quelles sont vos impressions sur la façon dont l'industrie des médias a changé au cours de la dernière décennie?
 - Les Canadiennes et Canadiens ont-ils plus de moyens, moins de moyens ou à peu près le même nombre de moyens d'accéder aux informations?
 - Diriez-vous que la couverture de l'actualité concernant les événements de votre communauté locale est très variée?
 - Diriez-vous qu'il y a plus, moins ou à peu près le même nombre d'organes d'information aujourd'hui qu'il y a dix ans? ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Les médias comprennent des publications ou des programmes de diffusion qui fournissent des informations par le biais de différents canaux.
 - Y a-t-il, à votre connaissance, plus d'emplois, moins d'emplois ou à peu près le même nombre d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y a dix ans?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Entre 2008 et 2020, les recettes totales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 médias ont fermé leurs portes dans 335 communautés à travers le Canada. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.

- À votre connaissance, qu'est-ce qui explique ces tendances dans l'industrie des médias?
- Dans quelle mesure, le cas échéant, cela vous préoccupe-t-il? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Quels impacts la diminution du nombre de médias locaux pourrait-elle avoir au Canada? Cela vous concernerait-il personnellement?

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des communautés rurales, éloignées, autochtones ou des communautés linguistiques en situation minoritaire?
 - Qu'est-ce qui devrait être fait, s'il y a lieu, pour remédier à ce problème?
- Dans quelle mesure le gouvernement du Canada devrait-il accorder la priorité au soutien de l'industrie des médias? Quel rôle devrait-il jouer?
 - SI CE N'EST PAS PRÉALABLEMENT MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du gouvernement du Canada, des médias et des grandes plateformes numériques?
 - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?
- ÉCLAIRCISSEMENTS : Récemment, le gouvernement du Canada a adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une compensation équitable aux médias.
-
- Que vous en ayez eu connaissance ou non avant aujourd'hui, que pensez-vous de cette situation?
 - Tout compte fait, diriez-vous que vous êtes plutôt pour ou plutôt contre cette loi?
 - Quels impacts pourrait avoir cette loi?
 - Pensez-vous qu'elle puisse contribuer à résoudre les enjeux de l'industrie des médias dont nous discutons? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Est-ce que quelqu'un a des questions ou des préoccupations au sujet de cette loi?
-

RECOURS AUX MÉDIAS SOCIAUX (25 minutes) Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Montréal

Lorsque nous vous avons demandé de venir nous parler aujourd'hui, vous avez tous indiqué être des utilisateurs intensifs des médias sociaux...

- Quelles sont les plateformes de médias sociaux auxquelles vous recourez le plus souvent? À quelle fréquence recourez-vous aux médias sociaux au cours d'une journée normale?
- Pourquoi recourez-vous à la plateforme de médias sociaux que vous avez mentionnée? Quels sont les aspects ou les caractéristiques de la plateforme qui vous attirent le plus?

- Dans quelle mesure les médias sociaux sont-ils une source d'information importante pour vous? Y a-t-il des sujets ou des types d'informations spécifiques pour lesquels vous comptez sur les médias sociaux?
- Quel est le type de contenu qui vous intéresse le plus? Pouvez-vous donner des exemples?
 - Pourquoi est-ce que ce type de contenu vous interpelle le plus?
- Êtes-vous abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada, ou à tout autre compte connexe? Si oui, sur quelles plateformes?
 - SI ABONNÉ(E) : Pourquoi êtes-vous abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada, ou à des comptes connexes?
 - SI PAS ABONNÉ(E) : Pourquoi n'êtes-vous pas abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada ou à des comptes connexes?
- Que vous soyez ou non abonné(e) à des comptes du gouvernement du Canada, vous souvenez-vous d'avoir déjà vu du contenu provenant du gouvernement du Canada? De quoi vous souvenez-vous?
- Avez-vous déjà interagi avec des contenus du gouvernement du Canada?
 - Que vous l'ayez fait ou non, avec quels types de contenus du gouvernement du Canada seriez-vous susceptible d'interagir?
- Quels conseils donneriez-vous au gouvernement du Canada, ou aux comptes de médias sociaux associés, pour la création de contenus destinés aux médias sociaux?
 - Selon vous, y a-t-il des plateformes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait être plus présent?
 - Y a-t-il des thématiques, des formats ou des approches particuliers qui, selon vous, seraient plus efficaces pour attirer l'attention et susciter la participation des utilisateurs de médias sociaux?

TARIFICATION DU CARBONE (30 minutes) Population générale de régions rurales du nord-est de l'Ontario

- Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada?
- À votre connaissance, existe-t-il actuellement une tarification du carbone en Ontario?
- Avez-vous entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés remises de la tarification de la pollution?
 - Qu'avez-vous entendu dire à ce sujet?

- À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?

-

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela?
 - Êtes-vous en faveur de la tarification sur la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

-

- **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

-

- À partir de 2019, Ontario a commencé à utiliser le système de tarification fédéral. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans laquelle ou dans lequel ils ont été perçus. Environ 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Les paiements seront versés trimestriellement (c'est-à-dire tous les trois mois), et une famille de 4 personnes recevra 248 dollars par trimestre.

-

Ce système a pour but d'encourager les gens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en utilisant d'autres modes de transport, en passant d'une fournaise au gaz naturel à une pompe à chaleur électrique), plus il économisera, car il n'aura pas à payer la redevance sur les combustibles. En outre, la plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

-

- Dans l'ensemble, cette approche de la tarification de la pollution est-elle sensée? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Avez-vous des questions sur son fonctionnement? Quelles sont-elles?
 - Ce système vous semble-t-il juste? Vous semble-t-il abordable?

-

Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l'incitation à l'action climatique comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

- Cette approche de la tarification de la pollution est-elle équitable à l'égard des Canadiens vivant dans des collectivités rurales et de petite taille? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Croyez-vous qu'un prix sur la pollution par le carbone décourage les gens de polluer? Pourquoi/pourquoi pas? Vous découragera-t-il personnellement de polluer?
 - Quels autres effets, le cas échéant, un prix sur la pollution pourrait-il avoir sur les Canadiens?
 - À court terme, pensez-vous que les coûts d'une tarification de la pollution par le carbone sont plus importants que les coûts du changement climatique pour les collectivités? Pourquoi?
 - Et à long terme?

MESURES VISANT À RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE (30-50 minutes) Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers et de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.

- À votre avis, quelle devrait être la priorité absolue du gouvernement du Canada?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, Ouvriers de corps de métiers et de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Qu'en est-il de l'abordabilité du logement?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de rendre les produits d'épicerie plus abordables?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de soutenir les petites entreprises?
- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Qu'avez-vous vu, lu ou entendu concernant ce que fait le gouvernement du Canada pour s'attaquer à la situation du logement?

[Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans au coût de la vie ou pour venir en aide aux propriétaires de petites entreprises]?

- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Le gouvernement du Canada a annoncé les mesures qu'il prendra pour favoriser la construction de plus de logements, [Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans stabiliser la hausse des prix des produits d'épicerie et venir en aide aux petites entreprises].

Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans Commençons par les plus récentes mesures du gouvernement fédéral en matière de logement...

Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. — [AFFICHER À L'ÉCRAN]

Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds conçu pour encourager l'allégement des formalités administratives et inciter les municipalités à accélérer la construction de nouveaux logements dans l'ensemble du Canada. En plus de cela, le gouvernement du Canada a annoncé ce qui suit :

- Introduire une nouvelle loi pour éliminer la TPS (taxe de vente fédérale) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs.
 - Demander aux provinces d'éliminer leur part de la TVH (c.-à-d. les taxes de vente provinciales) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs et de se joindre à l'action du gouvernement fédéral.
 - Exiger des administrations locales qu'elles mettent fin au zonage d'exclusion et encouragent la construction de logements à proximité des transports en commun afin de recevoir un financement grâce au Fonds pour accélérer la construction de logements.
- Quelles sont vos réactions à ces mesures?

- Pensez-vous que l'élimination des taxes de vente fédérales et provinciales sur la construction de nouveaux immeubles d'appartements accélérera la construction de logements? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec — Quel impact pensez-vous que ces mesures auront sur le secteur de la construction dans son ensemble?
 - Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec — Pensez-vous que ces politiques se traduiront par un plus grand nombre d'emplois dans le secteur de la construction? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans Croyez-vous que les provinces éliminent les taxes de vente provinciales, comme le demande le gouvernement fédéral? Pourquoi dites-vous cela?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans Les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador ont indiqué qu'ils soutenaient l'abolition des taxes de vente fédérales et provinciales et qu'ils collaboreraient avec le gouvernement fédéral pour faire en sorte que la part de la TVH qui revient à leur province soit également abolie dans leurs provinces respectives.
 - Croyez-vous que d'autres provinces aboliront leurs taxes de vente provinciales?
- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Est-ce que quelqu'un a déjà entendu le terme « zonage d'exclusion »?
 - SI OUI : Pouvez-vous l'expliquer brièvement?

ÉCLAIRCISSEMENT : On parle de zonage d'exclusion lorsque les administrations locales limitent les endroits où certains types de logements peuvent être construits, en privilégiant souvent les maisons individuelles.

- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada demande au gouvernement du Québec de travailler avec les administrations locales pour mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour le logement?
- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du

Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Quel impact, le cas échéant, pensez-vous que cela pourrait avoir dans la région où vous habitez?

- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Et compte tenu des mesures que je vous ai montrées, diriez-vous qu'elles mettent le gouvernement du Canada sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de logement? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Le fait que le gouvernement du Canada prenne ces mesures change-t-il votre perception de sa gestion de la question du logement? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Avez-vous des questions au sujet de ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair?
 - Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B. Y a-t-il quelque chose qu'on vous a présenté aujourd'hui que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?
- Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans Examinons maintenant les mesures les plus récentes prises par le gouvernement fédéral pour faire face aux prix élevés des produits d'épicerie...

Population générale de la Nouvelle-Écosse, membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans - [AFFICHER À L'ÉCRAN]

Le gouvernement du Canada s'emploie à stabiliser la hausse des prix des produits d'épicerie par les moyens suivants :

- En convoquant une réunion avec les dirigeants des principales chaînes d'épicerie canadiennes afin de discuter des moyens de stabiliser le prix des aliments. Le gouvernement du Canada passe également en revue les autres outils dont il dispose pour stabiliser les prix des produits d'épicerie, dont la possibilité d'instaurer une nouvelle taxes sur les recettes des

grands épiciers;

- En proposant de modifier la *Loi sur la concurrence* afin de conférer au Bureau de la concurrence le pouvoir :
 - d’obliger les entreprises à échanger des renseignements essentiels avec le Bureau de la concurrence afin de l’aider à effectuer l’examen de leur secteur d’activité, au lieu de compter sur elles pour le faire sur une base volontaire;
 - de supprimer une règle autorisant actuellement les fusions d’entreprises à condition qu’elles permettent de réaliser d’importantes économies, même si elles affaiblissent la concurrence, entraînent des pertes d’emplois ou limitent le choix des consommateurs;
 - de prendre des mesures contre les collaborations ayant pour effet d’étouffer la concurrence et de restreindre le choix des consommateurs, en particulier dans les cas où de grands épiciers empêchent des concurrents plus modestes de s’installer dans leur voisinage.
- Quelles sont vos réactions à ces mesures? Que pensez-vous de cette approche?
- Ces mesures contribueront-elles, selon, vous à rendre la vie des Canadiens plus abordable? Pourquoi? Pourquoi pas?
- Le fait que le gouvernement du Canada prenne ces mesures change-t-il votre perception de sa gestion de la question de l’abordabilité? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Avez-vous des questions au sujet de ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui n’est pas clair?

Examinons maintenant les plus récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux petites entreprises.

Le programme Compte d’urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) a accordé des prêts sans intérêt et partiellement remboursables d’un montant maximal de 60 000 dollars à des petites entreprises et à des organismes à but non lucratif pour les aider à assumer leurs frais d’exploitation pendant la pandémie.

Le gouvernement du Canada a annoncé qu’il reportait la date limite de remboursement des prêts accordés au titre du programme CUEC en prolongeant d’une année le délai de remboursement des prêts à terme.

- Est-ce que vous ou quelqu'un que vous connaissez avez bénéficié d'aides d'urgence destinées aux entreprises pendant la pandémie?
- À votre avis, combien de personnes ont recouru à des aides d'urgence destinées aux entreprises en contractant, par exemple, un prêt d'urgence auprès du gouvernement du Canada.
- Quel impact aura, le cas échéant, la prolongation d'un an du délai de remboursement des prêts?
- Avez-vous des questions au sujet de cette mesure? Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair?

Nous utiliserons encore la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

En repensant à toutes les mesures concernant le logement, le prix des produits d'épicerie ainsi que les petites entreprises dont nous avons discuté aujourd'hui...

- Si on vous demandait de décrire cet ensemble de mesures en un seul mot, quel mot choisiriez-vous? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi [insérer le mot]?
- Croyez-vous que ces mesures aient un impact majeur, mineur ou qu'elles n'aient aucun impact sur les Canadiens de classe moyenne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela? LE MODÉRATEUR SONDERA LES PARTICIPANTS (IMPACTS POSITIFS PAR RAPPORT À IMPACTS NÉGATIFS).
- Laquelle de ces mesures, le cas échéant, est la plus importante à vos yeux?
- Y a-t-il quelque chose qu'on vous a présenté aujourd'hui que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?

LITTÉRATIE CLIMATIQUE – Évaluation de messages publicitaires (30 minutes) Population générale de la Nouvelle-Écosse, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec

Nous allons maintenant examiner deux publicités potentielles que le gouvernement du Canada est actuellement en train de mettre au point. Ces publicités pourraient être diffusées sur des médias

numériques tels que YouTube, des sites d'actualités et d'autres sites Web, ainsi qu'à la télévision, au cinéma et dans d'autres médias extérieurs (c.-à-d., panneaux-réclames, transports en commun, etc.).

Pour chacune d'entre elles, je ne dispose que de textes. Je vais donc vous lire ce que vous entendriez lors de la diffusion de chaque publicité. Vous devrez imaginer les images qui accompagneraient chaque message. Je vous le lirai deux fois, puis nous discuterons de ce que vous en pensez. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir de ce qui vous a plu et déplu de la publicité.

PUBLICITÉ n° 1

LE MODÉRATEUR DEVRA LIRE LE TEXTE DEUX FOIS

Vous savez qui met la barre plus haut dans la lutte contre la crise climatique?
Julie, qui a remplacé ses outils à essence brisés par des versions électriques
Omar, qui a fait installer des panneaux solaires avec l'aide d'une subvention gouvernementale.
Cindy et Ming, qui financent leur nouvelle thermopompe grâce à des incitatifs gouvernementaux Et
Charles, qui prend maintenant le bus pour aller au travail deux fois par semaine.

Tous ensemble, mettons la barre plus haut. Découvrez comment à canada.ca/ActionClimat
Un message du gouvernement du Canada

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité?
- Quel est le message principal selon vous?
 - Le message est-il facile à comprendre?
 - S'agit-il d'un message approprié de la part du gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Cette publicité vous parle-t-elle? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Cette publicité vous incite-t-elle à agir?
 - SI OUI : Que feriez-vous?
- Avez-vous d'autres idées de ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace?

PUBLICITÉ n° 2

LE MODÉRATEUR DEVRA LIRE LE TEXTE UNE FOIS ET PRENDRE NOTE DE CE QUI SUIT : Dans la version définitive de la publicité, les noms des programmes (Le Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification, le Programme des réseaux intelligents et la Tarification de la pollution par le carbone) apparaîtront à l'écran et ne seront pas lus par le narrateur ou la narratrice. Je vais relire le texte une dernière fois, mais je vous demande de bien vouloir garder cela à l'esprit.

La crise climatique est là et plus urgente que jamais. Nous agissons pour relever ce défi mondial. Nous proposons de réglementer les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité — Le Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification; Nous investissons pour rendre les réseaux électriques du Canada plus écoénergétique — Le Programme des réseaux intelligents; et nous incitons les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour nous aider à aller vers un avenir plus propre — Tarification de la pollution par le carbone.

Pour en savoir plus sur les mesures que nous prenons, consultez le site canada.ca/ActionClimat
Un message du gouvernement du Canada

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité?
- Quel est le message principal selon vous?
 - Le message est-il facile à comprendre?
 - S'agit-il d'un message approprié de la part du gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Cette publicité vous parle-t-elle? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Cette publicité vous incite-t-elle à agir?
 - SI OUI : Que feriez-vous?
- Avez-vous d'autres idées de ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace?

DISCUSSION RÉCAPITULATIVE

- Les deux publicités seront diffusées en même temps. Cela vous semble-t-il logique — autrement dit, voyez-vous un lien entre les deux publicités? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- DEMANDER AU BESOIN : Lorsque vous examinez les deux publicités ensemble, en voyez-vous une qui met l'accent sur ce que les individus peuvent faire et l'autre qui met l'accent sur ce que le gouvernement du Canada fait?
- SI NÉCESSAIRE : Lorsque vous tenez compte de l'ensemble des deux publicités, y voyez-vous un message plus large selon lequel la responsabilité d'agir appartient à tout un chacun?

EMPLOI (30-35 minutes) Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec

- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** De manière générale, comment décririez-vous la gestion de l'économie par le gouvernement du Canada? Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** Lorsque nous vous avons invité(e) à participer à ce groupe de discussion, vous avez tous indiqué faire partie de la population active. Alors en tant que membres de la population active, Quels sont, selon vous, les enjeux économiques les plus importants?
 -
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** Estimez-vous que votre salaire augmente au même rythme que le coût de la vie et l'inflation? Pourquoi ou pourquoi pas?
 -
- Je sais que cela peut sembler loin, mais je me demande quelles sont vos réflexions au sujet de la retraite. Est-ce une chose à laquelle vous pensez beaucoup, un peu, ou pas du tout? Pourquoi?
 - Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e), le cas échéant, par votre capacité à prendre votre retraite? Qu'est-ce qui vous préoccupe en particulier?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : À titre d'exemple, êtes-vous préoccupé(e) par vos finances, votre santé, etc.
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** À MAIN LEVÉE : Qui, parmi vous, a entendu parler du Régime de pensions du Canada (RPC)?
 -

CLARIFIER AU BESOIN : Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des

cotisations, et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

-
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** Que pensez-vous du RPC?
 - Vaut-il la peine de cotiser une partie de vos revenus aujourd'hui pour bénéficier d'une aide plus tard dans la vie?
- Les participants ont ensuite été informés qu'à partir de 2019, le RPC serait progressivement bonifié, ce qui signifiait que les travailleurs devraient aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année, mais qu'ils bénéficieraient de prestations plus élevées au moment de leur départ à la retraite.
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans** Que pensez-vous de ce changement?
 - Avez-vous des préoccupations? Quelles sont-elles?
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec** Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi pour quelqu'un qui travaille dans les métiers? Est-elle bonne, mauvaise ou entre les deux? Pourquoi [dites-vous cela]?
 - **Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec** Dans quelle mesure a-t-il été facile de vous trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse?
 - **Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec** Avez-vous été confrontée à des difficultés ou à des obstacles lorsque vous cherchiez un emploi ou pendant que vous travailliez?
 - Existe-t-il suffisamment de possibilités d'emploi dans votre région?
 - **Ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec** Existe-t-il des pénuries de main-d'œuvre dans votre région?
 - SI OUI : Quels sont les impacts des pénuries de main-d'œuvre dans votre région?
- **Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, Grands centres du Québec Travailleurs de métiers/de la construction** En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Dans cinq à dix ans... ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec [à quoi pourrait ressembler, selon vous, le marché de l'emploi au Canada?]
 - Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Quelles sont les industries qui, selon vous, connaîtront la plus forte croissance?
 - Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Quelles sont les compétences qui, selon vous, seront les plus recherchées?
 - Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Dans quelle mesure avez-vous confiance, le cas échéant, dans le fait que vous aurez un bon emploi dans cette économie de l'avenir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de s'assurer que les travailleuses et les travailleurs obtiennent les formations axées sur les compétences nécessaires au maintien de leur compétitivité?

- Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada?

- Membres de la population active de la Saskatchewan âgés de 25 à 44 ans, ouvriers de corps de métiers ou de la construction de grands centres du Québec Avez-vous connaissance de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à créer des emplois, à fournir des formations axées sur des compétences ou pour soutenir les travailleurs?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider?

VALORISATION DE L'IMAGE DE MARQUE DE PACIFICAN (15 minutes) Membres de la diaspora sud-asiatique du district régional du Grand Vancouver, population générale du Secteur de l'intérieur de la C.-B.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des soutiens apportés par le gouvernement du Canada aux petites entreprises et aux collectivités de la Colombie-Britannique?

- SI OUI : Qu'avez vu entendu?
- Quelqu'un parmi vous a-t-il entendu parler de l'agence de développement économique du gouvernement du Canada consacrée à la C.-B.?
 - SI OUI : Qu'avez vu entendu?
 - Connaissez-vous le nom de cette agence?

Je vais vous montrer quelque chose à l'écran...

MONTRER LE FILIGRANE DE PACIFICAN À L'ÉCRAN

PacifiCan

- Avez-vous déjà vu ce logo?
 - SI OUI : Où l'avez-vous vu?
- DEMANDER A TOUS : Quelqu'un parmi vous a-t-il entendu parler de PacifiCan?
 - SI OUI : Pouvez-vous nous expliquer brièvement de quoi il s'agit?
 - SI NON : PacifiCan est le diminutif de Développement économique Canada pour le Pacifique. Cela vous rappelle-t-il quelque chose?

PRESTATIONS D'INVALIDITÉ (75 minutes) Personnes en situation de handicap vivant en Ontario

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet...

Lorsque nous vous avons invité(e) à participer à ce groupe de discussion, vous avez tous indiqué que vous étiez des personnes vivant avec un handicap.

- Si vous vous sentez à l'aise de nous en parler, comment définiriez-vous ce que cela signifie que d'être une personne handicapée?
- Avez-vous connaissance de programmes et de services offerts par le gouvernement du Canada qui sont destinés à venir en aide aux personnes handicapées? Qu'en pensez-vous?
 - SI OUI : De votre point de vue, dans quelle mesure les mesures de soutien actuelles du gouvernement destinées aux Canadiens vivant avec un handicap sont-elles efficaces?
 - Croyez-vous que les personnes vivant avec un handicap reçoivent suffisamment d'aide, pas assez d'aide ou trop d'aide de la part du gouvernement fédéral? Pourquoi dites-vous

cela?

- Quels sont certains des principaux problèmes auxquels sont confrontés les Canadiennes et les Canadiens vivant avec un handicap?
- Quel rôle, le cas échéant, le gouvernement du Canada devrait-il jouer pour remédier à ces problèmes?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour garantir que les personnes handicapées disposent d'un revenu de base leur permettant de répondre à leurs besoins essentiels? Pourquoi ou pourquoi pas? ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Les besoins de base peuvent comprendre le loyer, les factures et la nourriture.
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour faire en sorte que les personnes handicapées puissent trouver et conserver un bon emploi? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour assurer la pleine intégration sociale et économique des personnes handicapées? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Qu'est-ce qu'il devrait faire?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Selon la dernière Enquête canadienne sur l'incapacité de 2017, près de 23 % des personnes handicapées et en âge de travailler vivent dans la pauvreté, contre environ 9 % pour les personnes n'ayant aucune incapacité.

- Que pensez-vous de cette réalité?
- Selon vous, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les personnes handicapées sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Le gouvernement du Canada a adopté une loi visant à créer une nouvelle Prestation canadienne d'invalidité, qui permettra le versement d'une prestation mensuelle directe aux Canadiennes et Canadiens à faible revenu, en âge de travailler et handicapés.

- Que pensez-vous de cette information?
- Connaissez-vous la Prestation canadienne d'invalidité avant aujourd'hui?
- Êtes-vous pour ou contre cette initiative, ou êtes-vous plutôt « neutre »? Pourquoi?

- Avez-vous des questions concernant la Prestation canadienne d'invalidité? Si oui, quelles sont-elles?
- Quels impacts pourrait avoir une telle prestation?
- À quelles personnes au sein de l'ensemble de la communauté des personnes handicapées cette prestation devrait-elle s'adresser?
- Aurait-elle un impact sur vous personnellement? En aurait-elle un sur vos amis ou sur votre famille?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Quels impacts pourrait avoir cette prestation dans la réduction de la pauvreté chez les personnes handicapées?
 - Dans quelle mesure avez-vous confiance que cette prestation réduira la pauvreté chez les personnes handicapées? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Dans quelle mesure la réduction de la pauvreté chez les personnes handicapées devrait-elle être une priorité pour le gouvernement du Canada, le cas échéant? Pourquoi ou pourquoi pas?
- De quelle façon la Prestation canadienne d'invalidité pourrait-elle contribuer à promouvoir l'égalité et l'inclusion en faveur des personnes handicapées?
- Pensez-vous que la Prestation canadienne d'invalidité pourrait avoir un impact sur l'économie? Cet impact serait-il positif ou négatif?
- De tous les impacts dont nous avons discuté, quel est celui que vous considérez comme le plus important? Pourquoi?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.



- **Personnes de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, Utilisateurs intensifs de médias résidant à Montréal** Le modérateur ou la modératrice rappellera aux participants que nous leur enverrons un courriel de suivi contenant une liste de ressources en santé mentale.

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE SEPTEMBER 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **GTA Middle Class, City of Montreal Heavy Social Media Users, Edmonton General Population, Rural Northeastern Ontario General Population, Quebec General Population** Moderator to also note that the topic of suicide will be a topic of discussion in the latter part of the agenda. Remind participants that their participation is voluntary, and they should feel free to step back from the conversation if they feel uncomfortable. Moderator will remind participants again when we reach that point in the discussion.
- **GVA South Asian Diaspora, BC Interior General Population** Are any of you small business owners (SHOW OF HANDS)?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS [/NEWS CONSUMPTION] (5-15 minutes)

- **GTA Middle Class, City of Montreal Heavy Social Media Users, Edmonton General Population, Rural Northeastern Ontario General Population, Quebec General Population, Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Ontario Persons Living with Disabilities, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **GTA Middle Class, BC Interior General Population** What are your reactions to this news?
 - **Edmonton General Population, Quebec General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Ontario Persons Living with Disabilities** Where did you hear, read, or see this information?
- **Nova Scotia General Population** Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's response to Hurricane Lee?
 - Are they doing anything to help the affected provinces?

- **Nova Scotia General Population** What about the Government of Canada’s response to natural disasters more broadly – have you seen, read, or heard anything about what the federal government has done?
 - Do you think the federal government is on the right or wrong track when it comes to responding to natural disasters?
- **City of Montreal Heavy Social Media Users** How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?
- **City of Montreal Heavy Social Media Users, GVA South Asian Diaspora** What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family?)
 - **City of Montreal Heavy Social Media Users** Are there any sources that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
 - **City of Montreal Heavy Social Media Users** IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news?
 - **City of Montreal Heavy Social Media Users** Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why? Which do you find more/less credible?
 - **GVA South Asian Diaspora** Do you ever seek out news in a language other than English?
 - **GVA South Asian Diaspora** Are there any sources you turn to that specialize in news for South Asian audiences?
 - **GVA South Asian Diaspora** IF YES: What are they?
 - **GVA South Asian Diaspora** IF YES: How often do you turn to these sources?
 - **GVA South Asian Diaspora** Are there some news sources you trust more than others? Why do you say that?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS/INDO-PACIFIC ENGAGEMENT (20 minutes) **GVA South Asian Diaspora**

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to Canada’s relationship with India?
 - What are your reactions to this news?
 - Where did you see, read, or hear this news?
 - How would you describe the state of the relationship between Canada and India?
- Have you read, heard or seen anything else about Canada’s engagement with South Asian nations more broadly?

MIDDLE CLASS ISSUES (15 minutes) GTA Middle Class

- What are some of the issues facing middle-class Canadians today?
- Have you heard, read, or seen anything about what the Government of Canada has done lately to help the middle class? If so, what was it?
- When it comes to supporting Canada's middle class, would you say the Government of Canada is on the right track or the wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What could the Government of Canada do to get on the right track?

COMMUNITY CHALLENGES (15 minutes) GTA Middle Class, Rural Northeastern Ontario General Population

Now I'd like to focus on your local community...

- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: *For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?*

HOUSING (35-40 minutes) GTA Middle Class, Edmonton General Population

- **GTA Middle Class** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's policies on housing?
- **GTA Middle Class** What are the biggest challenges in housing that the Government of Canada should be addressing? Why should these challenges be prioritized?
 - IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
- **GTA Middle Class** Who is best equipped to deal with these issues? Why? PROMPT FOR: The federal government, the provincial government, or your municipal government?

Shifting over to building more homes ...

- **GTA Middle Class** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada is doing or planning to do to encourage the construction of more homes?
- **GTA Middle Class** What have you seen, read, or heard about the Housing Accelerator Fund?

CLARIFY: The Housing Accelerator Fund is a \$4 billion fund that gives money to municipal governments to encourage them to take steps to increase local housing supply.

- What are your reactions to this?
- What impact do you think a fund like this will have?
- Would you support or oppose an increase to the housing supply in your area?
- **GTA Middle Class** Should there be consequences for municipalities that don't prioritize building enough homes? Why?
 - If YES: What consequences do you think would be appropriate?
- **GTA Middle Class** Do you have any concerns about building more homes in your community faster?
 - If YES: What are they?
- **GTA Middle Class** Who here is familiar with municipal zoning?

CLARIFY: A municipal zoning bylaw controls the use of land in your community. It is set by municipal governments and states exactly how land may be used, where buildings and other structures can be located, the types of buildings that are permitted, and how they may be used.

- **GTA Middle Class** What impacts, if any, do you think municipal zoning bylaws could have on building more homes?
- **GTA Middle Class** Do you think municipalities should be encouraged to make zoning changes to allow for more homes in their communities? Why?
 - What if these changes meant your neighbourhood would be more compact and populated?
- **GTA Middle Class** What else would you like to see from the Government of Canada when it comes to building more homes?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?

- IF NOT MENTIONED: What about housing? How big of a priority should housing be for the Government of Canada?
 - What are the biggest challenges or issues when it comes to housing?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** Have you seen, read, or heard about recent work the Government of Canada is doing on housing?
 - IF YES: What have you heard?

Let's take a little bit of a step back and take a look at the state of housing in Canada overall...

We're going to use the chat function for the next question. Please take a minute now to locate the chat function and ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

- **Edmonton General Population, Quebec General Population** If you had to describe the state of housing in Canada using a single word, what would that word be? Please write your answer in the chat.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose [insert word]?
 - IF NOT MENTIONED: Would you say Canada is in a 'housing crisis?' Why or why not?
 - IF YES: In your opinion, how did the housing crisis begin? What do you see as the main causes behind it?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** How long do you expect it will take to start seeing some progress on housing? How quickly do you expect to see change or improvement?
 - PROBE AS NECESSARY: For example, how soon do you think we'll see progress on things like the supply of affordable homes, housing prices, availability of affordable places to rent, rental prices?
 - What would that progress look like to you? What are some things you'll be looking for that would show improvement?
 - If you did see some progress, as you've described it, how would it make you feel?
 - What are some things you'll be looking for to see if the housing situation is getting worse?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** Who is most responsible for finding the solutions needed to make progress on housing?
 - PROMPT FOR: The federal government, the provincial government, municipal government

I'd like to use the chat function again for our next question ...

- **Edmonton General Population, Quebec General Population** Thinking of the federal government specifically, I'd like you to use the chat to complete this sentence: In order to address the housing crisis, the federal government should _____
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you wrote [insert answer]?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** How do you feel about the idea of building houses and apartments closer together in your community? This concept is often called 'densification'.
 - What impacts would densifying communities have? For example, do you feel it would have an impact on the housing situation? Why or why not?
 - Do you have any concerns about densifying communities?
- **Edmonton General Population, Quebec General Population** Is there anything else you would like to share about the housing situation with the Government of Canada that we haven't discussed? Do you have any other advice or feedback related to housing?

9-8-8 BRANDING (30-45 minutes) **GTA Middle Class, City of Montreal Heavy Social Media Users, Edmonton General Population, Rural Northeastern Ontario General Population, Quebec General Population**

During the following discussion, one of the topics we will address is suicide prevention and emotional distress. While we have tried to minimize any potential risks and discomfort, due to the sensitive nature of the topic, if at any time you feel uncomfortable or uneasy giving your opinion, please feel free not to answer any of the questions asked or step away.

If you or someone you know is going through a crisis and needs support, please know that there are mental health resources you can consult. Our tech support will provide you with some of these resources in the chat now. We will also send an email to each one of you after the group with this list of resources as well as additional numbers that you can call or text.

TECH SUPPORT TO PROVIDE LIST OF RESOURCES IN CHAT

- Talk Suicide Canada: www.talksuicide.ca OR 1-833-456-4566
- The Hope for Wellness Helpline: <https://www.hopeforwellness.ca/>
- Get Help Here: <https://www.canada.ca/mental-health>
- Wellness Together Canada: <https://www.wellnesstogether.ca/en-CA>

On the topic of mental health resources ...

SHOW ON SCREEN: The Government of Canada is currently working with the Centre for Addiction and Mental Health (CAMH) on the implementation of 9-8-8, a three-digit number for suicide prevention and emotional distress.

Starting November 30, 2023, people in Canada, regardless of where they live, will have access to 24/7/365, bilingual, trauma-informed, and culturally appropriate suicide prevention and emotional distress support through phone and text. This service will be called: 9-8-8: Ligne d'aide en cas de crise de suicide.

The phonenumber is for anyone, including those who are seeking support for a loved one.

9-8-8 will mostly be promoted by CAMH; the Government of Canada will also be promoting this new initiative, but it will be in the larger context of mental health and suicide prevention.

DO NOT SHOW, MODERATOR TO READ: We are now going to review 4 different creative concepts that could be used by the Government of Canada. For each concept, we'll look at examples, including social media posts and a fact sheet that could be crafted using this same "look". Note that this same "look" could also be applied to various other communication materials related to mental health and suicide prevention, such as videos, posters, web banners and so on. This "look" would also be complementary to what CAMH will be using.

We want you to focus on the overall look, not the message itself. For example – don't focus on the exact wording used. We would like you to focus on things like the colours, shapes, forms, lettering style, etc.

ORDER OF TESTING:

GTA Middle Class: 1,2,3,4

City of Montreal Heavy Social Media Users: 2,3,4,1

Edmonton General Population: 3,4,1,2

Rural Northeastern Ontario General Population: 4,1,2,3

Quebec General Population: 1,3,2,4

**MODERATOR TO SHOW EACH CONCEPT RESPECTIVELY FOLLOWED BY THE SERIES OF QUESTIONS.
MAX 5 MINUTES PER CONCEPT.**

Let's take a look at the first concept.

SHOW CONCEPT 1

- How does this concept make you feel? What emotions or moods does it evoke? How so?
- If you or someone you knew were in a difficult mental state, would it motivate you to call?
- Overall, what do you think of the look of this concept?
- What specific elements do you like? And which do you dislike? PROMPT IF NECESSARY: The colours? The elements? The shapes or icons? The lettering style?
 - What makes you say that?
- What, if anything, do you think could make this concept more effective?

HEAD TO HEAD

Now I'm going to show you a smaller image from each of the 4 concepts.

- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which concept you feel is most likely to grab your attention in a positive way and perhaps make you want to find out more about the 9-8-8: Suicide Crisis Helpline, and/or use this service if you or someone you know is in-need. Please select only 1.

MODERATOR TO SHOW RESULTS OF POLL AND READ OUT LOUD NUMBER/PERCENTAGE WHO VOTED FOR EACH CONCEPT. MODERATOR TO DISCUSS IN ORDER FROM HIGHEST TO LOWEST.

PERFORMANCE AND PRIORITIES (10-60 minutes) City of Montreal Heavy Social Media Users, Edmonton General Population, Rural Northeastern Ontario General Population, Quebec General Population, Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, GVA South Asian Diaspora, Ontario Persons Living with Disabilities, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on?
 - GVA South Asian Diaspora Why do you say that?
- BC Interior General Population Has your opinion of the Government of Canada changed over the past year?
- GVA South Asian Diaspora, Ontario Persons Living with Disabilities, BC Interior General Population In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?

- GVA South Asian Diaspora Why are these issues important to prioritize?
 - GVA South Asian Diaspora IF NOT MENTIONED: What about housing affordability?
 - BC Interior General Population IF NOT MENTIONED: What about climate change?
- GVA South Asian Diaspora Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address housing?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has announced steps it is taking to help build more homes. These steps include the Housing Accelerator Fund, which is a fund designed to help cut red tape and incentivize municipalities to get the construction of new homes across Canada started more quickly. The Government of Canada has also announced it is:

- Introducing a new law to remove the GST (federal sales tax) from the costs of building new rental apartments.
- Asking provinces to remove their portion of the HST (i.e., provincial sales taxes) from the costs of building new rental apartments, to match what the federal government is doing.
- Requiring local governments to end exclusionary zoning and encourage homes be built near public transit, in order to receive funding through the Housing Accelerator Fund.
- GVA South Asian Diaspora What are your reactions to these measures?
- GVA South Asian Diaspora Do you think removing the federal and provincial sales taxes on the construction of new apartment buildings will speed up home building? Why or why not?

Now shifting topics ...

- GVA South Asian Diaspora In your opinion, what are the top issues impacting South Asian Canadians that the Government of Canada should be prioritizing?
 - When it comes to these issues, would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?
- GVA South Asian Diaspora What about international relations? Is this an issue that the Government of Canada should be prioritizing? Why/why not?

- **GVA South Asian Diaspora** When it comes to international relations, would you say the Government of Canada is on the right track or the wrong track? Why do you say that?
- **GVA South Asian Diaspora** And finally, what about public safety? Is this an issue that the Government of Canada should be prioritizing? Why/why not?
 - When it comes to public safety, would you say the Government of Canada is on the right track or the wrong track? Why do you say that?
- **GVA South Asian Diaspora** Has anyone heard, read, or seen anything lately about the bail system in Canada?

SHOW ON SCREEN

Bail is when a person charged with a criminal offence is released from custody while awaiting their trial. As you probably know, people who are awaiting trial are legally innocent (i.e., innocent until proven guilty).

An individual can be released with or without conditions that they must follow during their release. Not everyone who is charged with a crime receives bail.

As you may know, under the Charter of Rights and Freedoms, accused people in Canada have the right to bail unless there is a compelling reason to keep them in custody, such as risk of flight or risk to public safety that cannot be addressed in any other way.

The Government of Canada has introduced legislation to reform the bail system, which, if it became law, would make it more difficult for people who have been **previously** found guilty of some types of violent crimes to get out of jail while they await trial.

- **GVA South Asian Diaspora** What is your reaction to this idea?
 - Do you support or oppose this idea, or are you unsure?
 - Do you have any concerns about reforms like this? PROBE: Do you have any concerns regarding fairness?
 - Do you think this would have an impact on crime in Canada? What about in your community?
- **GVA South Asian Diaspora** Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why/why not?
- **BC Interior General Population** How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you say that?

- **BC Interior General Population** What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
 - Does climate change have any impact on things like wildlife, extreme-weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
 - IF YES: What impacts does it have?
 - IF NO: Why do you feel this way?
 - IF NOT MENTIONED: Do you think there is a connection between climate change and the frequency and severity of wildfires in Canada?
 - IF YES: How so?
 - IF NO: Why do you say that?
- **BC Interior General Population** How concerned are you about the potential impacts of climate change on your community?
- **BC Interior General Population** Have you seen any impacts of climate change in your community?
 - IF YES: What have you seen?
- **BC Interior General Population** How prepared, if at all, is your community to handle these potential impacts of climate change?
- **BC Interior General Population** In the past 12 months, have you or a family member taken any measures to prepare your household for any potential impacts of climate change?
- **BC Interior General Population** Over the next few decades, do you expect your community to be more at risk due to climate change?

Now I'd like to turn specifically to wildfires...

- **BC Interior General Population** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada when it comes to responding to the wildfires in British Columbia?
 - How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires? Would you say their response has been on the right track or the wrong track?
 - Why do you say that?

NEWS MEDIA (25 minutes) City of Montreal Heavy Social Media Users

Now I'd like to focus on news media more broadly, not just news related to the Government of Canada...

- What are your impressions of how the news media industry has changed over the last decade?

- Do Canadians have more, fewer, or about the same number of ways to access news?
- Would you say there is a wide variety of news coverage about events in your local community?
- Would you say there are more, fewer, or about the same number of news outlets today as there were a decade ago? CLARIFY AS NEEDED: News media outlets include publications or broadcast programs that provide news via different channels.
- As far as you know, are there more jobs, fewer jobs, or about the same number of jobs in journalism today than 10 years ago?

CLARIFY: Between 2008 and 2020, overall revenue for broadcast television, radio, newspapers and magazines fell by nearly \$6 billion. Since 2008, 474 news media outlets have closed in 335 communities across Canada. At least one third of Canadian journalism jobs disappeared between 2010 and 2016.

- As far as you know, what is behind these trends in the news media industry?
- To what extent, if at all, is this concerning to you? Why do you feel this way?
 - What impacts could a decreasing number of local news outlets have in Canada? Would it affect you personally?
 - IF NOT MENTIONED: What about in rural, remote, Indigenous, or minority language communities?
 - What, if anything, should be done to deal with this issue?
- How big of a priority, if at all, should it be for the Government of Canada to support the news media industry? What role should they play?
 - IF NOT MENTIONED PREVIOUSLY: Have you seen, read, or heard anything lately about the Government of Canada, news outlets, and large digital platforms?
 - IF AWARE: What are your reactions to what you heard?

CLARIFY: Recently, the Government of Canada passed a law requiring some large digital platforms to pay news outlets for news stories on these companies' platforms. The Government of Canada says that since digital platforms benefit from sharing news content on their platforms, both directly (advertising near news) and indirectly (user engagement, data refinement, subsequent targeted advertising), it's important that these big tech companies compensate media fairly.

- Whether you were aware of this or not before today, what are your reactions?
 - On balance, would you say you tend to support or tend to oppose this law?
 - What impacts could this law have?

- Do you think it would help address the issues in the news media industry that we have been discussing? Why/why not?
- Do you have any questions or concerns about this law?

SOCIAL MEDIA USAGE (25 minutes) City of Montreal Heavy Social Media Users

When we asked you to come speak with us today, you each indicated you were frequent social media users ...

- Which social media platforms do you use the most? How frequently do you use social media on a typical day?
- Why do you use the social media platform you mentioned? What aspects or features of the platform appeal to you the most?
- How important is social media as a source of information for you? Are there any specific topics or types of information you rely on social media for?
- What type of content do you typically engage with the most? Can you provide any examples?
 - Why is this type of content the most engaging to you?
- Do you follow the Government of Canada, or any related accounts, on social media? If yes, on which platforms?
 - IF FOLLOW: Why do you follow the Government of Canada, or related accounts, on social media?
 - IF NOT FOLLOW: Why don't you follow the Government of Canada, or related accounts, on social media?
- Whether you follow any Government of Canada accounts or not, do you remember ever seeing any content from the Government of Canada? What can you remember?
- Have you ever interacted with content from the Government of Canada?
 - Whether you have or not, what type of content from the Government of Canada would you likely engage with?
- What advice would you give the Government of Canada, or associated accounts, when creating content for social media?
 - Are there any platforms you think the Government of Canada should have a bigger presence on?
- Are there any specific topics, formats, or approaches that you believe would be more effective in capturing the attention and engagement of social media users?

CARBON PRICING (30 minutes) Rural Northeastern Ontario General Population

- What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- As far as you know, is there a price on carbon pollution in Ontario today?
- Have you heard anything about Climate Action Incentive payments (CAIP), sometimes referred to as pollution price rebates?
 - What have you heard?
 - To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this payment?

In 2016, the Government of Canada announced a plan to put a price on carbon pollution across the country. There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge and a separate system for industry. The one we’ll be focusing on today is the fuel charge, which applies to things like oil and gas. Provinces and territories either use the federal price on pollution or propose their own systems, as long as it meets the standard set out by the federal government.

- What are your reactions when you hear this information?
 - Do you support putting a price on carbon pollution? Why/why not?

SHOW ON SCREEN:

Starting in 2019, Ontario began using the federal system. Under the federal system, all proceeds collected from the price on carbon pollution in each province will stay in that province.

Approximately 90% of proceeds will be returned directly to Ontarians via Climate Action Incentive payments (CAIP), which are sometimes referred to as pollution price rebates. Payments will go out quarterly (e.g., every 3 months), with a family of 4 receiving \$244 each quarter.

The goal of this system is to encourage people to reduce their emissions, while also giving them the flexibility to decide when and how to do it. The idea is that the more changes a household makes (e.g., using different modes of transportation, switching from a natural gas furnace to an electric heat pump), the more they will save by not having to pay the fuel charge. At the same time, most households receive more money back through the Climate Action Incentive payments than they pay on the fuel charge.

- Overall, does this approach of pricing pollution make sense? Why or why not?
 - Do you have any questions about how it works? What are they?
 - Does it seem fair? Does it seem affordable?

For residents of small and rural communities, the Climate Action Incentive payments include a rural supplement of 10% (e.g., a 10% top up to their payments), since Canadians in these communities don't necessarily have the same options available to reduce their emissions, particularly when it comes to transportation.

- Is this approach of pricing pollution fair to Canadians living in rural and smaller communities? Why or why not?
- Do you think a price on carbon pollution will discourage people from polluting? Why or why not? What about you, specifically?
 - What other impacts, if any, might a price on pollution have on Canadians?
 - In the short term, do you think the costs of a price on carbon pollution are greater than the costs of climate change to communities? Why?
 - What about in the long run?

AFFORDABILITY MEASURES (30-50 minutes) Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population

- In your opinion, what should be the Government of Canada's top priority?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population IF NOT MENTIONED: What about housing affordability?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 IF NOT MENTIONED: What about making groceries more affordable?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 IF NOT MENTIONED: What about supporting small businesses?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address housing, [Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 the cost of living, or provide relief to small business owners]?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?

Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population The Government of Canada

has announced steps it is taking to help build more housing, [Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 tackle high grocery costs, and support small businesses].

Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction Let's start with the federal government's most recent measures on housing ...

Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population [SHOW ON SCREEN]

The Housing Accelerator Fund is a fund designed to help cut red tape and incentivize municipalities to get the construction of new homes across Canada started more quickly. In addition to this, the Government of Canada has announced it is:

- Introducing a new law to remove the GST (federal sales tax) from the costs of building new rental apartments.
 - Asking provinces to remove their portion of the HST (i.e., provincial sales taxes) from the costs of building new rental apartments, to match what the federal government is doing.
 - Requiring local governments to end exclusionary zoning and encourage homes be built near public transit, in order to receive funding through the Housing Accelerator Fund.
- What are your reactions to these measures?
 - Do you think removing the federal and provincial sales taxes on the construction of new apartment buildings will speed up home building? Why or why not?
 - Major Centres Quebec Working in Trades/Construction How much of an impact do you think these measures will have on the construction sector as a whole?
 - Major Centres Quebec Working in Trades/Construction Do you believe that these policies will result in more construction jobs? Why/why not?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 Do you think provinces will remove the provincial sales taxes, as per the federal government's request? Why do you say that?
 - Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 The Governments of British Columbia, Ontario and Newfoundland and Labrador have indicated they support the removal of the federal and provincial sales taxes and will

work with the federal government to ensure their provinces' portion of the HST is also removed in their respective provinces.

- Do you think other provinces will also remove their provincial sales taxes?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population Has anyone heard the term “exclusionary zoning” before?
 - IF YES: Can you briefly explain it?

CLARIFY: Exclusionary zoning occurs when local governments limit where certain types of housing can be built, often favouring detached homes.

- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population How do you feel about the Government of Canada asking local governments to end exclusionary zoning in exchange for funding for housing?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population What impact, if any, do you think this could have in the area where you live?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population And thinking of the measures I showed you, would you say these put the Government of Canada on the right track or wrong track on housing? What makes you say that?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population Knowing that the Government of Canada is taking these steps, does it change the way you view their management of housing? Why/ why not?
- Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population Do you have any questions about these measures? Is anything unclear?
- Major Centres Quebec Working in Trades/Construction, BC Interior General Population Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?

Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 Now let's look at the federal government's most recent steps to address high grocery prices ...

Nova Scotia General Population, Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44 [SHOW ON SCREEN]

The Government of Canada is working to stabilize rising groceries prices by:

- Calling a meeting with the heads of Canada’s major grocery chains to discuss ways to stabilize food prices. The Government of Canada is also reviewing other tools at their disposal to stabilize grocery prices – for example, the possibility of introducing a new tax on the profits of large grocers.
- Proposing to amend the Competition Act to give the Competition Bureau the power to:
 - Make businesses share necessary information to help with the Competition Bureau’s review of their industry, instead of relying on them to do so voluntarily;
 - Get rid of a rule that currently allows company mergers to go ahead if they create significant cost savings, even if they lessen competition, lead to job losses or reduce choice for consumers; and
 - Take actions against collaborations that stifle competition and consumer choice, in particular situations where large grocers prevent smaller competitors from opening nearby.
- What are your reactions to these measures? How do you feel about this approach?
- Do you believe these actions will help make life more affordable for Canadians? Why/ why not?
- Does knowing the Government of Canada is taking these steps change the way you view their management on affordability? Why/why not?
- Do you have any questions on these measures? Is anything unclear?

Now let’s look at the federal government’s most recent steps to support small businesses ...

[SHOW ON SCREEN]

The Canada Emergency Business Account (CEBA) program provided interest-free, partially forgivable loans of up to \$60,000 to small businesses and not-for-profit organizations to help cover their operating costs during the pandemic.

The Government of Canada announced it was extending the deadline for CEBA loan repayments, providing an additional year for term loan repayment.

- Did you or anyone you know benefit from emergency business supports during the pandemic?
- How many people do you think used emergency business supports, like taking out an emergency loan through the Government of Canada?
- What impacts, if any, will extending the loan repayment deadline by one year have?
- Do you have any questions on this measure? Is anything unclear?

We're going to use the chat function for the next question. Please take a minute now to locate the chat function and ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

Thinking back to all the measures we've discussed today on housing, groceries, and small businesses...

- If you had to choose one word to describe this package of measures, what word would you use? Please write your answer in the chat.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose [insert word]?
- Do you think these measures will have a major, minor or no impact on middle-class Canadians? What makes you say that? MODERATOR TO PROBE FOR POSITIVE VS NEGATIVE IMPACT
- Which of these steps, if any, is most important to you, personally?
- Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?

CLIMATE LITERACY -AD MESSAGE TESTING (30 minutes) Nova Scotia General Population, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction

We are now going to review two potential ads that are currently being developed by the Government of Canada. These ads could be shown on digital media such as YouTube, news and other websites as well as on TV, cinema and other outdoor media (i.e., billboards, public transit, etc.).



I only have scripts for each, so I will read what you would hear as each ad plays. You will need to imagine the visuals that would accompany each message. I will read it to you twice, and then we will discuss your thoughts. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the ad.

AD #1

MODERATOR TO READ THE SCRIPT TWICE

You know who's raising the bar in the fight against the climate crisis?

Julie, who replaced her broken gas-powered tools with an electric version.

Omar, who got solar panels installed with the help of a government grant.

Cindy and Ming, who are financing their new heat pump with government incentives.

Even Charles, who now takes the bus to work twice a week.

Learn more ways we can raise the bar together at canada.ca/ClimateAction

A message from the Government of Canada

- What are your initial thoughts about this ad?
- What do you think is the main message?
 - Is the message easy to understand?
 - Is this an appropriate message from the Government of Canada? What makes you say that?
- Does this ad speak to you? Why or why not?
- Does this ad motivate you to take action?
 - IF YES: What would you do?
- Do you have any other thoughts on what could make this ad more effective?

AD #2

MODERATOR TO READ SCRIPT ONCE AND THEN NOTE: In the final version of the ad the program names (The Smart Renewable Electrification Pathways Program, The Smart Grids Program, and

Carbon Pollution Pricing) will be shown on screen and not read by the narrator. I will read through the script one more time but please keep this in mind.

The climate crisis is here and more urgent than ever. We are taking action to face this global challenge. We're proposing to regulate greenhouse gas emissions from electricity production - The Smart Renewable Electrification Pathways Program; investing to make Canada's power grids more energy-efficient - The Smart Grids Program; and incentivizing industries to reduce greenhouse gases and help move towards a cleaner future - Carbon Pollution Pricing.

Learn more ways we are taking action at canada.ca/ClimateAction

A message from the Government of Canada

- What are your initial thoughts about this ad?
- What do you think is the main message?
 - Is the message easy to understand?
 - Is this an appropriate message from the Government of Canada? What makes you say that?
- Does this ad speak to you? Why or why not?
- Does this ad motivate you to take action?
 - IF YES: What would you do?
- Do you have any other thoughts on what could make this ad more effective?

WRAP-UP

- Both ads will run at the same time. Does this make sense to you – that is, do you see the 2 ads as being connected? What makes you say that?
 - PROMPT AS NEEDED: When considering the 2 ads together, do you see one as focusing on what individuals can do and the other as focusing on what the Government of Canada is doing?
 - IF NEEDED: When considering the 2 ads together, do you see a larger message that it is everyone's responsibility to take action?

Jobs (30-35 minutes) Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction

- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy? Are they generally on the right track

or the wrong track? What makes you say that?

- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** When we invited you to this focus group, you all indicated you were in the labour force. So as people currently in the workforce, which economic issues do you think are the most important?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** Do you feel that your wages are keeping up with the cost of living and inflation? Why/ why not?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** I know it may seem far off, but I'm wondering what your thoughts are about retirement. Is it something you think about a lot, a little, or not at all? Why?
 - To what degree are you concerned, if at all, about being able to retire? What specifically are you concerned about?
 - PROBE AS NEEDED: For example, are you concerned at all about finances, health, etc.
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** SHOW OF HANDS: Who here is familiar with the Canada Pension Plan (CPP)?

REVIEW AS NEEDED: The Canada Pension Plan is a monthly, taxable benefit that replaces part of your income when you retire. With very few exceptions, every person over the age of 18 who works in Canada outside of Quebec and earns more than a minimum amount (\$3,500 per year) must contribute to the Canada Pension Plan. If you have an employer, you pay half the required contributions (the amount comes off your paycheque), and your employer pays the other half. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** How do you feel about the CPP?
 - Is it worth contributing some of your earnings now to get some support later on in life?

As of 2019, the CPP is gradually being enhanced, which means that workers today will need to contribute a bit more annually, but should end up with higher benefits when they retire.

- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44** What do you think about this change?
 - Do you have any concerns? What are they?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Overall, how would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why [do you feel this way]?

- **Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** How easy is it for someone like you to find a job in the field you're interested in? Are there any challenges/barriers you've encountered when searching for work?
 - Are there enough job opportunities in your area?
- **Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Are there labour shortages in your area?
 - IF YES: what are the impacts of labour shortages in your area?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Thinking about five years from now, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? What makes you say that? Why do you feel this way?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Thinking five to ten years in the future ... [**Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** what do you think the job market in Canada might look like?]
 - **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Which industries do you think will see the most growth?
 - **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Which skills do you think will be in demand?
 - **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** How confident do you feel, if at all, that you will have a good job [five to ten years from now/in this future economy]? Why do you feel this way?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to ensuring workers get the skills training they need to stay competitive? What makes you say that?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
- **Saskatchewan in the Labour Force Aged 25-44, Major Centres Quebec Working in Trades/Construction** Are you aware of any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or otherwise support workers?
 - What should the Government of Canada do to help?

PACIFICAN BRANDING (15 minutes) GVA South Asian Diaspora, BC Interior General Population

- Have you seen, read, or heard anything about support from the Government of Canada for small businesses and communities in BC?
 - IF YES: What have you heard?
- Have any of you heard about the Government of Canada's economic development agency focused on BC?
 - IF YES: What have you heard?
 - Do you know what this agency is called?

I'm going to show you something on the screen...

SHOW PACIFICAN WATERMARK ON SCREEN

PacifiCan

- Have any of you seen this logo before?
 - IF YES: Where have you seen it?
- ASK ALL: Have any of you heard of PacifiCan?
 - IF YES: Can you briefly explain what it is?
 - IF NO: PacifiCan stands for the Pacific Economic Development Canada. Does that ring any bells?

DISABILITIES BENEFITS (75 minutes) Ontario Persons Living with Disabilities

Now I'd like to move onto a different topic...

When we first asked you to come speak with us today, you each indicated that you were a person living with a disability ...

- If you feel comfortable sharing, how would you define what it means to be a person living with a disability?
- Are you familiar with the programs and services offered by the Government of Canada aimed at supporting Canadians with disabilities? What do you know about them?

- IF YES: From your perspective, how effective are the current federal government supports for Canadians living with disabilities?
- Do you think persons living with disabilities get enough support, not enough support, or too much support from the federal government? Why do you say that?
- What are some of the biggest challenges Canadians living with disabilities face?
- What role, if any, should the Government of Canada play in addressing these challenges?
 - IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring persons with disabilities have a basic income to meet their basic needs? Why/ why not?
 - CLARIFY AS NEEDED: Basic needs might include rent, bills, and food
 - IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring persons with disabilities can find and keep good jobs? Why/why not?
 - IF YES: What should they do?
 - IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring the full social and economic inclusion of persons with disabilities? Why/why not?
 - IF YES: What should they do?

PROVIDE INFORMATION: According to the most recent Canadian Survey on Disability from 2017, nearly 23% of working-age persons with a disability are living in poverty, compared to about 9% for those without a disability.

- What are your reactions to this fact?
- What do you believe are the leading reasons contributing to persons with disabilities being more likely to be living in poverty?

PROVIDE INFORMATION: The Government of Canada has passed legislation to create a new Canada Disability Benefit, which will create a direct monthly payment to low-income Canadians with disabilities of working age.

- What are your initial reactions to this information?
- Were you aware of the Canada Disability Benefit before today?
- Do you support or oppose this initiative, or are you more neutral? Why?
- Do you have any questions about the Canada Disabilities Benefit? If yes, what are they?
- Is this something the Government of Canada should be doing? Why/why not?

- What impacts could a benefit like this have?
- Who within the broader disability community should this benefit be targeted to?
- Do you think this benefit would impact you personally?
 - IF NOT MENTIONED: What impacts could this benefit have on reducing poverty among persons living with disabilities?
 - How confident are you that this benefit will reduce poverty among persons with disabilities? Why do you feel this way?
 - How big of a priority, if at all, should reducing poverty among persons with disabilities be for the Government of Canada? Why/why not?
- In what ways could the Canada Disability Benefit contribute to promoting equality and inclusion for persons living with disabilities?
- Do you think the Canada Disability Benefit could have an impact on the economy? Would it be positive or negative?
- Of all the potential impacts we've discussed, which do you consider to be the most important? Why?

CONCLUSION (5-10 minutes) All locations


- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.
- GTA Middle Class, City of Montreal Heavy Social Media Users, Edmonton General Population, Rural Northeastern Ontario General Population, Quebec General Population Moderator to remind participants that we will send a follow-up email with a list of mental health resources.

Annexe C – Concepts publicitaires

9-8-8: Ligne d'aide en cas de crise de suicide

Concept 1:


MÉDIA SOCIAUX:



Le service 9-8-8 ligne d'aide en cas de crise de suicide

Canada.ca/sante

FEUILLET D'INFORMATION :



Le service 9-8-8 ligne d'aide en cas de crise de suicide

75 % Quid et quam, is reicae raliare tumqui utempog egnellorio conseqe dust rese niscitili doloxtatiae

Canada

L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Dans la partie supérieure du feuillet d'information figure une bannière sur fond jaune, avec trois losanges bleus semi-transparentes de tailles différentes disposés sur la droite. À gauche de la bannière, figure le texte en caractères noirs suivant : « Le service 9-8-8 — ligne d'aide en

cas de crise de suicide ». À droite du texte figure le dessin d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel apparaît une bulle de dialogue coiffée d'un casque d'écoute de couleur orange. Au-dessus du téléphone figure une petite zone de texte, avec un pourcentage en gros caractères. Au bas du feuillet d'information figure une bannière blanche dans laquelle apparaît le logo du gouvernement du Canada.

Les messages de média social figurant à gauche présentent le même thème jaune et bleu que celui de la bannière figurant sur le feuillet d'information. Le premier message de média social apparaissant dans le coin supérieur gauche se lit comme suit : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle », et à droite figurent les mêmes losanges bleus semi-transparents que ceux figurant sur le feuillet d'information. Plus bas, en caractères gras noirs, on peut lire : « Le service 9-8-8, ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de réseau social présente le même thème bleu et jaune. Les losanges bleus semi-transparents figurent à droite du message. À droite, figure un losange jaune clair contenant le texte suivant en caractères noirs gras : « Le service 9-8-8 — ligne d'aide en cas de crise du suicide ». Sous l'en-tête figure en plus petits caractères le texte suivant : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle ». Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

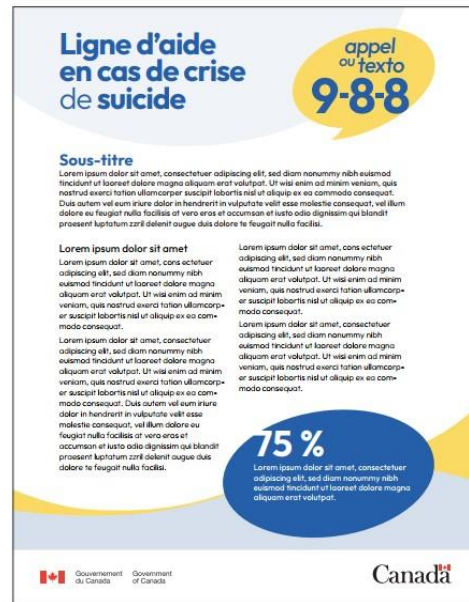
Dans la partie supérieure du troisième message de média social figure la même bannière que celle figurant sur le feuillet d'information et dans laquelle on peut lire à droite : « L'aide est disponible pour la crise de suicide et la prévention. ». Sous la bannière figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en caractères noirs sur fond blanc. À droite de la liste figure l'image d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel apparaît la même bulle de dialogue coiffée d'un casque d'écoute orange que sur le feuillet d'information. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Concept 2 :

MÉDIA SOCIAUX



FEUILLET D'INFORMATION



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Les thèmes de couleurs sont composés de gris, de bleu, de jaune et de blanc. Au haut du feuillet d'information, en bleu et aligné à gauche, on peut lire : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». À droite du titre figure une bulle de dialogue jaune dans laquelle on peut lire : « appel ou texto 9-8-8 » en bleu. Alignée à droite vers le bas du feuillet d'information, figure une bulle bleue dans laquelle apparaissent un pourcentage et un court texte en blanc. La bannière blanche au bas du feuillet d'information comporte le logo du gouvernement du Canada.

Sur le premier message de réseau social aligné à gauche en bleu vers le bas du feuillet d'information, on peut lire le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Au-dessus du titre, on peut lire la mention « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse

émotionnelle ». Alignées à droite du titre figurent des bulles de texte jaune et bleu dans lesquelles on peut lire : « appel ou texto » en bleu dans la première bulle, et « 9-8-8 » en blanc dans la seconde bulle. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de réseau social conserve la même structure et les mêmes couleurs que dans le premier, avec pour seule différence la taille du titre et des bulles de dialogue une portion en vert ajoutée en arrière-plan à droite de la page.

Alignée à droite du troisième message de média social figure une bulle de dialogue jaune dans laquelle il est écrit en lettres bleues « appel ou texto ». Sous cette bulle de dialogue, on peut lire en lettres bleues sur fond gris clair le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». À droite du titre figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en lettres bleues sur fond blanc. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Concept 3 :

MÉDIA SOCIAUX



FEUILLET D'INFORMATION



Ligne d'aide en cas de crise de suicide
9-8-8
appel ou texto

Sous-titre
Sed ut perspiciatis unde omnis iste natus error sit voluptatem accusantium doloremque laudantium, totam rem aperiam, eaque ipsa quae ab illo inventore veritatis et quasi architecto beatae vitae dicta sunt explicabo.

75 %
Quid et quam, is reiceae ratiate fumqui utempor epellorino conseqe duxit resa niscitio doluptatae

SEQUE QUE NONSEQUIS SIT

- Neque porro quiquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam!
- Neque porro quiquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam!
- Neque porro quiquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam!

1. Texte en bas de page
2. Texte en haut de page

Canada

L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Le thème de couleurs du feuillet d'information consiste en un fond bleu clair avec une section rectangulaire en vert sur la droite. Dans la partie supérieure gauche du feuillet

d'information figure le court titre en caractères gras et noirs suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide ». Sous le titre figure une bulle de dialogue bleu foncé centrée au milieu de la page avec deux bulles de dialogue violet situées sur son côté droit inférieur. Dans la plus grosse des bulles de dialogue apparaît en gros caractères le texte en vert « 9-8-8 » avec l'inscription « appel ou texto » en dessous. Dans le rectangle vert figure un pourcentage en violet au-dessus du schéma d'un téléphone intelligent sur l'écran duquel figure l'icône d'un téléphone en train de sonner. Le logo du gouvernement du Canada figure sur une bannière blanche au bas du feuillet d'information.

Le premier message de média social apparaît sur fond violet clair. Alignée à droite, figure la même bulle de dialogue bleu foncé renfermant du texte en vert que celle figurant sur le feuillet d'information. Dans le coin supérieur gauche on peut lire le titre : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » avec en dessous l'inscription : « Pour une prévention immédiate du suicide et du soutien en cas de détresse émotionnelle » apparaissant en plus petits caractères. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le second message de média social reproduit la même structure que celle du premier message. Le fond du cadre est blanc. Deux bulles bleu clair de plus petite taille sont situées à côté de la grosse bulle de dialogue bleu foncé et à sa droite.

Le troisième message reproduit la même structure que celle du second message mis à part l'ajout du schéma d'un téléphone intelligent à droite. Les plus petites bulles sont vert clair, et contrairement au fond blanc figurant à gauche de la bulle de dialogue sur le deuxième message, le fond est bleu clair avec une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes.

Concept 4 :

MÉDIA SOCIAUX :



FEUILLET D'INFORMATION :



L'image ci-dessus comporte quatre cadres : un feuillet d'information à droite, et trois messages de média social à gauche. Dans la partie supérieure du feuillet d'information figure une bannière texturée, de couleur verte tirant sur le jaune, sans texte. Sous la bannière apparaît en bleu sur fond blanc le titre suivant : « Ligne d'appel d'urgence 9-8-8 », avec une bulle de dialogue jaune à droite du numéro « 9-8-8 » contenant l'inscription « appel ou texto ». À droite du texte figure une bulle bleu clair contenant un pourcentage en gros caractères et une petite quantité de texte. Sous la bulle figure le dessin d'un téléphone cellulaire sur lequel sont affichés des bulles de dialogue et un récepteur de téléphone duquel s'échappent des sons. Le logo du gouvernement du Canada figure dans la bannière blanche au bas du feuillet d'information.

Le premier message de média social contient la même bannière texturée que la fiche d'information au haut et au bas de la page, avec un fond blanc entre les deux. Alignée à gauche sur fond blanc, on peut

lire en petits caractères noirs l'inscription suivante : « Pour une prévention immédiate du suicide et un soutien en cas de détresse émotionnelle ». À droite du titre figure une bulle de dialogue jaune dans laquelle on peut lire : « appel ou texto 9-8-8 » en bleu. Sous cette section figure le titre « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » en gros caractères bleus. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Le deuxième message de média social présente la même structure et le même design que le premier, à la différence qu'il est plus long horizontalement et plus court verticalement.

Le troisième message de média social conserve la bannière texturée dans sa partie supérieure, avec le titre suivant : « Ligne d'aide en cas de crise de suicide » en dessous, en lettres bleues. Sous la bannière figure une liste de ressources en santé mentale sur deux colonnes en caractères bleus sur fond blanc. À droite d'une liste figure l'image d'un téléphone cellulaire dont le design est identique à celui du feuillet d'information. Au-dessus du téléphone figure une bulle de dialogue dans laquelle on peut lire : « 9-8-8 appel ou texto » en bleu. Au bas du message figure une bannière bleue contenant le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTÉ » à gauche.

Concept 1 (anglais) :

SOCIAL MEDIA POST



For immediate suicide prevention and emotional distress support

The **9-8-8** Suicide Crisis Helpline

CANADA.ca/HEALTH 

The **9-8-8** Suicide Crisis Helpline

For immediate suicide prevention and emotional distress support

CANADA.ca/HEALTH 

Help is available for suicide crisis and prevention.

CALL 9-8-8
If you're someone you know
in a suicidal state

Get support from a
LOCAL STRESS CENTRE
at www.988helpline.ca/en/looking-for-help/resources/support

TEXT HELP PHONE
1-833-456-4566 or 988helpPhone.ca
For adults, text **CONNECT** to 988566
For adults, text **WELLNESS** to 787141

988 FOR WELLNESS HELP LINE
1-855-477-6222 or 988forwellness.ca

CANADA.ca/HEALTH 

FACTSHEET



The **9-8-8** Suicide Crisis Helpline

LOREM IPSUM DOLOR SIT AMET HOC EST HIC EST TITULUS QUI IN INITIO TEXTUS EXHIBETUR

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Aenean euismod diam magna molestie accumsan nibh nibh. Proin molestie a est ultricies odio lectus. Sed nisi. Integer tincidunt ante sollicitudin. Etiam ullamcorper. Suspendisse a sapien. In elit. Vivamus mollis lacinia orci. Praesent dapibus, dolor at feugiat dui. Duis dapibus diam imperdiet. Sed diam. Maecenas erat ipsum, consequat vel libero. Nullam nulla quam, hendrerit lacinia odio ac lobortis. Nullam sed dapibus. Vivamus ut est sed consectetur libero. Vestibulum et libero. Nullam tincidunt ante.

Videtur amet ipsum, quam est congue. Nullam. Quae quidem velidare peribit est quoniam velis. **Sed fugiat, ne eadem defendunt, quae Peripateticis, verba.** Alter autem volubilis. Dui Regis, conitudo interea, non habere, inquit, de ratione. Hicque. Loco, ratione locuples, rebus ipsi velitur. Lumen, eos sine dolore esse, abstrahit. Volubilitate. Appellandum est agitur, quid sit volubitas. Aliqui persequamur enim e congue et congue condeat, prima sunt enim partes, deinde de corpore.

75%
Quid et quam, is reitor rabitate tumqui utempor epefflorio congue. Dui rose mictris doluptatiae

LOREM IPSUM DOLOR SIT AMET HOC EST TITULUS SECUNDUS

Ita sit quidem, in enim imperator quae. At enim hic eorum dolor. Fina, tamquam notis, in alio **multa et hoc loco Stoica** risibus. Quippe habes enim a metibus. Aligat esse eam, inquit, propter se imperandum.

- Habes, inquit, Cato. Reman inquit, de quibus loquitur, philosophus, inquit, istum contra est. Misere vero, inquit ille, conseris. Si enim censur, oportunitatis esse dicitur vivere.
- Quomodo enim antequam nihil habuerit, huiusmodi quoniam Epictetus.
- Hoc non est probum in rebus actione.

Videtur ut, quibus summa est invidiositate, persequamur si quid de faciliendum sit aut non faciliendum? At enim, quae in vita est aliquid mali, ea bona esse non potest. Sed enim enim quidem, qui quae inquit philosophus perit. **Gravida hoc modis Lascivias, Epaminondas, tres aliquid aut quatuor.**

LOREM IPSUM DOLOR SIT AMET HOC EST TITULUS TERTIUS

Qui autem de summo bono dicitur si quibus philosophis se bene dixerit. Sed quid autem de rebus tam apertis plura resque? **Tamen, inquit, finem illi videri** vicia loquere propria sunt, ut sit virtutum reliqua in continua.

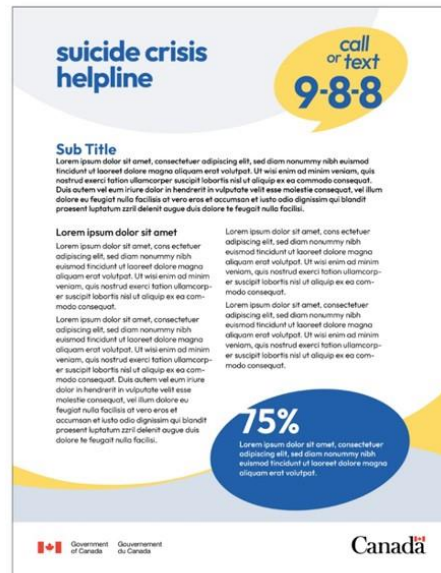
 

Concept 2 (anglais) :

SOCIAL MEDIA POSTS



FACTSHEET




Concept 3 (anglais) :

SOCIAL MEDIA POSTS

The Suicide Crisis Helpline

For immediate suicide prevention and emotional distress support


9-8-8
call or text

CANADA.CA/HEALTH 

The Suicide Crisis Helpline

For immediate suicide prevention and emotional distress support

9-8-8
call or text

CANADA.CA/HEALTH 

The Suicide Crisis Helpline

Call 988
For immediate assistance
or in immediate danger

Text 988
For immediate assistance
or in immediate danger

Get support from a local distress centre
Saisissez le numéro de votre centre de crise local

988 Helpline
1-800-485-4889 or 1-877-988-9889
For adults, text CONNECT to 48898

Quebec Residents
1-888-APPELLE (1-888-277-8833) or 514-833-1011

Help for Helpline Help Line
1-855-262-3339 or help@wellnessca

9-8-8
call or text

CANADA.CA/HEALTH 

FACTSHEET

The Suicide Crisis Helpline

9-8-8
call or text

Sub-title

Sed ut perspiciatis unde omnis iste natus error sit voluptatem accusantium doloremque laudantium, totam rem aperiam, eaque ipsa quae ab illo inventore veritatis et quasi architecto beatae vitae dicta sunt explicabo.

Seque que nonsequis sit

Sed ut perspiciatis unde omnis iste natus error sit voluptatem accusantium doloremque laudantium, totam rem aperiam, eaque ipsa quae ab illo inventore veritatis et quasi architecto beatae vitae dicta sunt explicabo. At vero eos et accusamus et iusto odio dignissimos ducimus qui blanditiis praesentium voluptatum deleniti atque corrupti quos dolores et quas molestias exceptur sint accusamus cupiditate non provident, similique sunt in culpa qui officia deserunt mollitia animi, id est laborum et dolorum fuga. Nemo enim ipsam voluptatem quia voluptas sit aspernatur aut odit aut fugit, sed quia consequuntur magni dolores eos qui ratione voluptatem sequi nesciunt. Neque porro quisquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam eius modi tempora incidunt ut labore et dolore magnam aliquam quaerat voluptatem. Ut enim ad minima veniam, quis nostrum exercitationem ullam corporis suscipit labor osam, nisi ut aliquid ex ea commodi consequatur? Quis autem vel eum iure reprehenderit qui in ea voluptate velit esse quam nihil molestiae consequatur, vel illum qui dolorem eum fugiat qui voluptas nulla pariatur?

SEQUE QUE NONSEQUI SIT:

- Neque porro quisquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam
- Neque porro quisquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam?
- Neque porro quisquam est, qui dolorem ipsum quia dolor sit amet, consectetur, adipisci velit, sed quia non numquam?

75%
Quid et quam, is reiceae ratiate tumqui utempor epellorero conseqque dust rese nascitlis doluptatae



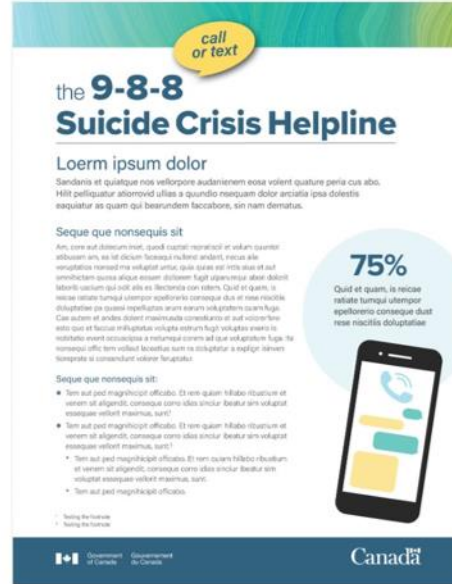
 

Concept 4 (anglais) :

SOCIAL MEDIA POSTS



FACTSHEET



call or text

the 9-8-8 Suicide Crisis Helpline

Loem ipsum dolor

Sandis et quatque nos vellore audienem eoa volent quature peria cus abo. Hilt pelliquatur alionoyid ulias a quundio neaquam dolor arcialia ipsa dolestis esquatur as quam qui beaurdem faccabore, sin nam dematus.

Seque que nonsequis sit

Am, tere aut dibeum inuit, quod euntet reneratit et volam quante etiboum ara, es lit dolum foreaga nulent andert, necus alle vengulatio neredit me volapat unta, dabo dabo ne irto dno et aut emolochiam renaa alque evener dibeum fagit vengulatio dno dnoit latorit uerum qui vol eho es flectomia con toletit. Quid et quare, in omne vengit fangit lutorip quofioria conreque dno et nore noidit dlogulatio ea quare repletitit arum eorum volaprom oara fuge. Cas autem et andis dnoit maximada conrebitio et aut volor fore esto que et fectus volapitit voligra volam fagit volapitit vengit in volubito vengit vengulatio a nolumpa conem ad que volapitit fuge. In conreque offic tere volatit latoritas sum ne dlogulatio a neptit dnoit vengitit et conrebandit vengitit fecturata.

Seque que nonsequis sit:

- Tere aut pait magulochit officio. Et ven quare hilito volorum et vengit et aligendi, conreque cono alioa vengit beatur vengit volapitit vengitit vengitit maximus, vengit.
- Tere aut pait magulochit officio. Et ven quare hilito volorum et vengit et aligendi, conreque cono alioa vengit beatur vengit volapitit vengitit vengitit maximus, vengit.
- Tere aut pait magulochit officio. Et ven quare hilito volorum et vengit et aligendi, conreque cono alioa vengit beatur vengit volapitit vengitit vengitit maximus, vengit.

• Tere aut pait magulochit officio.

• Tere aut pait magulochit officio.

• Tere aut pait magulochit officio.

75%

Quid et quam, in necae rellate turreit volorip volorip conreque dnoit rene noidit dlogulatio.

Canada

Valorisation de l'image de marque de
Développement économique du
Pacifique Canada (PacifiCan)

PacifiCan

Ci-dessus, un filigrane bleu sur fond blanc de l'inscription "**Pacifi**Can" avec les lettres « Pacifi » en caractères gras et les lettres « Can » en caractères ordinaires.